



Partie 3 : L'Afrique en marche

Plan

▶ Chapitre 1 : Les leviers du changement

- ❖ Problématique
- ❖ La transition énergétique
- ❖ La transition digitale
- ❖ La transition économique
- ❖ La gouvernance économique
- ❖ A retenir

▶ Chapitre 2 : Les ressorts de l'autonomie

- ❖ Problématique
- ❖ Le capital humain
- ❖ L'*ubuntu*
- ❖ Le temps des sages
- ❖ A retenir

▶ Chapitre 3 : La contribution du Royaume du Maroc

- ❖ Problématique
- ❖ La doctrine du Royaume
- ❖ Le Maroc, terre africaine
- ❖ La contribution à la gouvernance de l'Afrique
- ❖ La contribution au capital humain africain
- ❖ La contribution à la transition économique de l'Afrique
- ❖ La contribution à l'éco-transition de l'Afrique
- ❖ A retenir

▶ Bibliographie sélective

Vue d'ensemble

L'Afrique en marche

- ▶ Jamais, sans doute, l'Afrique n'a été si convoitée, que ce soit pour ses ressources agricoles ou minières ou pour sa main-d'œuvre bon marché. Une partie de ses économies a décollé durablement, mais les défis qu'elle doit affronter sont très grands.
- ▶ Comment, alors, devenir autonome ? Tout d'abord en changeant de regard sur soi, en renforçant son potentiel et en se faisant confiance pour l'exploiter. Ensuite, en refusant les étapes que l'Occident a suivies en termes de développement, au bénéfice du *leapfrog* qui, seul, peut permettre de prendre un autre chemin vers la croissance.
- ▶ Certes, les changements structurels prennent du temps. Mais, en l'absence d'une intervention affirmée de l'Etat, il appartient aux communautés et aux individus de passer outre les efforts conventionnels pour remplir les espaces vides sur la carte du développement autonome de l'Afrique.

Vers l'autonomie ?

- ▶ **Les leviers du changement** (chapitre 1) : une partie de l'Afrique s'est déjà projetée dans le futur, comme en témoignent quelques exemples de bonne pratique. Trois leviers vont accélérer la transformation du continent vers une plus grande autonomie : la transition digitale et énergétique et l'économie à valeur ajoutée.
- ▶ **Les ressorts de l'autonomie** (chapitre 2) : l'évolution rapide de l'Afrique peut être accélérée et certains de ses défis peuvent être vaincus si elle s'avère capable de mobiliser ses propres atouts, comme sa diaspora, ses nouvelles générations, la mobilité de ses citoyens, ses ressources culturelles...
- ▶ **La contribution du Maroc** (chapitre 3) : de retour dans le concert des nations africaines, le Maroc souhaite apporter sa pierre à la construction d'un édifice continental stable et prospère. Comment peut-il s'insérer dans la coopération intra-africaine ?

Définition de l'autonomie africaine

"Une Afrique qui pense par elle-même et parle au reste du monde. L'Afrique doit redevenir son centre propre et ne peut le faire qu'en s'ouvrant aux autres et à elle-même". (1)



Chapitre 1 : Les leviers du changement



Source : <http://trac-fund.com/wp-content/uploads/2015/09/Business-in-Africa.jpg>

Problématique

L'Afrique de tous les possibles

- ▶ Au cours du 20^{ème} siècle, le monde est entré dans une nouvelle phase de changements majeurs, une de ses grandes transitions systémiques. Celle-ci se manifeste autant par les impacts de la digitalisation que par les nouvelles aspirations des peuples. L'Afrique n'échappe pas à cette transformation planétaire.
- ▶ Le 21^{ème} siècle sera manifestement celui des grands changements pour le continent. Toutes les perspectives sont aujourd'hui ouvertes :
 - ❖ Le naufrage d'un continent, incapable de maîtriser ses défis environnementaux, climatiques et économiques, sources de toutes les violences.
 - ❖ Le clivage définitif, au sein des Etats ou des populations, entre des zones de prospérité et de croissance et des zones de décrochage total, devenant rapidement des espaces de non-droit et de nouvelles jungles humaines.
 - ❖ Le cercle vertueux, qui verra un continent uni, solidaire, autonome, devenir l'une des grandes puissances mondiales de ce siècle.
- ▶ Ce qui fera basculer le continent vers un avenir ou un autre sera sa capacité à actionner ces leviers de changement sans renoncer à gagner son autonomie.

Mais une Afrique déjà en marche...

Aujourd'hui, l'Afrique est en marche. Une marche qui ne se mesure pas avec les indicateurs habituels, tels que le PIB dont la variabilité et les limites sont connues, mais avec la multitude et la diversité des bonnes pratiques sur tout le continent, comme le montrent les exemples présentés ici.

... qui doit rapidement s'emparer des leviers de changement, ouvrant l'accès au monde de demain

- ▶ **La transition énergétique** est le premier levier à actionner. D'une part, pour arrêter les dégradations générées par les systèmes énergétiques actuels et, d'autre part, parce que sans énergie, le développement ne peut pas avoir lieu.
- ▶ **La transition digitale** est le second levier : des opérateurs du continent, souvent plus vite que leurs concurrents internationaux, se sont déjà lancés dans la bataille du digital qui ne fait que commencer.
- ▶ **La transition économique** est un autre levier majeur. Il est temps pour l'Afrique d'embrasser l'économie x.0 qui consiste à créer de la valeur ajoutée, à travers la transformation de ses ressources naturelles et à passer à l'économie de la demande, en recourant à l'économie collaborative et à l'innovation hybride.

Focus n°14

Changer de système énergétique

- ▶ Le coût de la construction des centrales et des réseaux électriques nécessaires pour alimenter en électricité les 620 millions d'Africains qui n'y ont pas accès en 2015 (cf. L'Afrique en chiffres n°6), notamment en milieu rural, s'élèverait à quelque 63 milliards de dollars US par an jusqu'en 2030. Seuls 8 milliards par an sont dépensés aujourd'hui (2).
- ▶ Des millions d'Africains sont maintenant en mesure de contourner le réseau et d'obtenir de l'électricité à partir d'installations sur le toit pour quelques dollars par semaine.
- ▶ Certes, le rendement des panneaux solaires et la difficulté de stocker cette énergie ne permettent pas de satisfaire tous les besoins, notamment en électricité continue. D'où la nécessité d'un mix énergétique avec les ressources locales, comme la géothermie en Afrique de l'Est, l'hydroélectricité en Ethiopie et en Afrique centrale ou le gaz naturel au Mozambique et en Tanzanie.
- ▶ Le marché pourrait rapidement se répartir entre :
 - ❖ les services publics traditionnels ou les grands opérateurs internationaux, fournissant de l'électricité en continu aux villes et aux entreprises,
 - ❖ et de petites entreprises plus innovantes, fournissant de l'électricité hors réseau, individuelle, aux ménages les plus pauvres des zones rurales ou via des mini-réseaux (micro-grilles) de proximité.

Verbatim (3)

- ▶ "Accélérer le déploiement des énergies propres : nous pouvons investir dans des choses totalement nouvelles et bénéficier des technologies les plus performantes et les moins polluantes". Youba SOKONA, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
- ▶ "Dans un avenir proche, nous souhaitons implanter des minicentrales hydrauliques et solaires, utilisant ainsi deux ressources dont le pays regorge, afin de remplacer le bois-énergie par une énergie propre". René NGONGO, président de la commission environnement et ressources naturelles du Conseil économique et social de la République démocratique du Congo.
- ▶ "Il faut également que nos Etats comprennent que notre dépendance aux pétrodollars affecte l'ensemble de l'économie en empêchant d'autres secteurs de se développer. (...) Les communautés sont de plus en plus sensibles et surveillent les pétroliers. (...) Le principe de pollueur-payeur doit devenir la norme". Nnimmo BASSEY, fondateur de l'ONG Environmental Rights Action.

La transition énergétique

D'un monde à un autre

- ▶ La production énergétique qui a permis l'essor économique du 20^{ème} siècle était fondée sur :
 - ❖ l'exploitation des hydrocarbures dont se constate, aujourd'hui, le dommage environnemental qu'ils produisent, de l'effet de serre à l'intoxication chimique,
 - ❖ la centralisation de la production au sein de super-structures (méga-barrages, raffineries, centrales nucléaires) qui a induit un coût de distribution élevé dans les pays développés et inaccessible dans beaucoup de zones en développement.
- ▶ Les sources d'énergie émergentes au 21^{ème} siècle sont renouvelables. Néanmoins, celles-ci peuvent avoir un impact négatif sur la biodiversité :
 - ❖ Eoliennes : collision avec les oiseaux et les chauve-souris.
 - ❖ Barrages : altération des écosystèmes, salinisation des sols, développement de maladies comme la bilharziose.
 - ❖ Fermes solaires : impact sur le déplacement des animaux (oiseaux, corridors écologiques).
 - ❖ Bois : déforestation, émission de CO₂.
- ▶ C'est, donc, tout le système énergétique qui est en train d'être repensé : de la réduction de la consommation d'énergie à la production locale mutualisée, en passant par les micro-grilles, un mix énergétique 100% renouvelable ainsi que les batteries domestiques.

Le défi africain

- ▶ Les besoins énergétiques de l'Afrique sont considérables et urgents. Jour après jour, le manque de services énergétiques modernes freine la croissance économique du continent, la création d'emplois, l'agriculture durable, la santé et l'éducation. Les décideurs ont compris qu'exploiter le potentiel élevé des énergies renouvelables (solaire, hydraulique et éolien) réduirait leur dépendance énergétique et améliorerait leur compétitivité.
- ▶ Aussi, **l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables**, conclue en 2016 lors de la COP21, vise à installer une capacité énergétique renouvelable à grande échelle sur le continent africain, d'ici 2020. Elle bénéficie du soutien des bailleurs de fonds, du secteur privé et de la société civile africaine.
- ▶ Cependant, il reste encore à **définir un modèle énergétique de développement africain** qui pourrait être fondé, en partie, sur une production de proximité, des systèmes locaux de stockage et des micro-grilles, à l'exemple des îles de Ta'u (autonomie solaire) et de El Hierro (autonomie hydroéolienne). Mais, il est difficile de renoncer :
 - ❖ au potentiel hydroélectrique dont 92% est inexploité en Afrique (4), notamment en Afrique de l'Ouest où la CEDEAO pourrait vouloir exploiter les fleuves de la sous-région,
 - ❖ à la manne que représente le pétrole pour les Etats producteurs dont le Nigéria, comme pour les ports pétroliers africains.

L'Afrique en marche n°1

Vers l'énergie propre

Bonnes pratiques

- ▶ **Akon Lighting Africa** : cette initiative, lancée en février 2014 par l'artiste international Akon, le leader Thione Niang et l'entrepreneur Samba Bathily, vise à électrifier les villages africains par une solution solaire innovante, propre et accessible, soit 16 millions d'Africains qui vont bénéficier de cette initiative d'ici à 2020 (5). En novembre 2017, plus de 500 localités avaient bénéficié de l'initiative, réparties dans une quinzaine de pays (Sénégal, Gambie, Rwanda, Sierra Leone...), plus de 100.000 lampadaires solaires installés, 3.000 mini-réseaux solaires, 102.000 kits domestiques solaires et 5.500 emplois indirects créés (6).
- ▶ **The Women Barefoot Solar Engineers of Africa** : ces femmes, pour la plupart des grand-mères analphabètes, travaillent dans les 21 pays les moins développés d'Afrique, aidant à fournir à leur communauté un éclairage domestique propre et bon marché à partir de l'énergie solaire. En six mois, elles ont appris comment fabriquer, installer et entretenir des systèmes d'éclairage domestique à énergie solaire, transformant, ainsi, la vie de plus de 2.000 familles dans des villages électrifiés par l'énergie solaire (7).

▶ **M-KOPA et Off-Grid Electric (8)** :

M-KOPA, qui opère au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie et Off-Grid Electric, en Tanzanie et au Rwanda proposent un kit comprenant quelques ampoules LED, un chargeur de téléphone portable et une radio, tous alimentés par un panneau solaire et une batterie.

Les paiements sont effectués par téléphone portable. Un coût initial de 150 à 500 dollars serait prohibitif pour la plupart de leurs clients. Les entreprises facturent, donc, par tranches, suffisamment espacées pour que le coût mensuel soit inférieur à celui de l'achat de kérosène pour les lampes.

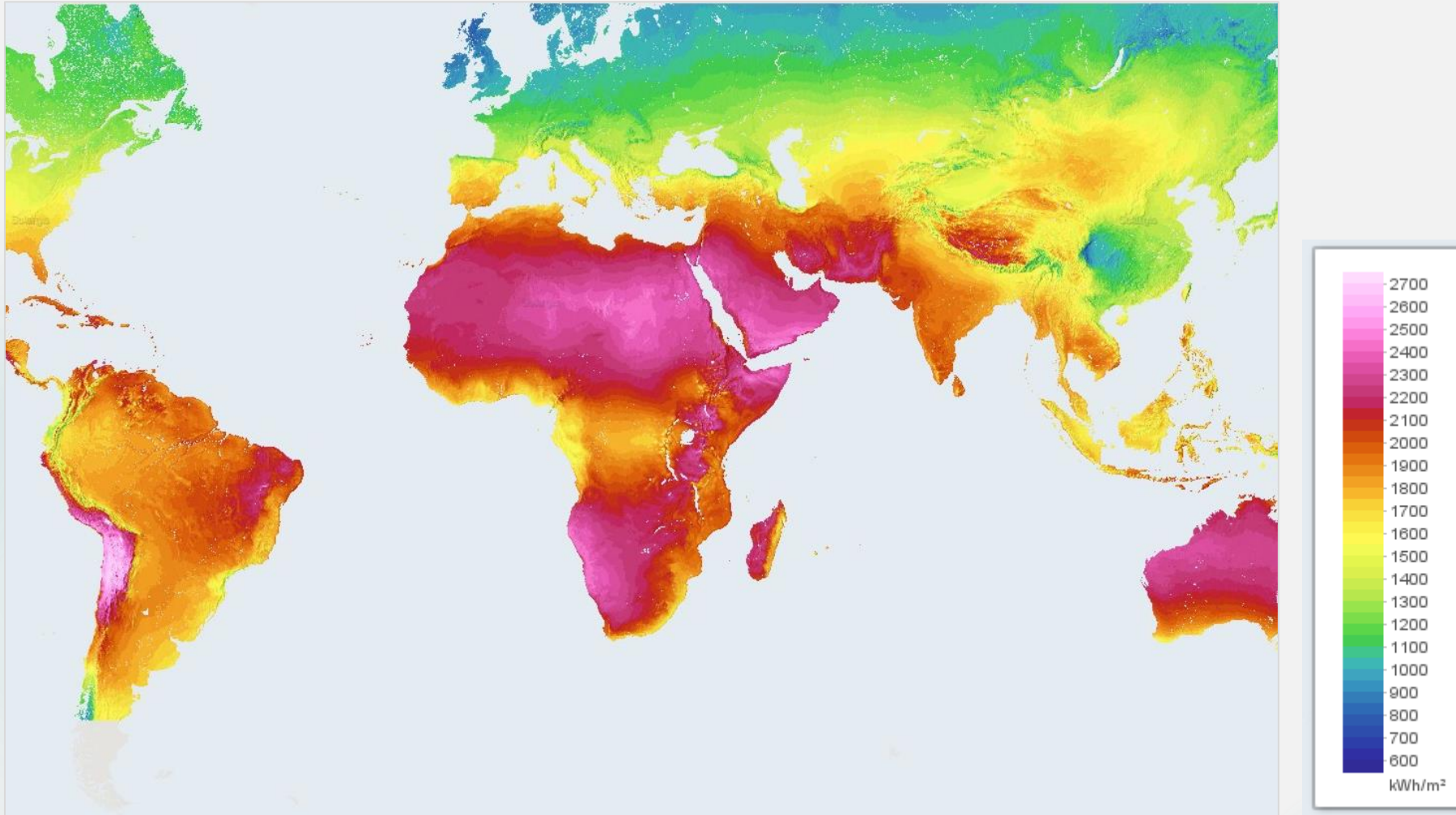
Les taux de défaut sont négligeables. Si les paiements s'arrêtent, le service est déconnecté à distance, en désactivant la boîte qui relie le panneau solaire aux appareils.

Une fois le prêt remboursé, il n'y a pas d'autres paiements, jusqu'à ce qu'un client investisse dans un plus grand système avec plus d'appareils, comme une télévision ou un réfrigérateur.

M-KOPA affirme fournir en électricité 500 nouveaux clients chaque jour.

320 jours d'ensoleillement par an en moyenne dans certaines régions de l'Afrique (9)

Irradiation solaire globale dans le monde (en kWh par m²)



Source : Atlas mondial sur l'énergie solaire "Global Solar Atlas", Banque mondiale

La transition digitale (1)

D'un monde à un autre

► Une transformation socio-économique

- ❖ La dématérialisation d'objets physiques devenus numériques (la numérisation), conjuguée à la création du cyberspace et des technologies de communication et d'information associées, conduisent à une vague de transformation massive (la digitalisation) non seulement des activités humaines, mais, aussi, de leurs modèles économiques.
- ❖ De nouvelles activités sont développées à moindre coût à partir d'un ordinateur, d'une connexion et d'un savoir, souvent empirique. D'où le développement des start-up et des indépendants (*freelancers*) qui peuvent opérer, ainsi, dans le monde entier.
- ❖ Aucun secteur d'activité ne peut échapper à la transition digitale qui s'accompagne d'une automatisation accrue. Ce n'est qu'une question de temps. La miniaturisation des terminaux d'accès à ce réseau mondial de l'internet et leur puissance croissante font des smartphones les interfaces incontournables. La création et la diffusion des applications est, donc, au cœur de cette nouvelle économie.
- ❖ L'utilisation croissante des objets connectés, des imprimantes 3D et des robots autonomes montre que cette transition ne fait que commencer.

► Une transformation politico-culturelle

- ❖ L'accès à l'infosphère mondiale ouvre la porte aux comparaisons de situations, rendant les inégalités de moins en moins supportables. Parallèlement, la Toile devient un puissant moyen d'expression individuelle et collective, capable de relayer les insatisfactions jusqu'à favoriser l'avènement d'insurrections (printemps arabes par exemple).
- ❖ Du vol d'identité numérique au piratage des données en passant par le recrutement d'extrémistes, le cyberspace devient aussi le nouveau terrain de jeu de la criminalité. Les Etats eux-mêmes sont tentés de l'utiliser pour contrôler leurs populations, voire les censurer, allant jusqu'à la coupure des réseaux (Chine, Cuba, Cameroun, Libye, Turquie, ...).
- ❖ Moyens de contrôle, de pression, de soulèvement mais aussi de créativité, de développement économique ou de mise en lien à l'échelle planétaire, la digitalisation transforme les relations des personnes avec leur environnement : proches, communautés, institutions, monde. Elle "désilote", mondialise, donne accès à tout immédiatement. L'information et la présence (ubiquité) deviennent les fondements d'une nouvelle culture qui n'est plus occidentale ou orientale, africaine ou asiatique, mais seulement digitale.

La transition digitale (2)

Le double pari africain

► Le premier pari est de libérer l'accès à internet, tout en luttant contre la cybercriminalité.

- ❖ En effet, la liberté d'expression en ligne est considérée comme aussi importante que celle hors ligne et l'accès à internet est considéré comme un droit intangible. Or, les gouvernements africains tendent encore à censurer l'expression en ligne (cf. "zone 9" en Ethiopie, en Tanzanie...) ou à couper l'accès à internet lors des élections (Ouganda, Gabon, République démocratique du Congo...) pour des raisons parfois plus politiques que d'ordre public (10).
- ❖ La contrepartie de l'accessibilité, depuis 2013, est la progression de la cybercriminalité africaine. Une nouvelle génération de cybercriminels ouest-africains a émergé, principalement composée de jeunes diplômés sans emploi. Entre "Yahoo Boys" et "barons du cybercrime", ils écument les particuliers africains autant que les entreprises étrangères, en lien avec des pirates étrangers. Leur butin se chiffre à plusieurs millions de dollars : en moyenne annuelle, 2,7 millions de dollars pour les entreprises et 422.000 dollars pour les personnes physiques (11).

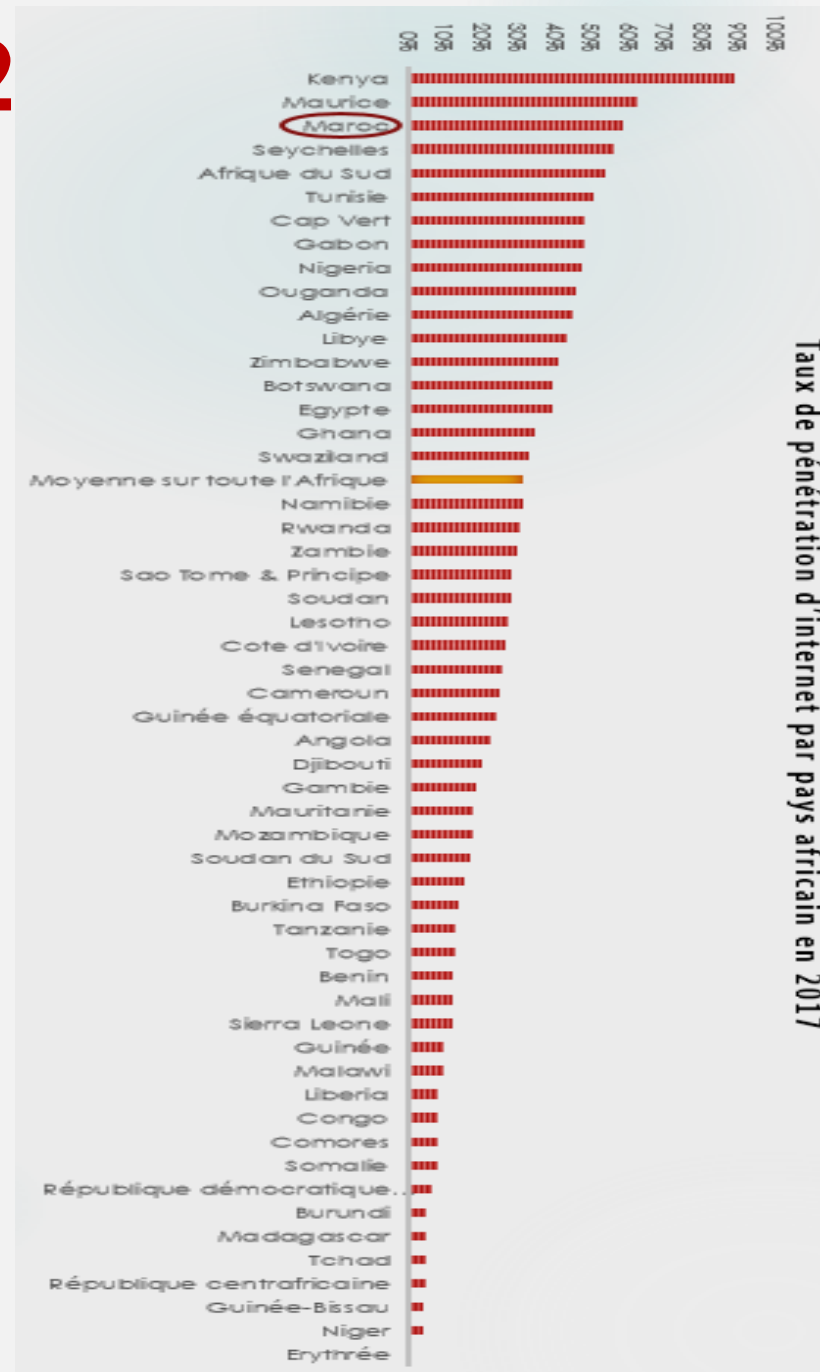
► Le second pari est d'aller au-delà de l'économie numérique pour dynamiser la croissance africaine de manière inclusive et durable.

- ❖ Bien avant la plupart des pays développés, les Africains ont vu venir le développement d'une économie fondée sur les applications. Cela leur a permis de sauter l'étape de l'ordinateur pour s'investir directement dans l'économie mobile. Une mosaïque d'entrepreneurs, start-ups technologiques et centres d'innovation joignent leurs forces au-delà des frontières pour créer un véritable écosystème de technologies de l'information, attirant des acteurs majeurs, comme Facebook, Netflix et SAP tandis que la Silicon Valley investit dans ces projets numériques de l'Afrique du Sud au Kenya.
- ❖ C'est tout le secteur des technologies, des médias et des télécommunications qui est impacté par cet essor de l'Afrique, des applications intelligentes sur smartphone dans le domaine de la santé aux solutions biométriques de biosurveillance ou de suivi des maladies agricoles (Ouganda), en passant par les services de navigation intérieure pour les aéroports, par exemple, (Afrique du Sud) ou d'alerte par SMS en cas de catastrophe naturelle (Rwanda).

L'Afrique en chiffres n°12

La digitalisation

- ▶ Un nombre d'internautes africains en progression de 85% entre 2000 et 2017 (12).
- ▶ Avec 388 millions d'utilisateurs d'internet en 2017, l'Afrique compte 10% du total des internautes du monde entier (12).
- ▶ En 2017, 160 millions d'utilisateurs du réseau social Facebook se situaient dans le continent africain, soit 8% du total des utilisateurs dans le monde (12).
- ▶ En janvier 2017, le Caire était la 6^{ème} ville au monde avec le plus grand nombre d'utilisateurs sur Facebook (13).
- ▶ Un coût de la cybercriminalité en Afrique qui est élevé. A titre illustratif, il était en 2016 de 2 milliards de dollars (14).



L'Afrique en marche n°2

Vers l'énergie numérique

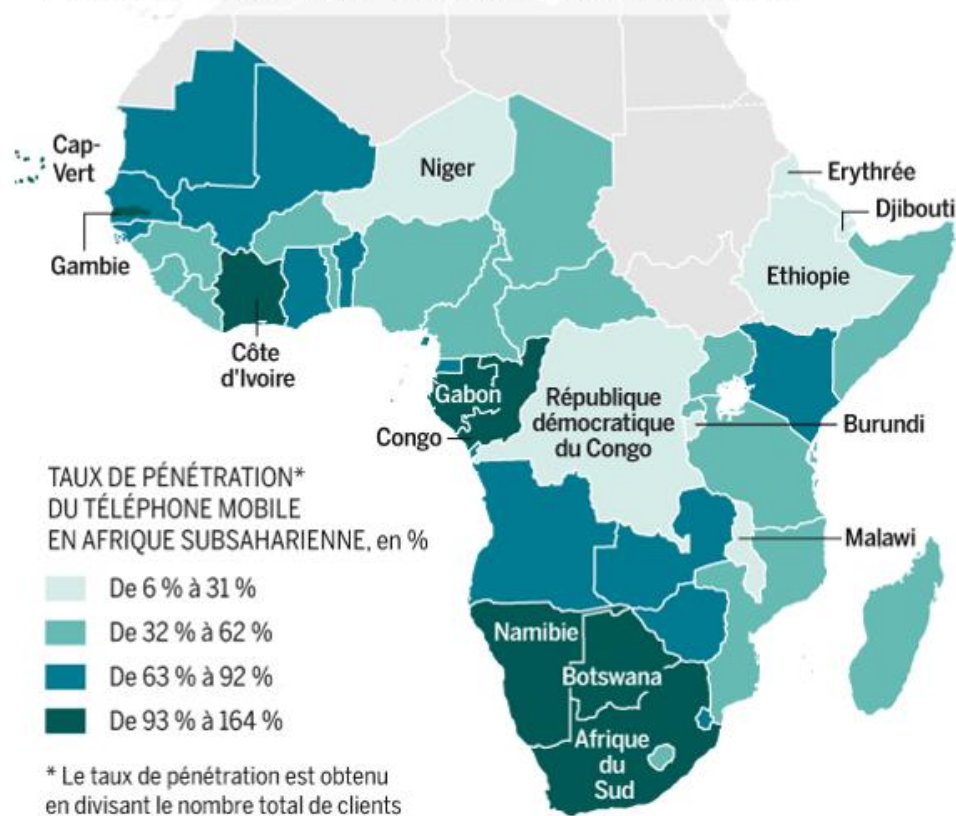
Bonnes pratiques

- ▶ **MTick** : une plateforme de réservation et paiement en ligne de tickets pour cars, lancée en avril 2016 à Abidjan. Elle permet aux transporteurs de prévoir le nombre de passagers, de gérer les réservations et d'ajuster le nombre de cars prévus et, aux passagers, de ne plus faire de queues interminables sans garantie de départ (15).
- ▶ **SEEN** : au Niger, la société d'exploitation des eaux du Niger offre la possibilité à ses clients de payer directement par téléphone mobile (16). Près de 65% de la consommation d'eau est, ainsi, directement gérée et payée par téléphone (17).
- ▶ **M-Pedigree** : une solution mobile ghanéenne pour vérifier l'authenticité des médicaments qui est déployée au Ghana en 2008 et, depuis, au Niger, en Tanzanie, au Nigéria, en Ouganda... (18).
- ▶ **Njorku** : une plateforme camerounaise pour les demandeurs d'emploi qui recense les offres d'emplois au Nigeria, au Cameroun, au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud, en Ouganda et en Egypte (19).

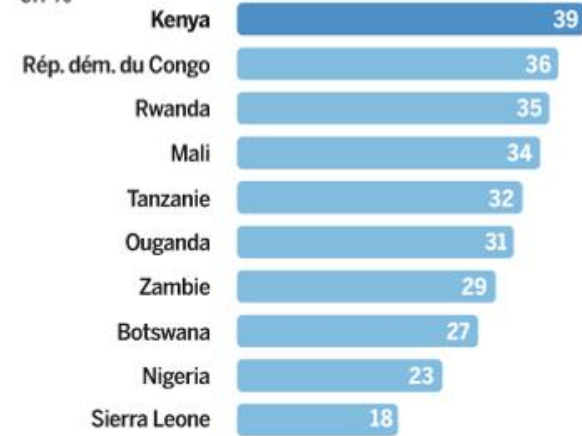
M-Pesa

- ▶ Lancée en 2007 par l'opérateur kenyan Safaricom, la plateforme de paiement mobile M-Pesa, alors précurseur, est aujourd'hui le leader mondial du transfert financier par téléphone mobile (20).
 - ❖ Sur près de 30 millions d'utilisateurs dans le monde entier (21), 18 millions sont Kenyans, soit 70% de la population adulte du pays (22).
 - ❖ L'outil de paiement "Lipa Na M-Pesa" représentait 5% des transactions totales au Kenya en 2017 et vise 20% en 2020 (22).
 - ❖ Ses activités se sont étendues en 2012 au micro-crédit (M-Shwari). En 2017, 2 prêts par seconde sont contractés via M-Shwari (22).
- ▶ En 10 ans, M-Pesa a transformé l'économie kenyane (22) :
 - ❖ 2% de Kenyans sont sortis de la pauvreté grâce aux microcrédits obtenus.
 - ❖ M-Pesa a permis de créer quelques 860.000 emplois et 1 milliard de dollars d'activité économique.
 - ❖ Des fermiers, par exemple, ont pu avoir accès à des services bancaires essentiels (crédit, épargne, transferts), en dépit de leur éloignement de tout dispositif bancaire local.

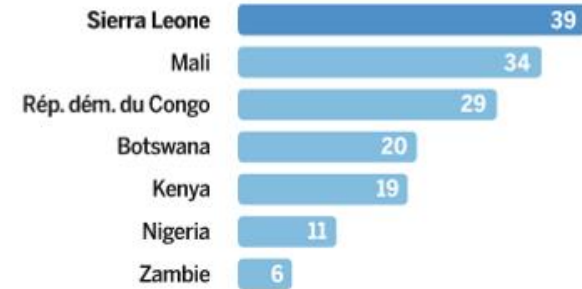
Le boom du téléphone cellulaire en Afrique



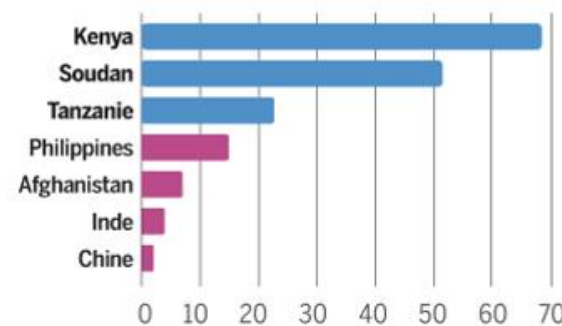
PART DE LA POPULATION QUI UTILISE LE MOBILE D'UN VOISIN, D'UN AMI, D'UN MEMBRE DE LA FAMILLE, en %



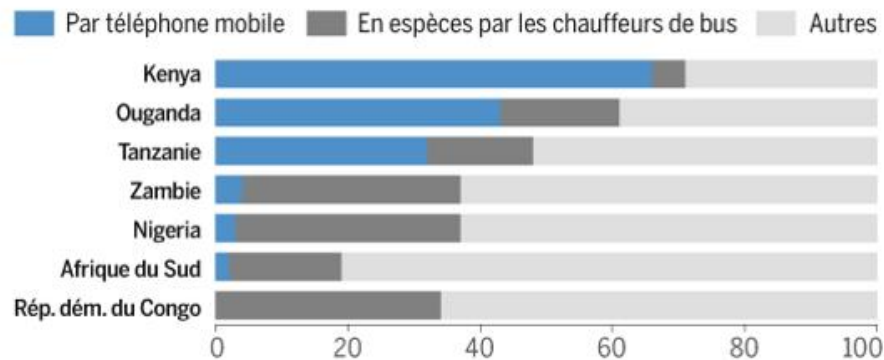
PART DE LA POPULATION N'AYANT PAS ACCÈS À UN MOBILE, en %



PART DES ADULTES AYANT EFFECTUÉ UN PAIEMENT SUR TÉLÉPHONE MOBILE, en 2011, en %



TRANSFERT DE FONDS PAR MOYENS UTILISÉS, en %, en 2011



La transition économique (1)

17

D'un monde à un autre

- ▶ Né en Allemagne en 2010 (23), le concept d'industrie 4.0 désignait des usines de plus en plus automatisées (*smart factories*) grâce à la simulation numérique, à la cobotique, à la réalité augmentée, à la fabrication additive, à la communication de machine à machine et à l'intelligence artificielle. En réponse à la productivité engendrée, le nouveau concept d'industrie x.0 vise à étendre la continuité digitale à l'ensemble de la chaîne de valeur. Les gains ainsi obtenus sont alors réinvestis dans de nouveaux produits et services plus personnalisés (24).
- ▶ En réalité, ce changement de paradigme ne révolutionne pas seulement l'industrie ou les entreprises, mais l'ensemble de l'économie et ce, pour trois raisons majeures :
 - ❖ La transformation du statut de client qui passe d'un individu standard devant se contenter de ce qui lui est proposé, sur la base de l'équation prix-qualité (économie de l'offre), à une personne spécifique dont il faut capter au mieux le besoin individuel pour le satisfaire de la manière la plus personnalisée possible (économie de la demande). D'où l'importance des big data, de la confidentialité des données, des annonces personnalisées... et de tous les moyens développés pour saisir, le plus rapidement possible, les aspirations de ces nouveaux consommateurs.
 - ❖ Le changement radical de mode de production, qui réduit le temps de mise sur le marché et réalise un assemblage et une personnalisation de proximité. Cela nécessite une réorganisation complète des grands groupes centralisés du 20^{ème} siècle alors que les entreprises *digital natives** se sont déjà organisées en mode agile (cf. Local Motors). D'où le développement exponentiel de la logistique, notamment des systèmes de livraison autonomes, mais aussi des circuits courts et de proximité (cf. l'agriculture urbaine).
 - ❖ La mutation de la nature même des emplois, qui deviennent à leur tour plus flexibles, plus autonomes, plus précaires aussi. Tandis que les emplois permanents, sécurisés, à relativement faible valeur ajoutée sont aisément remplacés par des machines physiques ou virtuelles, une "économie à la tâche" soutenue par les plateformes digitales se développe à l'échelle mondiale : la *gig economy* (25). Ce marché de près de 77 millions de travailleurs indépendants identifiés en Europe (8,9 millions), en Inde (15 millions) et aux Etats-Unis (53 millions) (26) qui couvrent toute la gamme possible des tâches, est peu à peu organisé par d'immenses places de marché mondialisées comme *Upwork* ou *Freelancer*. D'où l'idée persistante que le modèle de salariat massif a vécu, et avec lui le système de protection sociale par répartition.
- ▶ Enfin, cette économie x.0 accorde une importance inédite à la soutenabilité de son mode de développement : croissance inclusive, économie circulaire, innovation *jugaad* (faire plus avec moins), partenariats ouverts et formation...

La transition économique (2)

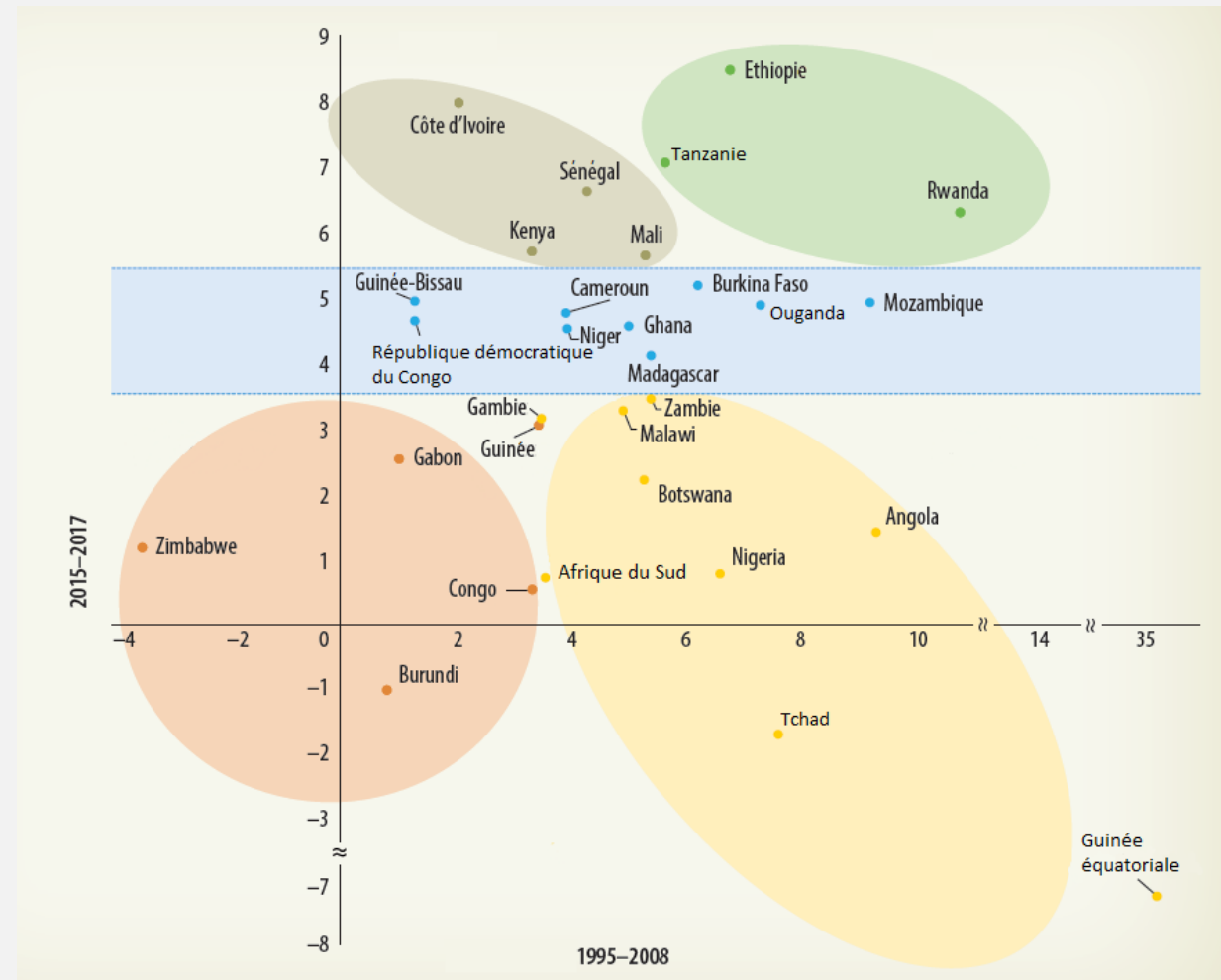
18

La nouvelle économie africaine

► **Le choix payant du *leapfrog***, c'est-à-dire améliorer sa position en sautant quelques étapes.

- ❖ Contrairement à l'image souvent véhiculée d'un continent à l'écart du reste du monde dont la capacité à affronter la 4^{ème} révolution industrielle est mise en doute, l'Afrique est bien dans le monde : les aspirations à l'origine de l'économie x.0 sont aussi celles de nombreux Africains qui se préparent déjà pour le x.0. Là encore, l'Afrique est en marche.
- ❖ Le développement de cette nouvelle forme d'économie va permettre au continent de faire un grand bond en avant sans avoir à passer par l'étape du coûteux développement industriel du 20^{ème} siècle. Déjà, la croissance forte et stable du PIB des pays africains dont les économies sont peu tributaires des matières premières est soutenue par des investissements dans les infrastructures, des secteurs de services résilients et le redressement de la production agricole (Ethiopie, Sénégal, Tanzanie... cf. graphique ci-contre), conditions préalables à l'essor de l'économie x.0.
- ❖ Le développement récent des pays africains a montré que les plus riches en ressources naturelles étaient en réalité les plus vulnérables et les moins développés sur le plan social. Selon la même logique, les moins bien dotés en infrastructures de transport, par exemple, seront ceux où la nouvelle économie sera la plus florissante puisque son objectif est de répondre aux besoins insatisfaits. Il devient, donc, nécessaire de raisonner autrement pour comprendre le phénomène en cours. Les quatre facteurs de changement formant la clé de l'essor africain x.0 peuvent y aider.

Croissance du PIB en Afrique subsaharienne en 1995-2008 et 2015-2017



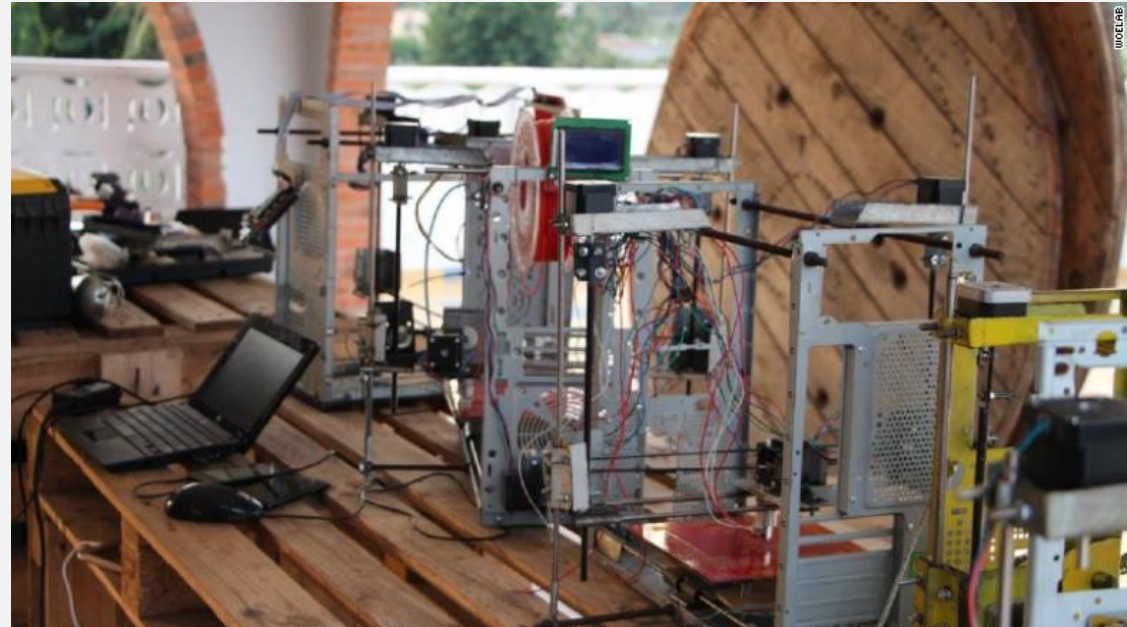
Source : Traitement IRES du graphique issu de « Africa's Pulse, an analysis of issues shaping Africa's economic future, Banque mondiale »

La transition économique (3)

19

► De nouvelles ressources humaines

- ❖ Jusqu'à présent, sur le continent, le salariat représentait la voie à suivre pour faire carrière et susciter le respect. Aujourd'hui, l'entrepreneuriat et le travail indépendant (prestation de services) sont de mieux en mieux considérés, signes de courage, d'autonomie et de responsabilité.
- ❖ Face à un marché du travail traditionnel saturé, alors que le champ des besoins n'a jamais été aussi vaste, la notion d'entreprise personnelle innovante trouve de plus en plus d'écho (27). Déjà, le continent compte 1,4% du nombre total de travailleurs indépendants dans le monde (26).
- ❖ La concurrence entre les prestataires de services conduit chacun à être plus professionnel et plus innovant que son voisin. Il en résulte une montée en compétences et un développement des partenariats pour s'adjoindre des expertises complémentaires (écosystème "liquide"). La diaspora africaine y joue un rôle crucial.
- ❖ L'innovation est essentielle à l'économie x.0 qui cherche à satisfaire les besoins exprimés. Comme en Inde, elle doit être ingénieuse (*jugaad*) pour faire beaucoup avec peu. Les jeunes Africains y excellent (cf. illustration ci-contre) et se distinguent dans les concours internationaux (*Digital Africa, Innovation Prize for Africa, ...*). L'innovation africaine est hybride, à la fois high et low technology. Elle est ouverte, mettant à contribution les nationaux, les résidents à l'étranger et les étrangers.



Imprimante 3D réalisée en 2013 par Woelab, un fablab togolais, à partir de la récupération de déchets informatiques toxiques (28).

Source :
<https://edition.cnn.com/2017/11/28/af-rica/3d-printer-electronic-waste/index.html>

La transition économique (4)

► La nouvelle donne des infrastructures :

❖ La clé du développement du secteur des technologies, des médias et des télécommunications.

- Les organismes internationaux mettent l'accent sur *les progrès spectaculaires réalisés par l'Afrique sur le plan de la quantité et de la qualité des télécommunications qui contrastent avec les retards persistants dans la production de l'électricité et son accès* (29). Ces progrès correspondent aux besoins de ce secteur qui nourrit le développement digital du continent. Mais, il n'est pas suffisant pour répondre à la demande croissante de services de technologies de l'information spécifiques pour les entreprises, simplifiés, standardisés, transparents et tarifés à l'usage "IT as a service" (30).
- Or, les télécommunications sont d'autant plus une priorité : une augmentation de 10% du taux de pénétration d'internet entraîne un gain de 0,25% à 1% du PIB (31) que les innovations qu'elles véhiculent vont complètement changer la donne. Au début de l'année 2016, seulement 50% des Africains ont accès à la 3G et 16% à la 4G (32) ; sur les 10 pays au monde enregistrant les téléchargements de données les plus chers, 7 sont en Afrique (Tchad, Uganda, Rwanda...) (33).

- D'où la nécessité d'un changement de paradigme, consistant à préférer de nouvelles solutions au système traditionnel de poteaux et générateurs diesel dont il faudrait des millions pour couvrir la savane ou la forêt et dont le coût est exorbitant.

- Des innovations comme la station de base GSM Litecell de NuRAN ou la couverture solaire de VANU (Rwanda), le projet LOON de Google ou l'OpenCellular Grant Program de Telecom Infra Project sont spécifiquement conçus pour changer la donne dans les zones rurales des pays en développement et, plus particulièrement, en Afrique.
- De nouveaux câbles, réseaux de fibre optique (Accra, Kampala) et technologies satellitaires pourraient faire chuter les coûts de transmission de 4/5^{ème} d'ici 2020. (33).

Focus n°15

21

Le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique

- ▶ Bien au fait du rôle de catalyseur et d'accélérateur de développement continental que jouent les infrastructures, plus particulièrement en matière de télécommunications, l'Union africaine conduit avec l'Agence du NEPAD et la Banque africaine de développement un programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).
- ▶ Le PIDA, approuvé par les Chefs d'Etat africains en janvier 2012 (34) "aura à développer un programme d'investissement dans les infrastructures (court, moyen et long terme), fondé sur des priorités bien définies. Il sera le document principal d'orientation de l'UA en ce qui concerne les programmations, les politiques et les priorités d'investissement dans le transport, l'énergie, l'eau et les TIC, entre 2011 et 2040" (35).
- ▶ D'ici 2020, le coût de ce vaste chantier infrastructurel est évalué à près de 68 milliards de dollars et comprend 51 projets, selon le département du NEPAD et des infrastructures régionales à la Banque africaine de développement (36).
- ▶ La 3^{ème} édition de la Semaine du PIDA s'est tenue en décembre 2017 en Namibie sur le thème "Développer les infrastructures régionales pour la création d'emplois et la transformation économique". Il y a été précisé que la loi type sur le projet de développement des infrastructures (PIDA) pour les projets d'infrastructures transfrontalières en Afrique harmonisera la réglementation transfrontalière des projets d'infrastructures transfrontaliers, favorisera le commerce intra-africain et ouvrira les marchés intérieurs au commerce international (37).
- ▶ Le fonds d'investissement Africa50 offre un appui significatif (60% des investissements dans l'énergie et les transports d'ici 2025) à la résorption du déficit d'infrastructures africain (38).

- **PIDA** - L'Union africaine (UA) a mis au point le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). La composante TIC vise à faire en sorte que tous les pays africains sont connectés à au moins deux liaisons internationales, le soutien à l'amélioration des politiques et des cadres réglementaires et aux IXPs.
- **ECOWAN** - L'infrastructure dorsale régionale de la CEDEAO et la plateforme pour la cybergouvernance. La CEDEAO prévoit à développer 8000 km de fibre terrestre, et les liens WIMAX du dernier kilomètre aux bureaux gouvernementaux.
- **WARCIP** – Le Programme régional d'infrastructures de communication de l'Afrique de l'Ouest . 9 candidats: le Burkina Faso, la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Gambie, le Niger et le Togo. Le projet soutient la mise en place des stations d'atterrissage neutres vis-à-vis des Opérateurs et des points de débarquement virtuels dans les pays enclavés
- **SADC RIDMP** – Plan directeur de développement d'infrastructure régional, mis en œuvre par les pays d'Afrique australe, y compris le soutien pour les IXP et des liens transfrontaliers ont été nécessaires.
- **ECCAS** – Le REC qui met en œuvre le plan directeur de fibre transfrontalier dans le centre de l'Afrique.
- **CAB** – Central African Backbone - Le développement des liens en fibre soutenu par la Banque mondiale au Cameroun, au Tchad, au Centre Afrique, au Sao Tomé-et-Principe.
- **RCIP** - Programme régional d'infrastructures de communication ouvert à 25 pays d'Afrique orientale et australe soutenu par la SFI et de la Banque mondiale COMESA, la SADC et de la CAE programmes de TIC travaille à la coordination comme l'Alliance tripartite

Source : La stratégie de l'interconnexion régionale pour l'Afrique :
slideplayer.fr/slide/1179329

La transition économique (5)

- ❖ Un déficit en infrastructures paradoxalement prometteur :
 - Bien que 67,5% de la population subsaharienne avaient accès aux sources améliorées d'eau potable en 2015, contre 46,8% en 1990 (39), la disparité entre le rural et l'urbain, les sécheresses récurrentes et la gestion inappropriée des infrastructures (fuites, contaminations, ...) conduisent à des situations intenable. Néanmoins de nouvelles solution apparaissent (cf. chapitre suivant).
 - Plusieurs projets régionaux visent à accroître les échanges transfrontaliers en électricité, permettant ainsi de réduire la dépendance vis-à-vis des centrales à fossiles, comme le projet NELSAP ou l'interconnexion électrique Djibouti-Ethiopie. Ce faisant, ils œuvrent en faveur de la régionalisation du continent (cf. chapitre 2 de la 3^{ème} partie).
- De grands projets se mettent en place en matière d'infrastructures de transports, de la modernisation des ports (Kribi, Bagamoyo, ...) à l'extension du réseau routier et ferroviaire, motivée notamment par la nécessité de relier les ports aux bassins miniers et de circuler dans les zones fortement urbanisées.
- Néanmoins, le retard pris dans ce domaine pourrait devenir un avantage permettant au continent de se doter d'emblée de technologies disruptives comme l'Hyperloop –un train propre et moins cher, circulant à 1000km/h- ou durables comme les routes à enrobés 100% recyclés. La prise en compte de l'évolution des véhicules est aussi essentielle, comme l'arrivée du truck platooning, des pelotons de camions autonomes, communiquant entre eux : un système plus sûr et plus économe en consommation, qui renouerait symboliquement avec les anciennes caravanes transsahariennes...

La transition économique (6)

23

► La montée de l'intelligence artificielle en Afrique

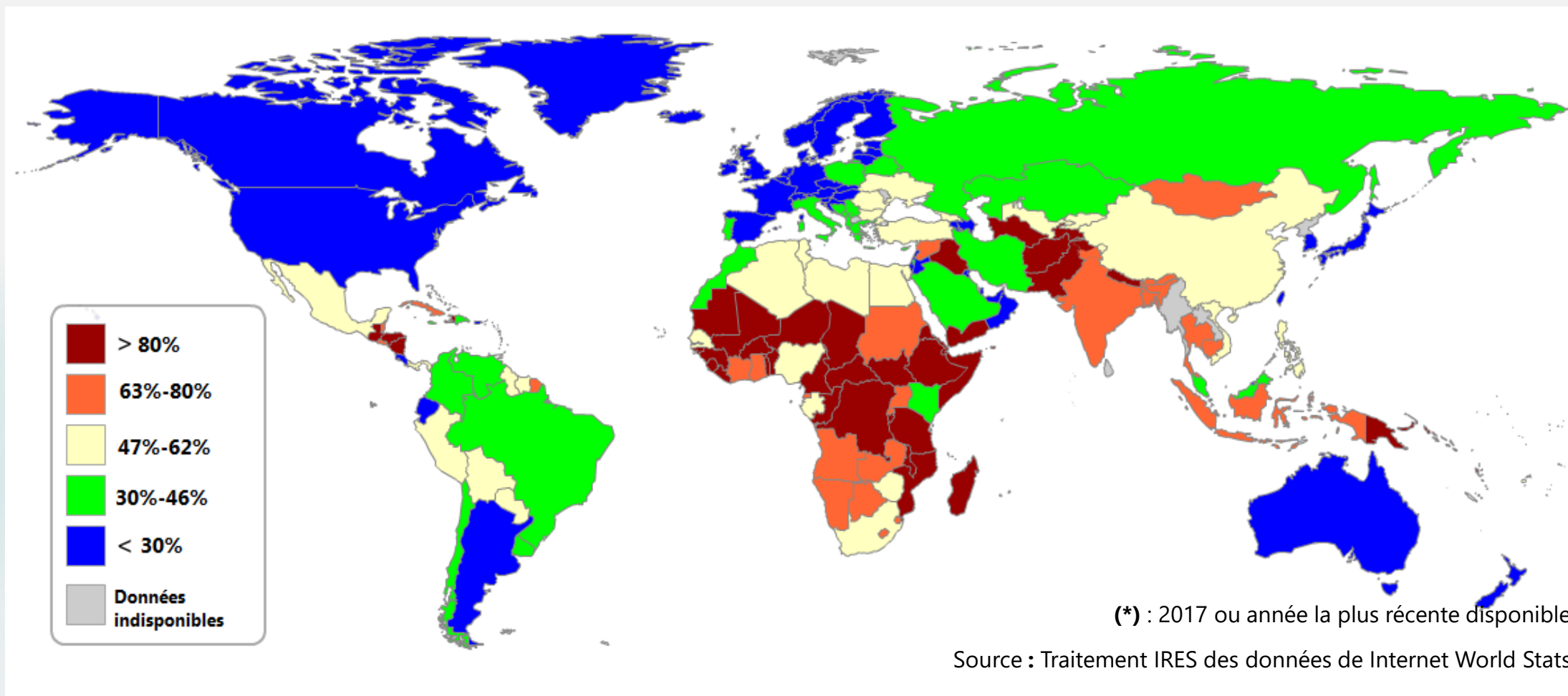
- ❖ Là aussi, l'Afrique a effectué un *leapfrog* inattendu. Malgré les retards structurels déjà évoqués, de nombreux secteurs d'activité ont été renforcés par une adoption rapide de la technologie intelligente (40).
- ❖ Dans le domaine de l'agriculture, il faut citer l'exemple de la *Plateforme ECX e-Trade* : en 2015, l'Ethiopian Commodity Exchange (ECX) s'est associée à IBM pour construire une solution de traçabilité du café, basée sur l'internet des objets (41).
- ❖ Dans le domaine de la santé, l'intelligence artificielle commence à être intégrée dans les systèmes de soins : des institutions médicales au Maroc, au Cameroun et en Afrique du Sud utilisent SOPHIA, une intelligence artificielle pour analyser les données génomiques des patients afin de décider des soins les plus efficaces (42).
- ❖ La mise en place de réseaux nationaux de drones (Rwanda, Tanzanie) est en train de faire de l'Afrique de l'Est un leader mondial dans le domaine de la logistique des drones (43).
- ❖ Enfin, l'utilisation de l'intelligence artificielle accélère l'entrée du continent dans le monde de la technologie financière "fintech" (par exemple, la micro-assurance développée par la sud-africaine Stockshop).

Le centre de réalité virtuelle de Kumba de l'Université de Pretoria en Afrique du Sud a simulé un environnement complet d'exploitation minière pour former des professionnels et des étudiants à ses métiers risqués (44).



Source : Site officiel de l'université de Pretoria: <http://www.up.ac.za/en/mining-engineering/article/21863/kumba-virtual-reality-centre-for-mine-design>

Part de la population n'ayant pas accès au réseau Internet en 2017 (*)



Bien que près de huit Africains sur dix (77,8%) disposent d'un téléphone mobile, seulement trois Africains sur dix utilisent Internet en 2017 (45).

L'Afrique en marche n°3

Vers l'économie x.0

25

Bonnes pratiques

- ▶ **Aajoh** : cette toute jeune start-up nigériane utilise l'intelligence artificielle pour aider les personnes malades à diagnostiquer leur état de santé et ce, à partir d'une liste de leurs symptômes via le texte, l'audio et les photographies, dans un pays où le nombre de médecins pour 10.000 habitants ne dépassait guère 4 en 2010 (46).
- ▶ **Aerobotics** : cette start-up sud-africaine a développé son *Aeroview Platform*, à base d'intelligence artificielle, de satellites et de drones pour aider les agriculteurs à optimiser leurs rendements grâce à l'analyse cartographique de leurs cultures, d'où une réduction de 20% des mauvaises récoltes. En 2017, la plateforme est déjà utilisée en Afrique du Sud, au Malawi, au Zimbabwe et au Mozambique.
- ▶ **Genesis Telecare** : première société de télémédecine du Cameroun, lancée en 2009, elle offre l'accès aux populations des zones rurales à des examens et à un suivi médical soutenu.
- ▶ **Green Keeper Africa** : Deux ingénieurs béninois ont fait d'une plante envahissante, destructrice des écosystèmes, une opportunité économique. Une fois traitée, la jacinthe aquatique est transformée en produit dépolluant, capable d'absorber les hydrocarbures.

KONIKU

- ▶ Oshiorenoya AGABI a grandi à Lagos (Nigéria) où il a obtenu sa licence de physique. Après avoir travaillé en Suisse sur l'apprentissage des machines, il a passé son doctorat en bio-ingénierie à Londres. Ainsi, pendant 15 ans, il a cherché à comprendre comment les neurones communiquent entre eux.
- ▶ Cette approche l'a amené à vouloir concevoir une puce électronique, dotée de processeurs vivants et apprenants "dans le but de résoudre les problèmes urgents du monde réel". C'est ainsi qu'est née KONIKU, sa start-up logée dans la Silicone Valley.
- ▶ En octobre 2017, il a révélé, publiquement, en Tanzanie, le *Koniku Kore*, le premier objet neuro-technologique au monde. Fonctionnant comme l'odorat d'un chien, il peut détecter les explosifs, les fuites de méthane ou les cellules cancéreuses sans aucune intrusion. Il suffit de programmer les neurones de synthèse pour exécuter des tâches spécifiques (47).
- ▶ En plus de la puissance, cette puce ne consommerait quasiment pas plus d'énergie qu'un cerveau humain (10 watts). Cette révolution technologique permettrait le déploiement rapide de l'internet des objets, de la *blockchain* et de l'intelligence artificielle en Afrique.

En quête de la valeur ajoutée de demain

► Une nouvelle réalité africaine à prendre en compte

- ❖ La croissance africaine post-crise, sur la période 2015-2017, a été tirée par la demande intérieure de 7 pays : Côte d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Mali, Rwanda, Sénégal et Tanzanie (48), affichant des taux de croissance annuels, supérieurs à 5,4% (49). Représentant, ensemble, 22,5% de la population de l'Afrique (50) et 12% de son PIB (49), ces pays constituent la partie émergée d'une Afrique non seulement en marche, mais en pleine mutation. Les réformes structurelles, l'attraction des investissements directs étrangers, la diversification des activités ont contribué à ce succès.
- ❖ "Faut-il sauter l'étape (leapfrogger) de l'industrialisation ?" Iconoclaste au regard des préconisations des institutions internationales, cette question se pose, néanmoins, pour les raisons ci-après :
 - L'augmentation de la demande agricole mondiale d'ici 2050 peut suffire à alimenter la croissance économique, comme au Sénégal.
 - Le rapide développement de l'automatisation intelligente (industrie x.0, fabrication additive) conduira, nécessairement, à une réduction des coûts marginaux, comme la main d'œuvre à coût réduit (qui nourrit la croissance éthiopienne, par exemple) ne sera plus un avantage compétitif.
 - ✓ Avec une part mondiale dans le secteur manufacturier ne dépassant guère 1%, le continent africain se situe en bas de la chaîne des valeurs. Certes, l'industrie manufacturière a enregistré une croissance moyenne annuelle de 3,5% sur la période 2004-2014, mais sa contribution à l'économie globale a chuté de 13% à 11% sur la période sous revue (51).

► A l'assaut de la pauvreté

- ❖ La misère systémique, aussi bien urbaine que rurale, est une condition insupportable en soi. La combattre est, donc, une nécessité humaine autant qu'un moyen d'assurer la sécurité dont la prospérité a besoin.
- ❖ L'innovation *jugaad* utilise le rapport coût-efficacité comme moyen de fournir une valeur plus élevée aux clients. Le segment "*bottom of the pyramid*" (52) est un système économique, permettant de lutter contre la pauvreté, en faisant des profits. Ces deux éléments peuvent, aujourd'hui, se conjuguer avec la digitalisation et la téléphonie mobile pour déployer une multitude de prestations de qualité, à un coût relativement bas, correspondant exactement aux besoins de ces populations, comme c'est déjà le cas avec des kits solaires ou des abonnements téléphoniques.
- ❖ Les résultats de l'expérience de revenu de base universel en cours au Kenya (Siaya et Bomet County) permettra d'en apprendre, davantage, sur sa capacité à diminuer la pauvreté à long terme.

► L'enjeu d'une nouvelle alliance entre la nature et la culture

- ❖ La dégradation des ressources naturelles n'est ni soutenable ni vivable. Il n'est simplement plus possible de décorrélérer la production de richesses des ressources qu'elle nécessite. Ce changement de regard conduit à une nouvelle alliance entre la nature et la culture, telle que reflétée par les concepts d'économie bleue (cf. Focus n° 16), d'agroécologie ou de tourisme durable.

Focus n°16

L'économie bleue

- ▶ *The Blue Economy*, un concept inventé par Günter PAULI, en 2004, qui vise à s'inspirer de la nature (biomimétisme) pour fonder un nouveau modèle économique, utilisant au minimum les ressources naturelles et, au maximum, les ressources locales disponibles (53).
- ▶ Ce nouveau paradigme "bleu" s'oppose à l'industrie dans sa forme actuelle (rouge), polluante et sur-consommatrice et au développement durable (vert), jugé insuffisant et superficiel.
- ▶ Il réorganise, en profondeur, l'ensemble des activités pour éviter le gaspillage, réutiliser les déchets pour générer de nouveaux produits et favoriser la proximité territoriale.
- ▶ Il vise la production de produits plus sains pour la santé, à plus juste prix pour tous (circuits courts) et plus respectueux de l'environnement naturel.
- ▶ Il séduit par sa dimension holistique :
 - ❖ Recours aux traditions, aux cultures et au savoir-faire locaux.
 - ❖ Assimilation de l'eau, de l'air et du sol à des biens communs.
 - ❖ Adaptation et changement érigés en principe de fonctionnement d'une économie écosystémique.
- ▶ L'économie circulaire fait partie de l'économie bleue : c'est une économie industrielle réparatrice, dans laquelle les flux de matières sont de deux types bien distincts* :
 - ❖ Les nutriments biologiques, destinés à ré-entrer dans la biosphère en toute sécurité (sous réserve d'un volume absorbable).
 - ❖ Les entrants techniques, conçus pour être continuellement recyclés, en restant à haut niveau de qualité, sans entrer dans la biosphère.
- ▶ Cette approche présente l'avantage :
 - ❖ de réorganiser les activités de manière claire, à travers les différentes étapes du recyclage,
 - ❖ de développer la valorisation des déchets et des marchés de seconde main,
 - ❖ d'être immédiatement applicable sans investissements considérables.
- ▶ L'augmentation de la durée de vie des produits résonne avec la lutte contre la pauvreté et contre l'augmentation du coût de la vie.

La transition économique (8)

28

- ❖ Les nouvelles valeurs ajoutées de demain devraient être trouvées dans des activités au bénéfice simultané de la nature et des humains. Compte tenu de la place de l'agriculture dans l'économie africaine, trois secteurs d'activité ont commencé à explorer cette voie : l'éco-restauration, l'agriculture, la transformation alimentaire.
- ❖ **La nouvelle économie de la restauration** (*New restoration economy*) a pour objectif de contribuer à l'atténuation des impacts du changement climatique et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Elle doit, également, conduire à des résultats financiers grâce à la restauration des écosystèmes. Cette nouvelle économie repose sur 3 piliers : des modèles de développement rentables, de l'investissement privé et des politiques publiques de soutien (54). La Grande Muraille Verte en est l'exemple le plus connu. Mais d'autres initiatives se développent sur le continent (cf. ci-contre).
- ❖ **Le concept de souveraineté alimentaire** commence, aussi, à faire son chemin : "Il faut produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons" (Thomas SANKARA). Trois implications en découlent : le retour à l'agroécologie au détriment de l'agrochimie et, notamment, des organismes génétiquement modifiés (cf. le mouvement des cotonniers burkinabé contre le coton Bt) ; la politique, désormais adoptée dans la plupart des pays africains, de privilégier la demande intérieure aux exportations ; la substitution progressive des productions locales aux importations, comme Fresh Direct à Lagos : agriculture urbaine (55).

Accompagner, protéger et reboiser

"Nous menons des projets pour accompagner les communautés locales dans le domaine du reboisement et pour une agriculture durable associée à l'arbre [agroforesterie].

Par exemple, nous leur expliquons comment fertiliser les sols avec des légumineuses plantées dans les allées [alley-cropping]. Grâce à cet engrais vert naturel, ils n'ont plus à avoir recours à l'agriculture sur brûlis dans la forêt, qui est un des moteurs de la déforestation dans le Bassin du Congo.

Dans un avenir proche, nous souhaitons implanter des minicentrales hydrauliques et solaires, utilisant ainsi deux ressources dont le pays regorge, afin de remplacer le bois-énergie par une énergie propre.

Nous avons longtemps été incompris dans notre combat pour protéger la forêt. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas".

René NGONGO,
Président de la Commission environnement et ressources naturelles
du Conseil économique et social de la République Démocratique
du Congo

L'Afrique en marche n°4

Vers une nouvelle alliance

Bonnes pratiques

- ▶ **Songhai** : "une institution béninoise qui crée des villes rurales vertes (aménagement socio-économique viable) partout sur le continent, avec la pratique d'une agriculture intégrée ; une agriculture biologique respectant la nature et basée, essentiellement, sur le bio mimétisme : pas de produits chimiques ; nous dansons avec la nature, nous étudions comment elle fonctionne pour nous mettre en phase avec elle, parce que nous souhaitons pratiquer une agriculture durable rentable, mais aussi compétitive" (56).
- ▶ **Tunweni Beer Brewery**: "Faire du pain et des champignons à partir des céréales issues du processus de brassage de la bière". Cette brasserie namibienne opère selon un circuit naturel de réutilisation (Blue economy) qui implique une champignonnière, de la vermiculture, une animalerie, des cuves de décantation, un biodigesteur, des bassins d'algues, des étangs à poissons et une zone irriguée de 600 hectares d'orangers et de manguiers (57).
- ▶ **GreenPot** : première entreprise kenyane intégrée de bambous, elle incarne la nouvelle économie de la restauration au Kenya après avoir démontré le bénéfice financier de la réhabilitation des terres dégradées avec du bambou, une plante à croissance rapide et aux applications polyvalentes dans les secteurs de l'énergie, de la construction et du textile (58).
- ▶ **Bionexx**, cette société malgache a réussi à faire passer la production d'artémisinine, un ingrédient-clé des médecines antipaludiques, de 0 à 12 tonnes en organisant un réseau de près de 10.000 agriculteurs sous-traitants auxquels elle a fourni un marché à plus forte valeur ajoutée, leur permettant d'accroître et de garantir leurs revenus (59).

La Grande Muraille Verte (60)

- ▶ *Le potentiel naturel du Sahel est actuellement exposé à différentes formes de dégradation, particulièrement la surexploitation, la désertification, la variabilité climatique et la pression anthropique.*
 - ❖ *Les terroirs sahéliens les plus touchés sont devenus des terres de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et des migrations forcées.*
 - ❖ *Cette situation récurrente au Sahel a exacerbé les risques de tensions et de conflits sociaux, du fait de la forte compétition sur les ressources reliques et l'absence de solutions alternatives.*
- ▶ *L'Initiative de la Grande Muraille Verte a pour objectif d'être un modèle innovant de développement durable et de résilience des communautés locales des terroirs. Son approche :*
 - ❖ *est bâtie sur les 4 paradigmes : conservation, protection, restauration et valorisation du potentiel local,*
 - ❖ *est autocentrée sur la valorisation économique des opportunités locales de développement,*
 - ❖ *s'appuie sur l'optimisation et la valorisation du capital naturel et l'implémentation d'une gouvernance locale efficiente et transparente.*

La transition économique (9)

30

❖ Compte-tenu de la dépendance de certains pays africains aux exportations agricoles, ces nouvelles approches doivent engendrer un accroissement significatif des rendements agricoles pour, à la fois, satisfaire la demande interne et les exportations. L'intelligence artificielle et les technologies associées, la téléphonie mobile et les services associés. Enfin, la recherche et la formation sont les clés de ce nouveau développement agricole :

- résistant aux changements climatiques : **l'agriculture climato-intelligente** connaît un réel succès en Afrique, cf. les *Maarifaceters* au Kenya, les projets "Création d'une économie caféière résistante au climat" en Ethiopie, ou le "Projet de gestion des marchés communautaires pour la conservation du paysage" en Zambie et bien d'autres au Kenya, au Maroc, en Ouganda, Tanzanie et Zambie (61) (62),
- renforçant les résistances naturelles des plantes : en croisant les cultures vivrières ordinaires avec leurs homologues sauvages, trouvées dans les zones les plus reculées de la Terre, les agriculteurs constatent qu'ils peuvent utiliser moins d'insecticide,
- bénéficiant d'une meilleure connaissance des propriétés des plantes : moins de 16% des espèces utilisées dans des remèdes sont citées dans des publications médicales, à titre d'exemple, alors qu'il existe plus de 28.000 espèces médicinales dans le monde en 2017 (63).
- optimisé par une nouvelle distribution des cultures, permettant d'augmenter la production, tout en réduisant la consommation d'eau : cette optimisation pourrait nourrir 825 millions de personnes supplémentaires dans le monde (64). Déjà, des chercheurs sud-africains en intelligence artificielle se penchent sur le sujet.



L'agriculture climato-intelligente

Elle constitue une approche permettant d'atteindre des priorités de développement agricole, dans un contexte de changement climatique. Il s'agit d'augmenter la productivité durablement, tout en renforçant la capacité d'adaptation de certains aspects essentiels des modes de subsistance des ménages ruraux. Il est à noter que la mise en œuvre d'une politique d'agriculture intelligente est déterminée par le contexte et les capacités spécifiques, propres à chaque pays.

L'Afrique en marche n°5

Vers la transformation agricole

Bonnes pratiques

- ▶ Depuis 2010, l'Agence de transformation agricole éthiopienne cherche à promouvoir la transformation, en apportant un soutien accru aux structures publiques existantes, au secteur privé et aux autres partenaires non gouvernementaux pour remédier aux goulets d'étranglement structurels en la matière (65).
- ▶ Depuis 2012, le Niger poursuit l'Initiative présidentielle "Les Nigériens Nourrissent les Nigériens" (65). Cette initiative intersectorielle à grande échelle améliore le développement de l'agriculture durable et de la résilience socio-économique des agriculteurs et des éleveurs. Cette politique a été développée via un processus inclusif et participatif. Depuis 2011, le Niger a réduit la proportion de personnes souffrant de la faim de 50% (66).
- ▶ Récemment acquise par Philafrica Foods -un des acteurs-clés de la transformation de l'agriculture en Afrique ("Passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture qui nourrit sa population et exporte") -la néerlandaise DADCOT a développé et breveté une technologie innovante et mobile qui permet de transformer le manioc sur le lieu de production. En 2016, seul 5% de la production étaient transformés industriellement (67).

Transformation du cacao

- ▶ Avec une part mondiale de 73% en 2014-2015, l'Afrique est le premier producteur de fèves de cacao dans le monde. Mais elle n'assure que 20% de la production du cacao transformé (68).
- ▶ Parmi les pays qui ont décidé de relever le défi de la transformation, figure la Côte d'Ivoire avec 40% de la production africaine du cacao brut (69). Ce pays compte transformer 50% en 2020 contre 30% en 2016 de sa production de cacao brut, selon l'organisation internationale du cacao (68)(69).
- ▶ Ailleurs, des acteurs privés ont déjà pris la relève, comme Choco Togo qui produit du chocolat bio au Togo et Choco Ouak, première usine de fabrication du chocolat au Congo.



La transition économique (10)

32



Source : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/10/au-cameroun-des-pirogues-en-bouteilles-en-plastique-recyclees_5183663_3212.html

Au Cameroun, des pirogues réalisées en bouteilles plastiques recyclées permettent de nettoyer l'environnement et de sauver des arbres.

❖ L'agriculture n'est pas la seule activité impactée par une nouvelle alliance entre la nature et la culture. Celle-ci peut générer des revenus directs et des effets induits positifs dans bien d'autres domaines, comme :

- **le traitement des déchets et la substitution au plastique** : plusieurs pays comme le Sénégal, le Gabon, le Cameroun, le Togo, le Burkina Faso, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Rwanda et le Maroc (loi "Zéro mika") ont d'ores et déjà interdit la production et l'importation des emballages plastiques. Il reste, donc, à recycler les déchets et les stocks existants, à l'instar des pavés au Cameroun, produire et distribuer les produits alternatifs, comme les sacs en tissu au Maroc (70),
- **la gestion de l'eau** : face à la montée du stress hydrique urbain, notamment en Afrique du Nord et en Afrique du Sud, la tarification de l'eau va s'imposer, générant de nouveaux services d'amélioration de la qualité, d'entretien des équipements et de distribution. Déjà, des innovations voient le jour au Burkina Faso, en Afrique du Sud et au Kenya (71),
- **le tourisme durable** : la sous-exploitation du potentiel africain est manifeste. Elle est l'occasion, là encore, d'un saut en avant (*leapfrog*) qui devrait permettre au continent d'éviter la bétonisation -qui a déjà détruit de nombreux paysages méditerranéens et asiatiques- et l'accaparement de l'exploitation touristique par des multinationales étrangères. Un tourisme inclusif, bénéficiant aux populations locales ainsi qu'un tourisme durable, c'est-à-dire respectueux de l'environnement est possible, comme le montrent les exemples de CAMPFIRE (Zimbabwe), Grootbos Private Nature Reserve and Lodge (Afrique du Sud) ou Il Ngwesi Community Trust (Kenya) (72).

L'eau, entre service et bien commun

33



WarkaWater : une solution au problème d'accès à l'eau potable dans les zones rurales arides, créée par l'architecte italien A. VITTORI, mise en œuvre à Dorzé, Ethiopie (2016) (73).



Opérant dans le sud marocain, le projet de l'ONG Dar Si Hmad est mené par un groupe de femmes qui ont conçu et installé un filet dans la région de Sidi Ifni, visant à capter le brouillard et à le transformer en eau potable pour les habitants de la région (74).

L'Afrique en marche n°6

Les innovations d'ailleurs

34



Depuis 2010, BBOXX a vendu 41.000 kits solaires dans 35 pays, fournissant de l'électricité à 205.000 personnes (76).

Source : <http://observers.france24.com/fr/20160606-comment-fabriquer-climatiseur-ecolo-gratuit-bouteilles-plastique-maison> et

http://www.shoutgladigladi.com/about/the_bboxx

La gouvernance économique (1)

35

D'un monde à l'autre

- ▶ Selon l'"IT Governance Institute", la gouvernance a "pour but de fournir l'orientation stratégique, de s'assurer que les objectifs sont atteints, que les risques sont gérés comme il faut et que les ressources sont utilisées dans un esprit responsable. Elle veille, en priorité, au respect des intérêts des "ayants droit" (citoyens, pouvoirs publics, partenaires, actionnaires...) et fait en sorte que leurs voix soient entendues dans la conduite des affaires"⁽⁷⁷⁾.
- ▶ L'impact des politiques gouvernementales sur la conduite des affaires économiques est toujours sujet à débat. Dans l'ensemble, pourtant, la plupart des pays sont passés d'un système fortement dirigiste à l'abandon de la planification économique à la fin du 20^{ème} siècle. Le consensus s'établit, globalement, aujourd'hui, autour d'une régulation mondiale de type néolibéral. Il appartient, ensuite, à chaque gouvernement de créer un climat des affaires, susceptible de soutenir le développement de son pays.
- ▶ Parallèlement, alors que le monde politique et économique tendaient à s'ignorer, un dialogue continu s'est engagé sur les grands enjeux mondiaux entre les multiples acteurs de la croissance économique, privés et publics, plus particulièrement au sein du Forum économique mondial à Davos.

Le dilemme africain

- ▶ L'Afrique en marche se veut de plus en plus autonome. Cette revendication légitime se heurte, cependant, à la forte prédation exercée sur le continent, tant par des institutions publiques que par des compagnies privées, étrangères ou africaines.
- ▶ **L'assainissement du climat des affaires est une condition primordiale pour assurer le développement économique.** Outre l'arsenal législatif que cela implique, cet assainissement, dans lequel de plus en plus de pays africains s'engagent et qui a montré son efficacité au Maroc, par exemple, passe par :
 - ❖ **la lutte contre la corruption** qui gangrène les administrations et, à de plus hauts niveaux, détourne une partie de la richesse des pays, soit 148 milliards/an en Afrique ⁽⁷⁸⁾, au moyen, par exemple, d'une application mobile, comme l'app *Wahala Dey*, lancée au Nigeria par la Commission anti-corruption,
 - ❖ **la libération des initiatives économiques**, à travers toute modalité permettant la garantie des droits fonciers, la simplification administrative (e-gouvernement, par exemple), la facilitation de l'accès aux financements (micro-crédit, *crowdfunding*), l'allègement de certaines taxes, plus particulièrement sur la téléphonie mobile...
 - ❖ **l'engagement**, dans un contexte de grande volatilité législative, des Etats à **garantir les acquis qu'ils soient fonciers ou immatériels** (propriété intellectuelle, par exemple).

La gouvernance économique (2)

36

- ❖ enfin, **la mise en place d'instruments d'évaluation fiables et transparents** (indicateurs internationaux, statistiques, enquêtes, recensements (cf. Focus n° 17), autorisant une prise de décision économique plus efficace, d'autant que la digitalisation en abaisse considérablement les coûts. Il faut évoquer, également, la mise à disposition ouverte de ces informations, lorsqu'elles existent, comme en ce qui concerne les données hydrogéologiques.
- ▶ L'intérêt pour un pays d'une bonne gouvernance économique est d'**établir des priorités stratégiques**. A une vitesse remarquable au regard des temps longs de l'Histoire, de plus en plus de pays africains sont passés d'une action gouvernementale (politisée et courttermiste) à une action étatique (structurelle et anticipatrice).
 - ❖ **L'anticipation et la prospective sont indissociables de l'exercice d'un pouvoir qui s'appuie sur les notions d'Etat et de nation**. Les Rois coutumiers le savent mieux que personne. L'Union africaine a montré l'exemple avec son Agenda 2063. Les Etats africains disposent, de plus en plus aujourd'hui, d'unités de prospective, animant leur réflexion stratégique (par exemple, les départements et organisations de la Prospective du Maroc, du Bénin, du Gabon, du Togo...).
 - ❖ Cela est d'autant plus nécessaire que la dépendance aux fluctuations des marchés mondiaux est grande, comme l'instabilité de la croissance des pays exportateurs d'hydrocarbures l'a montré récemment et que les transformations à opérer (économie x.0) sont radicales, comme dans les secteurs agricoles et miniers ou dans les infrastructures, par exemple.
- ▶ Une fois les priorités établies et annoncées, tout le travail d'un gouvernement consiste à soutenir ces choix.
 - ❖ D'une part, **en définissant et en coordonnant les politiques publiques** qui y sont inhérentes dans les différents ministères (organisation par pôles systémiques).
 - Les anciens Commissariats généraux au plan avaient cette tâche, mais avec la disparition de la planification, cette coordination est de plus en plus difficile à assurer. La tentation du cloisonnement sectoriel demeure un des obstacles majeurs à une gouvernance africaine plus systémique.
 - Vis-à-vis des priorités actuelles, cette gouvernance se manifesterait en investissant dans la recherche de substituts locaux au plastique, en déployant des innovations à coût réduit de traitement des déchets, en introduisant la digitalisation et l'éco-restauration dans les programmes scolaires, en mettant systématiquement en place les formations correspondant aux priorités...
 - ❖ D'autre part, **en montrant l'exemple par sa propre pratique**, ce qui aiderait, aussi, à briser les monopoles de fait qui subsistent, encore, malgré l'effort continu anti-privileges :
 - Ainsi, la nécessité de devoir recycler les emballages en plastique pourrait conduire les marchés publics à privilégier, systématiquement, à qualité égale, les produits issus de ce recyclage, comme les pavés camerounais ou le projet PlasticRoad.
 - ❖ Enfin, **en créant**, à partir de la concertation avec l'ensemble des parties prenantes, **les écosystèmes de développement nécessaires au décollage de nouveaux secteurs d'activité**, comme l'économie du sport, de l'immatériel, du partage (type AirBnB, OuiCar), des loisirs.

Focus n°17

A propos des statistiques

- ▶ Pour un nombre croissant d'experts, les indicateurs publiés par les organismes internationaux ne traduisent pas la réalité économique des pays africains. Parmi les raisons avancées, l'incapacité des Etats du continent à collecter des données fiables figure en bonne place. "Le financement et le renforcement des instituts nationaux de statistiques ne font pas partie des priorités des Etats" , constate l'économiste togolais Kako NUBUKPO. Or les données publiées par les organismes internationaux sont fournies à l'origine par les pays eux-mêmes. Si certains, comme le Maroc, la Tunisie, le Niger et le Rwanda, mettent à jour leurs statistiques, dans la plupart des cas "les chiffres relèvent de la devinette", affirme Morten JERVEN, universitaire norvégien auteur de *Poor Numbers* (Cornell University Press, 2013).
- ▶ Second écueil : la structure même des économies africaines, marquées par le poids du secteur informel. "Si aucune économie au monde n'est vraiment mesurée avec exactitude, en Afrique on a beaucoup plus de mal à saisir l'intégralité et la réalité de l'activité", relève Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE, chef du bureau Europe, Moyen-Orient et Afrique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). D'après Kako NUBUKPO, "les modèles utilisés par les institutions internationales, notamment pour le calcul du PIB, agrègent surtout des données liées au secteur formel, à la balance des paiements, aux finances publiques... Tout autre élément pouvant concourir à la création de richesse n'est pas forcément pris en compte".
Extrait de l'article "Statistiques africaines : le grand mensonge", de Stéphane BALLONG, *Jeune Afrique*, mars 2013.

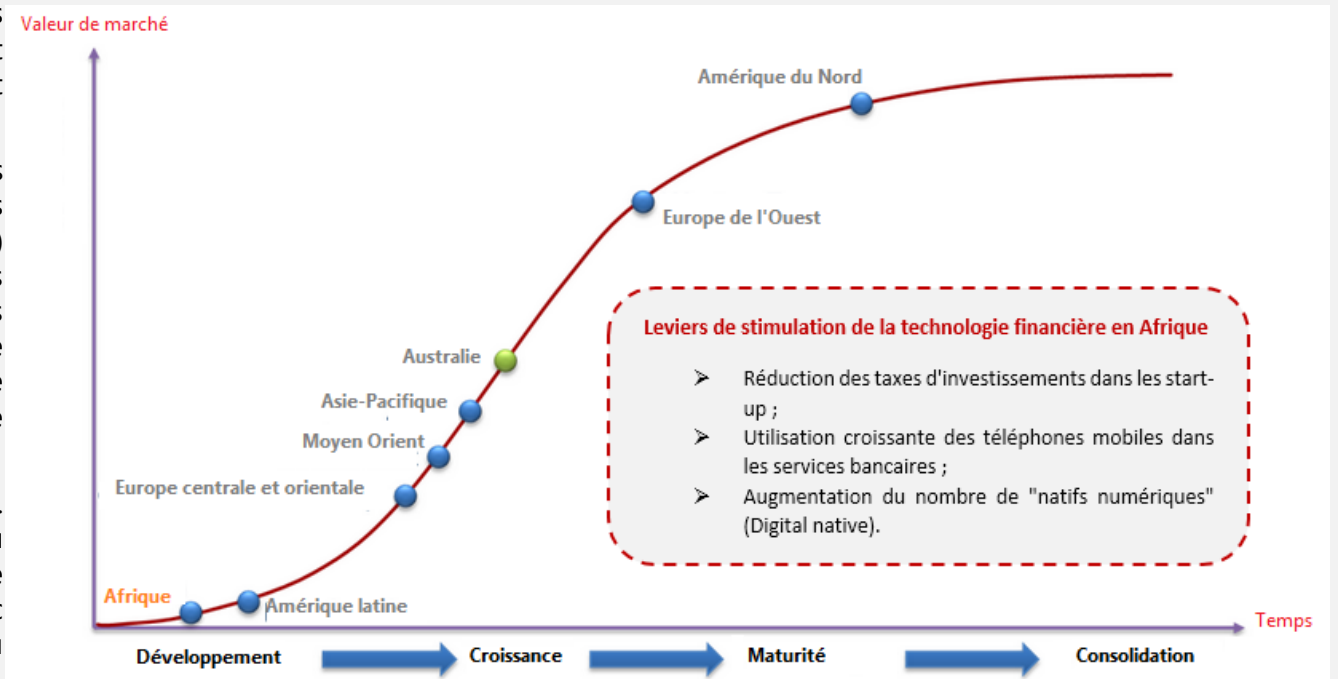
La gouvernance économique (3)

38

► Le dilemme africain réside, aujourd'hui, pour tous les pays qui se sont engagés sur la voie d'une transition économique, dans **l'arbitrage entre autonomie et recours aux subsides étrangers**.

- ❖ En effet, l'autonomie du développement du continent passe par sa propre capacité à financer ses politiques pour répondre aux besoins d'une population croissante. Ce qui exige d'accroître ses performances et de produire de nouvelles valeurs ajoutées, comme tous les Etats en sont bien conscients.
- ❖ Mais la mise en place tant des infrastructures nécessaires que des réponses de première nécessité coûte d'autant plus cher que les dommages dus au changement climatique (sécheresses, inondations) sont importants et que la dépendance est élevée vis-à-vis des cours internationaux des matières premières (hydrocarbures, produits alimentaires). L'arbitrage entre le financement de solutions d'urgence (crise alimentaire) et les investissements de long terme en faveur de l'économie x.0 devient compliqué, y compris pour des pays comme l'Afrique du Sud.
- ❖ Car l'aide publique internationale est rarement gratuite ou désintéressée. Elle peut conduire à adopter des politiques, imposées de l'extérieur, au détriment de l'autonomie du pays et de son avancée économique ou de sa préservation environnementale, comme c'est le cas, par exemple, avec certains projets de méga-barrages ou les projets de certaines ONG, peu au fait des enjeux locaux.

Le secteur de la FinTech en Afrique est prêt pour une croissance exponentielle qui va remettre en cause les fournisseurs de services financiers existants et ce, en dépit du fait qu'il est en phase de démarrage par rapport au reste du monde (79).



La gouvernance économique (4)

39

► Plusieurs solutions se profilent néanmoins.

- ❖ Le pilier commun à chacune d'entre elles consiste à **n'autoriser que les projets permettant de réaliser une vision stratégique nationale de long terme**, comme la Vision 2030 du Kenya, par exemple, quelle que soit l'origine du financement.
- ❖ **Le recours aux investissements privés est de plus en plus recherché.** Grâce à l'amélioration du climat des affaires et à la stabilité économique dont font preuve les économies non rentières, les entreprises étrangères et les fonds d'investissement privés affluent sur le continent.
 - C'est le cas, notamment, dans le secteur agricole où l'amélioration des outils de données et la perspective de rendements améliorés attirent les investisseurs, jusque là réticents, du fait des risques inhérents à la production agricole. La plateforme digitale Farmcrowdy a, ainsi, levé 1 million de dollars en faveur de l'agriculture nigériane (80).
- ❖ **Les finances alternatives ouvrent de nouvelles possibilités**, notamment les fonds issus de communautés de foi :
 - La Société internationale islamique de financement soutient, déjà, plusieurs pays africains dans le cadre de sa stratégie de financement, ciblant les secteurs clés qui stimulent la croissance économique et qui génèrent des revenus pour la population (81).

- La confrérie mouride joue un rôle important au Sénégal dans ce domaine.
- Oikocredit, société financière coopérative investit dans la microfinance, l'énergie renouvelable, l'agriculture et le commerce équitable (82).

- ❖ **La coopération régionale et la mutualisation des investissements constituent un puissant facteur d'autonomie du continent** qui appuie les projets nationaux, tout en servant la stratégie globale de l'Union africaine, à l'exemple de l'Africa Finance Corporation. Cette institution financière panafricaine de développement multilatéral a investi, notamment, dans Cabéolica au Cap Vert, le premier parc éolien commercial d'Afrique subsaharienne (80).

- Parallèlement, les questions éthiques commencent à être prises en considération tant par les Etats, comme le Liberia vis-à-vis de l'huile de palme, que par les investisseurs (le retrait du fonds de pension norvégien en 2012, par exemple) et des entreprises (cf. Olam au Gabon).

L'Afrique en marche n°7

Les mots de la transition

40

- ▶ "Ce qui marche de plus en plus en Afrique, c'est l'entreprise personnelle innovante. Par innovation, il faut entendre faire autre chose que ce que fait le cousin ou l'ami salarié avec lequel vous avez étudié des années durant. C'est proposer d'intervenir dans un domaine nouveau, peu exploré, et pouvant répondre à un certain nombre de demandes sociales et/ou économiques du contexte ciblé". Chams DIAGNE / Talent2Africa
- ▶ "Lagos is a place that demands grit. Growing up there gave me an unconventional way of always looking at problems.(...) We have to find a way to build much more with less if we as a species are going to survive". Oshi AGABI / KONIKU
- ▶ "Plus je voyage et plus je réalise que nous sommes à un tournant décisif. Les opérateurs africains doivent s'impliquer dans la création de richesse, sans quoi d'ici 5 à 10 ans, nos enfants partiront et notre économie s'effondrera. Ceux qui auront réussi seront menacés par la criminalité qui sera la conséquence de la pauvreté ambiante. Je fréquente tous les milieux, ce qui me permet d'avoir une vision claire de la situation. Les autres continents doivent nous aider car nous serons bientôt 2 milliards d'habitants". Samba BATHILY / Africa Development Solutions
- ▶ "Aidons les Africains à se déplacer librement et faisons de l'Afrique un continent plus ouvert, plus prospère et véritablement connecté". Akinwumi ADESINA, président de la BAD
- ▶ "Le téléphone mobile n'est plus uniquement en Afrique et dans le reste du monde un moyen de communication traditionnel. Il est désormais utilisé pour des services complémentaires, pour faciliter l'accès à des services primordiaux comme l'éducation, la santé, mais également l'inclusion financière, grâce à la création de porte-monnaies électroniques et au développement d'applications mobiles diversifiées". Cina LAWSON, Ministre en charge de l'Économie numérique au Togo
- ▶ "Nous rejetons catégoriquement l'idée selon laquelle l'Afrique doit choisir entre la croissance économique et un développement à faible émission de carbone. L'Afrique doit utiliser tous ses atouts énergétiques à court terme, tout en construisant les fondations d'une infrastructure énergétique à faible émission de carbone et compétitive". Kofi ANNAN
- ▶ "Savoir pourquoi nous nous ingéions à gaspiller ce qui nous permet de vivre demeure une question sans réponse. Il n'empêche que les comportements qui pouvaient être tolérés du temps où nous étions moins nombreux et où détruire la végétation n'avait qu'un impact limité sur l'environnement, menacent désormais notre existence même. (...) La terre vous appartient mais vous ne vous en occupez plus. Vous laissez les sols s'éroder alors qu'il vous suffirait de replanter des arbres pour l'éviter. Vous avez renoncé à vos cultures traditionnelles pour cultiver des céréales importées aussi mal adaptées à vos sols qu'à votre alimentation. Ne vous étonnez pas si vos enfants ont des carences!" Wangari Muta MAATHAI, prix Nobel de la Paix

La gouvernance économique (5)

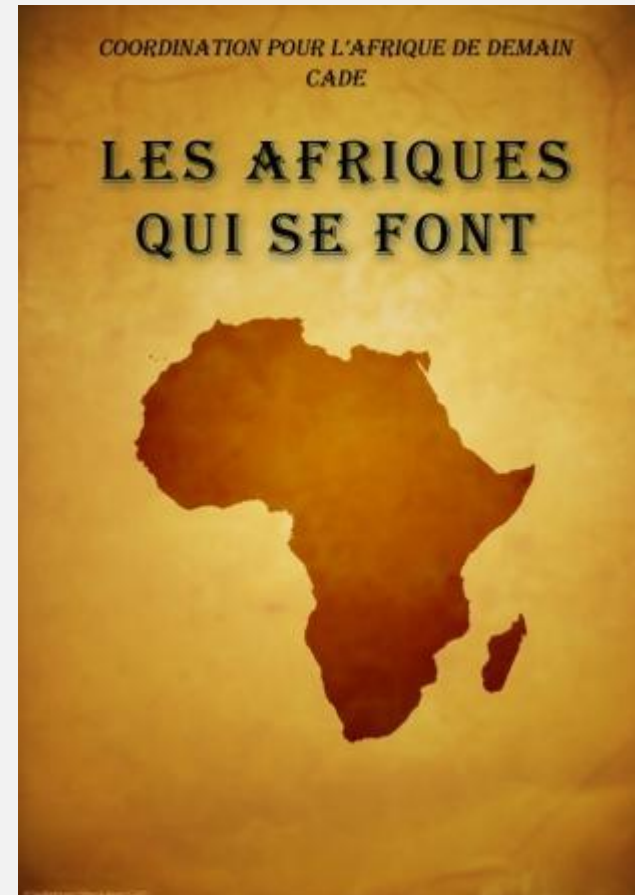


Vers une transition stratégique ?

- ▶ Le continent africain est bien en marche vers une économie, combinant digitalisation et préservation de son capital naturel (entreprise x.0)
- ▶ Son retard dans un certain nombre de domaines (infrastructures, agriculture...) peut devenir une opportunité de "*leapfrogger*", c'est-à-dire sauter des étapes habituelles du développement, comme l'industrie lourde, les vastes équipements centralisés aux coûteux réseaux de distribution... pour aller plus vite de l'avant, afin de résoudre les problèmes cruciaux qui se dessinent à moyen et long terme (pauvreté, alimentation, pollution).
- ▶ Pour cela, les pays africains doivent procéder à des arbitrages entre l'argent facile et l'investissement productif de long terme. L'Union africaine et plusieurs pays africains ont déjà adopté des visions stratégiques qui doivent guider et coordonner leurs différentes politiques. Des instruments financiers continentaux sont mis en place pour réaliser ces visions d'avenir. Mais les besoins sont vastes.
- ▶ Il reste, maintenant, à activer les ressorts de l'autonomie du continent pour lui permettre d'assumer ses choix, au profit d'un développement plus autonome.

A retenir

- ▶ L'Afrique est entrée, certes moins massivement, mais, souvent, plus tôt que d'autres pays développés dans la transition digitale.
- ▶ Celle-ci nécessite un approvisionnement énergétique qui fait, encore, souvent défaut, ce qui favorise son saut en avant (*leapfrog*) vers le solaire *off-grid* et les micro-réseaux.
- ▶ La transition économique en cours vers l'économie x.0 (*gig economy*, économie de la demande, économie de l'écorestauration) requiert une nouvelle main-d'œuvre qui se manifeste, déjà, en milieu urbain.
- ▶ Elle repose sur des infrastructures qui sont en train de s'inventer dans les laboratoires du monde.
- ▶ La nouvelle valeur ajoutée qu'elle peut générer accélérera la transformation du continent, mais demande un changement complet de paradigme dans l'esprit des décideurs traditionnels, à commencer par le financement de cette mutation.



Chapitre 2 : Les ressorts de l'autonomie



Les limites de la marche en avant

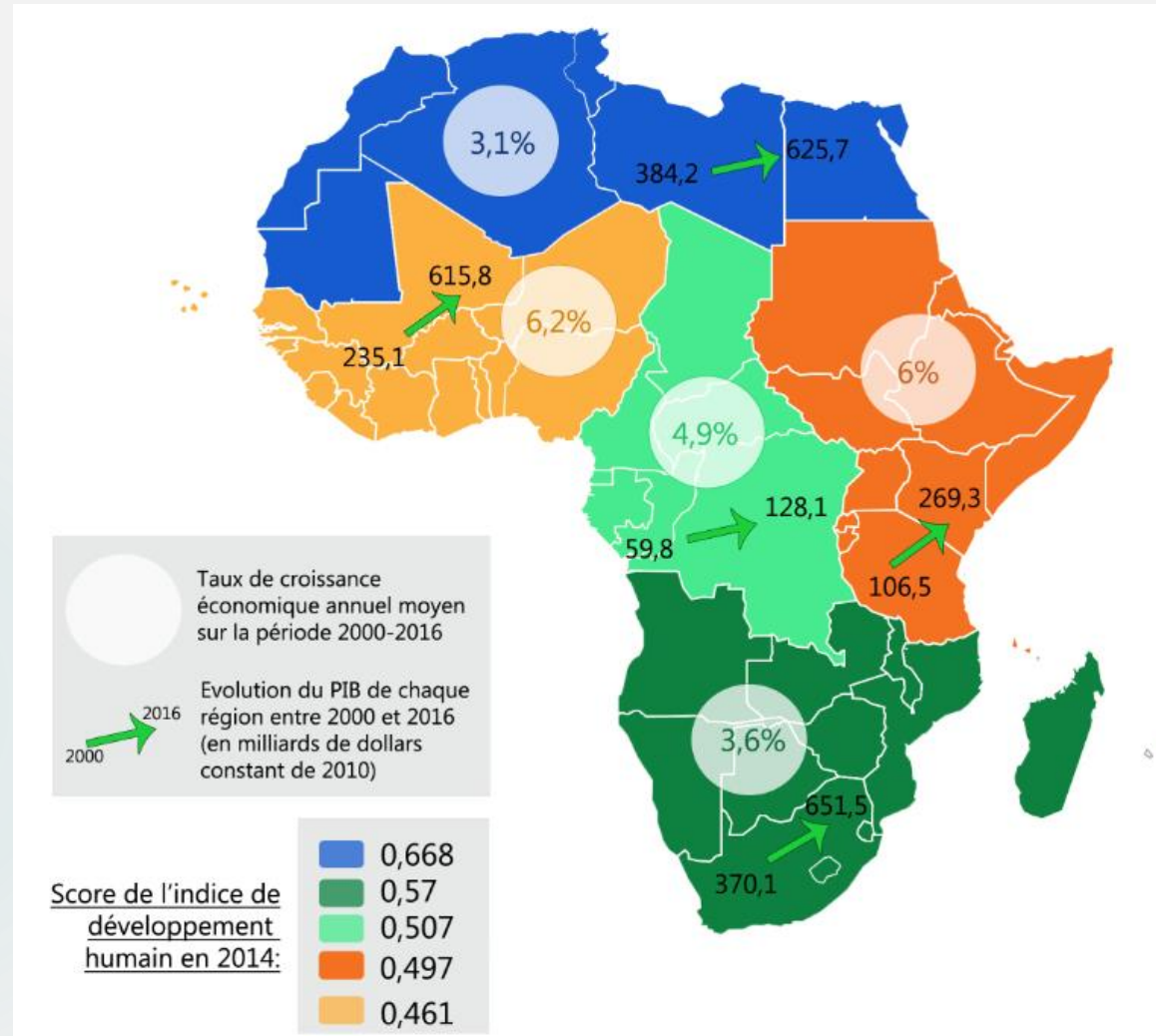
- ▶ Comme précisé, auparavant, une véritable dynamique africaine s'est engagée, non seulement en Afrique du Nord. Le développement humain progresse. Les régions les moins avancées sont celles qui enregistrent la croissance économique la plus élevée, à savoir l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est (Cf. Carte ci-après "Développement humain et croissance économique dans chaque région africaine").
- ▶ Les leviers de changement du continent lui permettent de contourner les étapes traditionnelles du développement des pays avancés (comme l'industrie lourde, la production d'énergie centralisée, le téléphone filaire...) pour faire un grand saut en avant "*leapfroguer*) directement dans le monde qui est en train de se faire (téléphonie mobile, énergie solaire de proximité, machines intelligentes...), sans être pénalisé par la reconversion des anciens systèmes.
- ▶ Cette courbe de progrès pourrait, cependant, ne pas être pleinement profitable aux pays africains s'ils n'agissaient pas, simultanément, les ressorts de leur autonomie.
- ▶ En effet, le pillage des ressources naturelles (contrebande de bois précieux ou d'ivoire, par exemple), l'accaparement des terres arables, l'exploitation de la main-d'œuvre, la dépendance des exportations, le recours à l'emprunt et la pauvreté sont autant de limites à l'autonomie africaine que la croissance économique rapide ne masquera pas longtemps.

Penser l'autonomie

- ▶ Que signifie être autonome dans un monde de plus en plus interconnecté, interdépendant et ouvert ? Être autonome ne signifie pas être indépendant. **L'autonomie est la capacité de décider par soi-même pour soi-même**, tandis que l'indépendance résulte de la capacité à faire seul, sans l'aide de tiers. L'autonomie n'implique pas de s'isoler des autres, mais de limiter sa dépendance pour être réellement en capacité de choix.
- ▶ Ainsi, l'autonomie de l'Afrique s'exprime par sa capacité de développement intérieur, sans dépendre de tiers et la possibilité de faire entendre sa voix dans le concert des nations.
- ▶ **Trois orientations stratégiques fortes** soutiennent l'acquisition de cette autonomie :
 - ❖ **La prise en compte du capital humain africain dans son entièreté** (migrants, femmes, jeunes...).
 - ❖ **Le développement de l'*ubuntu*** (cf. L'Afrique en marche n°8) qui génère de nouveaux modèles de progrès humain à travers l'éducation, l'innovation ou la mobilité.
 - ❖ **La réconciliation de l'Africain avec lui-même** (cf. chapitre 3, 1^{ère} partie) qui, seule, peut fonder une gouvernance nouvelle pour maximiser ses ressources culturelles et naturelles.

Les sous-régions africaines

Développement humain et croissance économique dans chaque région africaine



Source : Traitement IRES des données issues du Fonds monétaire international et du Programme des Nations Unies pour le Développement

Le capital humain (1)

Vers de nouveaux leaders

- ▶ Confrontés à de multiples problèmes, les gouvernements post-indépendance ont souvent été acculés à l'urgence, parant au plus pressé sans toujours trouver les ressources ou avoir la volonté de faire des choix structurels forts et de s'y tenir.
- ▶ Le choix est, néanmoins, la seule véritable expression de l'autonomie. Procédure complexe qui impose, à la fois, un renoncement et un engagement total, tout choix est d'abord une responsabilité : celle d'assumer les conséquences des options non retenues et celle de réaliser effectivement la promesse ainsi faite. D'où la préférence, parfois, du statu quo.
- ▶ Si le bon sens est l'instrument privilégié du choix, la complexité du monde actuel impose de plus en plus le recours à l'éducation formelle, scolaire et académique, pour mesurer tous les enjeux d'une situation présente et future, condition d'un choix éclairé.
- ▶ Etre un guerrier ne suffit, donc, plus à gérer l'Afrique post-indépendance : **le nouveau monde qui s'ouvre et les leviers du changement qu'il faut actionner pour y entrer appellent un autre profil de décideurs africains**, plus stratégiques que tactiques, plus anticipatifs que réactifs, plus autonomes qu'indépendants, aussi féminins que masculins.

Un moteur de développement inutilisé

- ▶ Les personnes en chômage et les pauvres ne sont pas suffisamment pris en considération, du fait de leur statut social, bien qu'ils constituent un réservoir de capital humain de première importance.
- ▶ Il en est de même des nationaux résidant à l'étranger qui commencent, souvent, à distendre les liens avec le pays d'origine lorsqu'ils ne se sentent plus considérés que comme des fournisseurs de subsides :
 - ❖ alors qu'ils sont riches de savoirs, notamment les élites scientifiques et techniques et de connaissances pratiques qui peuvent être utilement transposées,
 - ❖ d'où l'importance de leur accorder la place qu'ils méritent pour pouvoir contribuer au développement de leur pays.
- ▶ Les chômeurs et les migrants dépourvus d'autorisation de travail dont de plus en plus de diplômés, constituent à la fois une bombe à retardement et un fort potentiel de croissance.

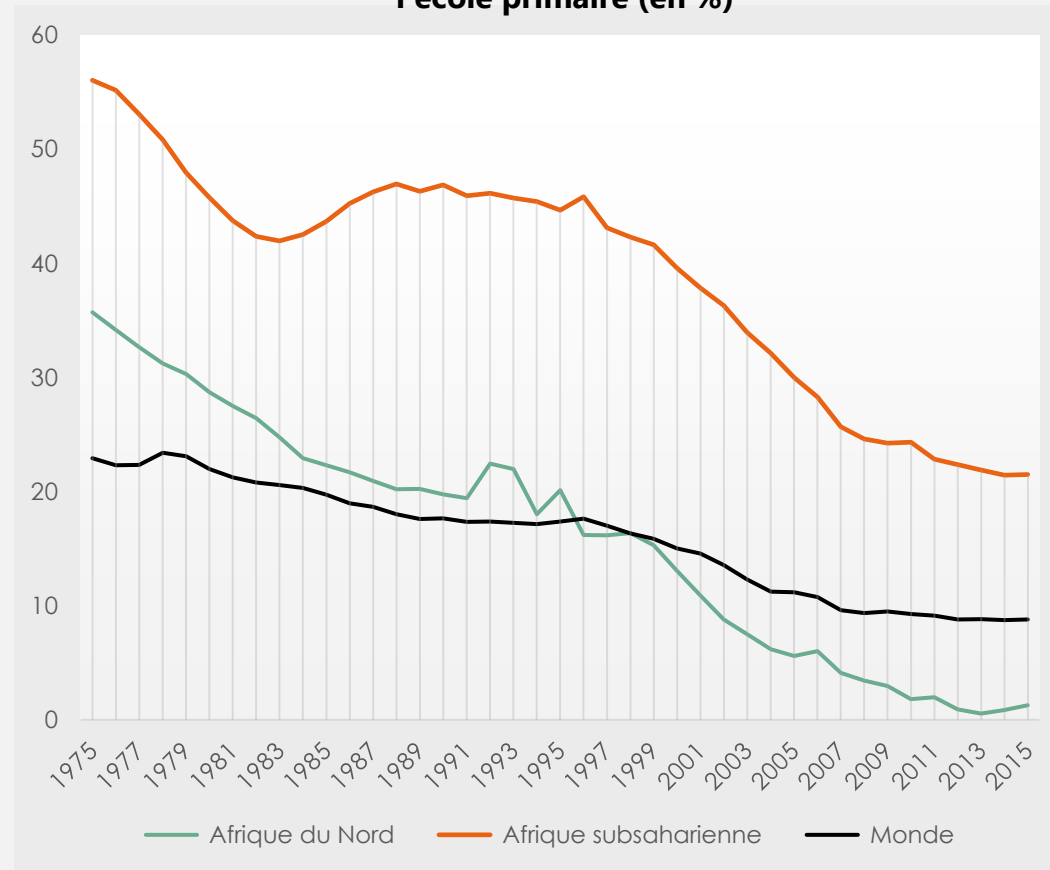
Le capital humain (2)

- ❖ Certes, le secteur informel leur permet de survivre et, malgré cette précarisation, doit pouvoir continuer à leur offrir cette possibilité puisque la croissance économique n'évolue pas au même rythme que la croissance démographique.
- ❖ Nombre d'entre eux, cependant, seraient à même de créer leur propre emploi, voire une entreprise prospère, pour peu que le marché soit organisé (ce que la digitalisation de l'économie commence à faire) et que la réglementation leur soit favorable : simplification des procédures, suppression des intermédiaires au coût élevé, assouplissement des lois en matière de recrutement et de licenciement.

► Les pauvres constituent le "bas de la pyramide" tant sociale qu'économique.

- ❖ La transition économique (cf. chapitre 1, partie 3) montre le potentiel qu'ils représentent pour le développement du marché intérieur, grâce à des prix compétitifs, bénéficiant à un grand nombre d'acheteurs (modèle "bottom of the pyramid").
- ❖ Mais la pauvreté économique ne signifie pas la pauvreté en aptitudes. Les pauvres peuvent, donc, aussi, sortir de la pauvreté et contribuer au développement grâce, par exemple, au principe *jugaad*, comme le recyclage des déchets ou leur version plus moderne comme *e-cover* (83). A l'exemple de l'Inde, des actions spécifiques visent les populations les plus pauvres avec un objectif d'accompagnement plutôt que d'assistance permanente.

Taux de non scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire (en %)



Source : Traitement IRES des données issues de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)



Source : <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/july-2006/lutter-contre-les-in%C3%A9galit%C3%A9s-en-afrique>

L'Afrique en chiffres n°13

L'emploi des jeunes

Taux de chômage en Afrique (en %)

Région (83)	Tranche d'âge	1991	2015	2022
Afrique	15 ans et plus	9,2	7,5	7,7
	15-24 ans	16,9	13,3	13,5
Afrique australe	15 ans et plus	28,8	24,7	25,7
	15-24 ans	50,2	48,2	54,2
Afrique centrale	15 ans et plus	8,8	5,1	5,7
	15-24 ans	19,8	10,5	11,7
Afrique occidentale	15 ans et plus	4,9	4	5,2
	15-24 ans	8	7	9,1
Afrique orientale	15 ans et plus	6,8	6,4	6,5
	15-24 ans	12	10,6	11
Afrique du Nord	15 ans et plus	14,4	12,4	11
	15-24 ans	30,6	30,7	29,2

Faits remarquables à l'horizon 2030-2050

- ▶ En Afrique, les jeunes âgés entre 15 et 34 ans ont représenté, en 2015, 456 millions de personnes, soit 38% de la population africaine (50). En 2050, cette catégorie de la population pourrait atteindre 830 millions de personnes (84).
- ▶ Les jeunes qui sont en âge de travailler ont constitué, en 2016, 40% de l'ensemble de la jeunesse africaine (85).
- ▶ Ce sont 10 à 12 millions de jeunes qui entrent chaque année dans le marché du travail. Cependant, la création annuelle d'emplois sur le continent n'est que de 3,7 millions de postes. En l'absence d'un développement urgent et soutenu, le processus de la migration clandestine pourrait se déclencher et aucun mur ni aucune force marine ou garde-côtes ne peuvent endiguer (84).
- ▶ La population en âge de travailler (15-64 ans) pourrait compter 1,5 milliard de personnes (50) sur les deux milliards, prévus d'ici 2050.
- ▶ La demande d'emplois d'ici 2030 pourrait augmenter de 24,6 millions par an en Afrique subsaharienne et de 4,3 millions en Afrique du Nord, soit les deux tiers de la croissance mondiale de la demande d'emplois (86).

Le capital humain (3)

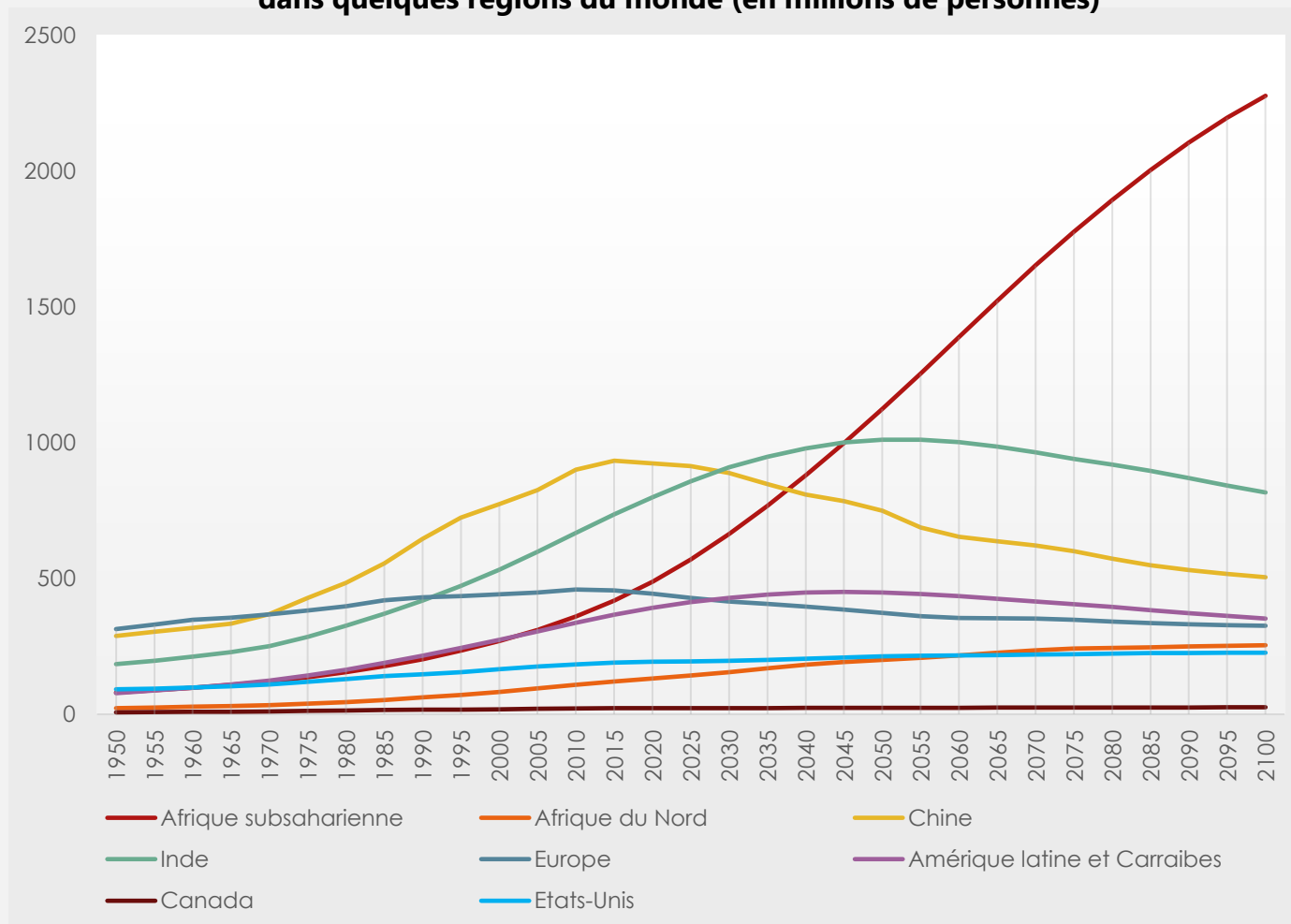
50

L'émergence de nouvelles générations

► Les personnes âgées entre 15 et 24 ans sont, aujourd'hui, la cible prioritaire de plusieurs programmes socio-économiques. En effet, elle représentent 19,2% de la population africaine et présentent une double caractéristique :

- ❖ Un taux de chômage élevé (cf. L'Afrique en chiffres n°13) qui est un facteur d'instabilité politique, tant par le poids des jeunes lors des élections que par le fait que cette situation pourrait les amener, éventuellement, à rejoindre les bandes armées (87). D'où l'apparition de programmes spécifiques, comme "Des emplois pour des jeunes en Afrique" de la Banque africaine de développement et nombre de programmes nationaux.
- ❖ Une faible qualification, souvent invoquée pour justifier leur inemployabilité. En réalité, de multiples facteurs concourent à cette situation, des limites de l'enseignement scolaire de masse à l'inadéquation des programmes universitaires, en passant par le trafic des diplômes ou les multiples petits emplois et contraintes familiales à assumer, en parallèle des études.

Evolution entre 1950 et 2100 de la population en âge de travailler (entre 20 et 64 ans) dans quelques régions du monde (en millions de personnes)



Source : Traitement IRES des données issues de World Population Prospects

L'Afrique en chiffres n°14

Les femmes africaines

51

► Alphabétisation féminine

- ❖ En 2016, 66,5% des personnes âgées de 15 ans et plus en Afrique (contre 51,4% en 1990) sont analphabètes dont huit femmes sur neuf (88).
- ❖ En 2016, 79,2% des jeunes (15-24 ans) subsahariens et 71,6% des jeunes subsahariennes sont alphabétisés (89), soit 30% de plus que leurs aînés pour les garçons et 45,8% pour les filles.

► Part des femmes dans la population active occupée (90)

- ❖ Moins de 35% en Afrique du Nord.
- ❖ Entre 40% et 50% au Nigeria, à Madagascar, en Ethiopie, en Afrique du Sud, au Gabon, au Mali et en Zambie.
- ❖ Plus de 50% au Zimbabwe (52,8%), au Malawi, en Gambie (50,8%), au Liberia (50,6%) et en Tanzanie (50,5%) ; (52,2%).

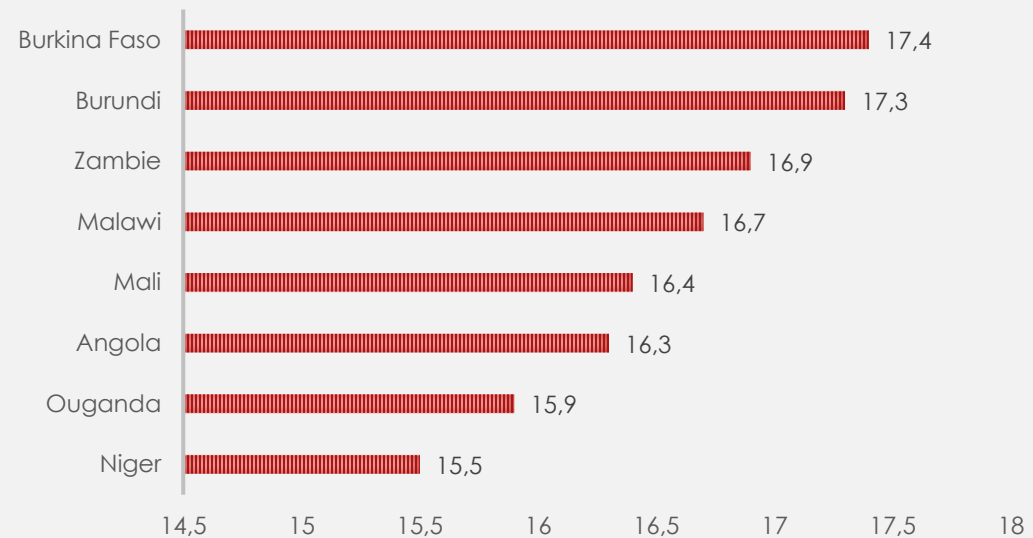
► Parmi les dix pays du monde où les filles ont un accès faible à l'éducation, neuf sont en Afrique (91)

- ❖ Soudan du Sud : 15,9%, République centrafricaine : 17,7%.
- ❖ Niger : 21,5 %, Afghanistan : 23,51 %, Tchad : 27,16 %.
- ❖ Mali : 29,28 %, Guinée : 30,35%, Burkina Faso : 33,03 %,.
- ❖ Liberia : 36,2 % ; Ethiopie : 36,79 %.

► Taux de fécondité entre 2010 et 2015 (92)

- ❖ Les femmes africaines ont 4,7 enfants en moyenne.
- ❖ 7,4 au Niger (taux de fécondité le plus élevé du continent), 5,6 au Burkina Faso, 4,6 en Ethiopie.
- ❖ 2,5 en Afrique du Sud, 2,2 en Tunisie et au Maroc (93), 2,4 en Libye.
- ❖ 1,5 à l'île Maurice (le plus faible taux de fécondité du continent).

En 2017, les 9 premiers pays disposant de la plus jeune population féminine sont en Afrique



Source : Traitement IRES des données issues de World Factbook, Central Intelligence Agency CIA

Julius NYERERE, the founding president of Tanzania, once said that "unity" will not make Africa rich, but "it can make it difficult for Africa and the African peoples to be disregarded and humiliated." But, two decades later, **Africa remains divided along a key fault line: gender.** To realize NYERERE's vision of a strong, dignified continent, Africa needs a new era of liberation, one that is fueled by the economic empowerment of the continent's women.

Graça MACHEL, membre de l'Africa Progress Panel (94).

Le capital humain (4)

► Les femmes et les filles, à l'instar des jeunes, bien que plus timidement, commencent à faire l'objet d'une certaine, mais inégale attention de la part des pouvoirs publics. En effet, elles sont à l'intersection de multiples problématiques (éducation, santé, emploi et développement humain, de façon générale) dont la résolution est tributaire de l'amélioration de leurs conditions. La prise de conscience qu'elles constituent un tel nœud de futur se cristallise autour de deux aspects :

❖ **Les femmes, moteur économique.** La proportion des femmes africaines travaillant pour leur propre compte (agriculture et commerce de détail) varie entre 15% et 50% d'un pays africain à l'autre puisqu'il s'agit, souvent, du secteur informel. La proportion moyenne des femmes subsahariennes travaillant pour leur propre compte est quatre fois supérieure à celle des pays développés (95). Y contribuent fortement des programmes issus de partenariats publics-privés, comme "100.000 Femmes, Horizon 2012" au Cameroun ou l'initiative sud-africaine "Women Advancing Africa" (2017).

- Par l'éducation seulement, les pays en développement pourraient gagner au moins un revenu de 21 milliards de dollars par an, dans les 15 prochaines années, s'ils arrivent à assurer l'éducation, le bien-être et l'autonomie de toutes les filles âgées de 10 ans (96).
- Les femmes participent, aussi, significativement, à la nouvelle alliance culture-nature : au Togo, par exemple, elles jouent un rôle considérable dans la lutte contre la déforestation et les effets du changement climatique (97).

❖ **Les femmes, réalité sociale.** Enfermées dans la traditionnelle répartition sexuée des rôles, nombre de femmes africaines n'ont accès ni à l'enseignement secondaire ni à la propriété (héritage, droits fonciers). Dans les milieux les plus démunis, elles ne sont qu'un bien, vendues comme esclaves sexuelles ou domestiques ou mariées de force, ce qui les expose aux risques sanitaires dont le VIH, notamment. La fuite les conduit dans la rue ou dans des communautés d'accueil, comme le village de femmes Samburu d'Umoja au Kenya.

- 18 pays africains ont légalement interdit le mariage des enfants -125 millions d'Africaines mariées de force avant l'âge de 18 ans en 2015 (98)- comme le Liberia dès 2011. Mais la loi n'a d'effet que s'il y a un changement de mentalité. A la suite de la campagne de l'Union africaine pour l'abolition du mariage des enfants (2014-2017), de véritables stratégies nationales ont été mises en œuvre, comme en 2017, la campagne "Tolérance zéro" au Bénin où 8,8% des filles en 2014 sont mariées avant l'âge de 15 ans (99) et le Cadre stratégique du Niger : en 2012, plus de 3 filles sur 4 sont mariées avant l'âge de 18 ans (100).
- Cette prise de conscience est soutenue par l'accès des femmes africaines aux fonctions politiques, comme l'ex-présidence du Liberia et du Malawi ou le parlement du Rwanda qui dispose du pourcentage le plus élevé de femmes parlementaires au monde : 61,3% en 2017 (35).



Développeuses de logiciels au siège social d'Andela à Lagos (Nigéria)



Les technologies de l'information et de la communication pour améliorer le sort des agricultrices africaines



Des femmes en Tanzanie ont acquis des compétences en informatique, essentielles pour lancer leurs entreprises.



Source :

Andela/Rotimi Okungbaya

<https://damiandrozdowicz.com/cms/resources/get-clients-bratislava-web-design-development-services-home-page-1.jpg>

https://one-org.s3.amazonaws.com/us/wp-content/uploads/2015/07/14987639344_4cca965b46_o.jpg

<https://d3i6fh83elv35t.cloudfront.net/static/2017/12/tanzania.jpg>

Le capital humain (5)

► L'**Alien Generation** (la génération "Alien") ne désigne pas seulement les natifs digitaux (*digital natives*) qui ont su cliquer avant de savoir lire, écrire et compter, mais tout un pan de la population mondiale -jeunes et moins jeunes- dont l'état d'esprit (*mindset*) les porte naturellement vers un monde plus libre et respectueux, une économie plus positive, une planète plus saine. Ils actionnent spontanément les leviers du développement durable ainsi que de l'économie bleue, positive, solidaire, x.0... L'Afrique est, elle aussi, porteuse de ce nouvel état d'esprit qui accélère la transformation rapide du continent, là où il peut s'exprimer et agir. **Deux caractéristiques** distinguent, particulièrement, cette génération :

- ❖ **La conscience de soi et du monde** : les "Alien Gen" n'acceptent plus d'être considérés comme des pions à inter-changer dans une chaîne de fabrication ou dans des travaux administratifs. La nouveauté est qu'ils veulent autre chose. Leurs désirs et leurs aspirations animent le dynamisme entrepreneurial et initient, parfois, de profondes ruptures, comme les jeunes plongeurs de Stone Town (Zanzibar) dans une culture hostile à la mer.
- ❖ **Un fort niveau d'engagement pour faire changer l'Afrique qui prend de multiples formes** :
 - L'adhésion à des corps de volontaires comme l'*African union "Youth Volunteer Corps"* qui enrôle une centaine de jeunes professionnels chaque année.
 - Des mouvements citoyens, comme *Filimbi* en République Démocratique du Congo, "*Y'en a marre*" au Sénégal ou "*Balai Citoyen*" au Burkina Faso.
 - Des initiatives individuelles, menées par des jeunes mieux formés et motivés par une conscience écologique (cf. les interviews "Yoon Wi le chemin" sur africa.makesense.org).

CONCREE

"J'ai connu ma première expérience entrepreneuriale à l'âge de 14 ans quand j'étais au lycée militaire de Saint LOUIS. Je vendais des CD vierges à l'unité au sein de l'école. Après mes études supérieures à Grenoble et après une première expérience à Airbus TOULOUSE, c'est apparu comme une évidence de me lancer dans l'entrepreneuriat pour jouer un rôle décisif dans le développement économique de l'Afrique, du Sénégal en particulier. L'impact en termes d'innovation est que nous apportons à l'écosystème entrepreneurial africain la possibilité d'incubation virtuelle de startups. En termes d'emplois, vu nos ambitions d'être africain, nous allons en créer une cinquantaine d'ici 5 ans. Mais plus important, nous allons permettre à des milliers d'entrepreneurs de créer leurs startups et donc des emplois durables".

En 2014, Babacar BIRANE a fondé BAOBAB Entrepreneurship et la plateforme Concree "Se connecter et Créer" qui accompagne les start-ups, de l'idée au marché (101).

Focus n°18

L'Alien Generation

55

5 EXEMPLES D'INITIATIVES

AMÉRIQUE



Park Slope Food Coop
(New York, Etats-Unis)

C'est quoi ?

Une coopérative alimentaire fondée en 1973 qui propose des produits bio ou équitables de qualité à des prix imbattables en échange de 2 h 45 passées derrière la caisse chaque mois.

EUROPE



Clean Up Day
(Tallinn, Estonie)

C'est quoi ?

Deux Ingénieurs estoniens organisent depuis 2008 sur leur site Internet d'immenses fêtes spontanées où ils invitent des Inconnus à se rassembler pour nettoyer leur ville. Le mouvement s'est propagé dans le monde entier.

ASIE



Sharing City
(Séoul, Corée du Sud)

C'est quoi ?

En 2012, le maire de Séoul a lancé un plan pour devenir une « ville de partage » en encourageant l'échange de vêtements, la location de voitures, le partage de repas... Le troc est aussi remis au goût du jour grâce à une monnaie virtuelle, l'ePusami.

AFRIQUE



Star Shea
(Tamale, Ghana)

C'est quoi ?

Un réseau qui permet aux Ghanéennes qui cultivent le beurre de karité de se tenir informées du cours par SMS pour vendre au juste prix ce produit cosmétique et ne pas produire plus que nécessaire, ce qui évite le gâchis.

Océanie



Valley Olives
(Mangawhai, Nouvelle-Zélande)

C'est quoi ?

Une ferme bio d'huile d'olive dont la récolte est assurée par des travailleurs-voyageurs logés et nourris à condition qu'ils mettent la main à la pâte. Ce concept né en Angleterre en 1971 est devenu un phénomène mondial.



(Nasa.) LP/Infographie - T.H.

L'ubuntu (1)

L'ubuntu

- ▶ Ce concept bantou peut se résumer par "**Je suis un être humain par et pour les autres**"(102), mettant, ainsi, l'accent sur ce qui constitue l'humanité, cette qualité commune dont chacun devrait avoir conscience (cf. l'Afrique en marche n°8).
 - ❖ En ce sens, l'*ubuntu* est commun à toutes les religions qui prônent l'amour de son prochain. Il rapproche toutes les cultures, de l'Asie à l'Occident via l'Orient, autour de cette aspiration fondamentale qu'est la reconnaissance de l'humanité, comme instrument de partage et de bienveillance.
 - ❖ Sa modernité est illustrée par le système d'exploitation logiciel éponyme, libre et gratuit, soutenu par sa communauté de développeurs et d'utilisateurs. Il résonne avec la vision du monde de l'*Alien Generation*, dont la planète est l'échelle et, plus largement, avec tous ceux conscients de la détérioration du berceau de l'humanité (cf. Rapport Stratégique IRES 2017).
- ▶ L'*ubuntu* se dessine en filigrane des expériences publiques ou privées, individuelles ou collectives qui caractérisent, aujourd'hui, l'Afrique en marche. Il donne, ainsi, à voir les ressorts de l'autonomie africaine : l'importance de l'éducation, le courage d'innover pour "*leapfroguer*", le lien et la confiance qui doivent irriguer une communauté continentale de plus d'un milliard d'humains pour qu'elle aille de l'avant et se libère de ses tensions et de ses conflits.
- ▶ Rendre l'Afrique autonome impose de la transformer de l'intérieur et, pour cela, de mobiliser son potentiel humain qui est un atout considérable, en prenant appui sur l'*ubuntu*.

L'éducation

- ▶ Des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'éducation sur tout le continent : le Burundi, par exemple, a doublé son taux net de scolarisation primaire entre 2000 et 2015 (89), mais trop lentement, au regard de la poussée démographique et de la grande transition en cours. Les modèles éducatifs, hérités de l'Occident sont à bout de souffle. De plus, le chômage des diplômés conduit à l'émergence d'un mouvement de rejet de l'université, perçue comme une source d'endettement sans pour autant garantir un emploi à la sortie. D'où l'engouement pour les bourses universitaires offertes à l'étranger.
- ▶ Des compléments à ce système éducatif et des alternatives sont expérimentés, soit dans le cadre de politiques publiques, soit par des acteurs privés pour préparer les jeunes aux métiers de demain : entrepreneuriat, digital, agro-écologie... (cf. Focus n°19).
- ▶ Dans un continent aussi dépourvu des moyens de combler rapidement le fossé croissant entre sa population éduquée et les emplois offerts, toute aide extérieure en faveur de l'amélioration de l'éducation, tant scolaire qu'universitaire, est la bienvenue. Mais elle est rarement dépourvue d'intérêt commercial ou idéologique, que ce soit les bourses universitaires chinoises ou les programmes de la Banque mondiale (103).

L'Afrique en marche n°8

Vers l'*ubuntu*

57

- ▶ **Ubuntu Education Fund** : cet organisme à but non lucratif promeut un modèle de développement, dédié à briser le cercle de la pauvreté dans les townships de Port Elizabeth en Afrique du Sud. "Notre impact est rendu possible en faisant confiance à ceux qui sont les plus proches du problème pour créer la solution. 95% de l'équipe du Campus *Ubuntu* vient de la communauté que nous servons. Ces membres du personnel sont des leaders dans leur communauté, ce qui conduit la vision de l'une des organisations les plus innovantes du continent" (104).
- ▶ **Global Oneness Project** : "notre objectif est de relier, à travers des histoires, l'expérience humaine locale à des problèmes mondiaux de méta-niveau, tels que le changement climatique, la pénurie d'eau, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, les cultures menacées, la migration et la durabilité. En mettant en vedette des individus et des communautés touchés par ces problèmes, nos histoires et leçons nous permettent d'examiner des thèmes universels qui soulignent notre humanité commune : identité, diversité, espoir, résilience, imagination, adversité, empathie, amour et responsabilité. Nos leçons facilitent le développement de la pensée critique, de la recherche, de l'empathie et de l'écoute" (105).
- ▶ **Centre ADAJA**: "grâce à l'apprentissage du métier de tisserande, de la confection et de la commercialisation du Faso Danfani (pagne tissé traditionnel), le Centre a permis l'insertion professionnelle de plus de 200 femmes démunies de Ouagadougou" (106).
- ▶ Concept de l'*ubuntu* : "A l'inverse de l'homme blanc, l'Africain voit l'univers comme un tout organique qui progresse vers l'harmonie, où les parties individuelles existent seulement comme des aspects de l'unité universelle" (107). Ainsi, l'*ubuntu* est à l'origine d'une vision humaniste "aveugle à la couleur" [de peau] dite *colour-blindness*, répandue par Nelson MANDELA et Desmond TUTU (108).
- ▶ "Finalement, le Président Nelson MANDELA a compris les liens qui maintiennent l'esprit humain. En Afrique du Sud, il existe un mot, *Ubuntu*, qui décrit son plus grand talent : sa reconnaissance du fait que nous sommes tous liés ensemble d'une manière qui peut être invisible à l'œil ; qu'il y a une unité dans l'humanité ; que nous nous réalisons en nous partageant avec les autres et en prenant soin de ceux qui nous entourent (...). Non seulement il incarnait cet *ubuntu*, mais il a enseigné à des millions d'hommes comment trouver cette vérité en eux-mêmes". Président Barak OBAMA (109).
- ▶ "Quelqu'un d'*ubuntu* est ouvert et disponible pour les autres, dévoué aux autres, ne se sent pas menacé parce que les autres sont capables et bons car il ou elle possède sa propre estime de soi –qui vient de la connaissance qu'il ou elle a d'appartenir à quelque chose de plus grand– et qu'il ou elle est diminué quand les autres sont diminués ou humiliés, quand les autres sont torturés ou opprimés". Desmond TUTU (107).

Focus n°19

L'éducation (1)

58

Les initiatives nouvelles des Etats africains (110)

Bien conscients de l'ampleur du défi éducatif, les gouvernements africains expérimentent des politiques alternatives :

▶ en matière d'éducation :

- ❖ l'Ethiopie privilégie l'enseignement supérieur et construit des universités ; le Sénégal fait le pari des universités virtuelles.
- ❖ le Niger propose la formation agricole comme alternative à l'école et l'enseignement en langues locales ; l'île Maurice a élaboré un plan visant à encourager l'enseignement technique et professionnel pour les jeunes,
- ❖ l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie ont choisi d'allonger la durée de scolarité ; le Ghana cible les filles avec l'enseignement à distance (*Open Learning Exchange*).

▶ en matière d'accompagnement à l'emploi :

- ❖ le Ghana a créé un service national des jeunes -des programmes d'autonomisation pour doter les diplômés universitaires des compétences requises pour trouver un emploi.
- ❖ la Zambie a mis en place une politique nationale de la jeunesse et un fonds d'aide aux jeunes entreprises pour stimuler la création d'emplois, de même que le gouvernement nigérian avec son programme d'acquisition de compétences et de développement entrepreneurial et son concours d'aide à la création d'entreprises, "YouWin",
- ❖ l'Egypte aussi compte sur l'entrepreneuriat pour améliorer l'emploi des étudiants et favorise des associations comme "Injaz Egypt" qui proposent des cours complémentaires d'entrepreneuriat (111),
- ❖ le Kenya dont les inscriptions universitaires ont doublé entre 2012 et 2016 a relancé le service national pour les jeunes qui leur fournit éducation et emploi bénévole. Le Fonds de développement entrepreneurial pour les jeunes a bénéficié à 1 million de jeunes Kenyans pour un montant de 106 millions de dollars (112).

... en butte aux mêmes travers que dans le reste du monde

Quelles que soient la situation ou les conditions locales, l'analyse des travers actuels du système éducatif de type occidental met en évidence les enseignements suivants :

- ▶ Il ne peut y avoir un bon enseignement universitaire sans un bon niveau scolaire préalable (primaire et secondaire).
- ▶ La quantité ne peut prévaloir sur la qualité, eu égard aux dysfonctionnements constatés dans les systèmes éducatifs arabes et asiatiques, par exemple, reposant uniquement sur la mémorisation.
- ▶ L'enseignement à distance seul ne peut suffire ; il doit s'appuyer sur une approche mixte (physique et virtuelle).
- ▶ Il faut en finir avec le privilège de l'intellectualisme sur les activités manuelles. Tout pays a besoin de ces deux formes d'intelligence dont aucune n'est supérieure à l'autre.
- ▶ L'amélioration d'un système éducatif passe, d'abord, par celle du niveau des enseignants, tant en termes de connaissances que de compétences pédagogiques, d'où la nécessité d'investir dans leur formation et leur motivation.

Un défi de mieux en mieux perçu (113)

- ▶ La Conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (1-2 février 2018, Dakar) a reconnu l'urgence de la situation et procédé à une importante levée de fonds, après une forte diminution du soutien à l'Afrique entre 2010 et 2015. Plusieurs pays africains se sont engagés à accroître leurs dépenses publiques en faveur de l'éducation.

Focus n°19

L'éducation (2)

59

La voix des jeunes (114)

- ▶ "Quand vous décrochez un stage, la première chose qu'ils vous disent, c'est d'oublier tout ce que vous avez appris à l'école. Une université ne veut rien dire dans la vraie vie". Rose, Rwanda
- ▶ "Les technologies de l'information et de la communication à l'école ne sont qu'élémentaires et ne favorisent en rien la créativité, ces cours ne sont pas pratiques". Hasan, Egypte
- ▶ "La formation en agro-industrie est vraiment passionnante et nécessaire. Pour être efficace, elle doit mettre l'accent sur la modernisation des techniques agricoles et le développement des coopératives". Rosine, Côte d'Ivoire
- ▶ "Pour qu'un programme d'apprentissage industriel soit efficace, il doit être offert avant le délai des demandes d'admission à l'université pour attirer les étudiants dès le début avant qu'ils n'entrent à l'université". Grace, Nigeria
- ▶ "Les programmes de formation professionnelle ne sont utiles que s'ils sont étroitement liés à un engagement ferme des employeurs de leur offrir des emplois, sinon les jeunes ne sont jamais attirés par ces programmes". Diana, Rwanda

Eduquer pour l'ère planétaire

"Malheureusement, les systèmes d'éducation qui ont formé la plupart des élites (...) n'ont pas imaginé d'intégrer le besoin d'émergence d'esprits aptes à saisir des problèmes fondamentaux globaux, aptes à comprendre leur complexité dans le processus d'apprentissage.

Les systèmes d'enseignement continuent de morceler et disjointre les connaissances qui devraient être reliées, de former des esprits unidimensionnels et réducteurs, qui ne privilégient qu'une dimension et en occultent les autres.

D'où l'urgence vitale d'"éduquer pour l'ère planétaire", ce qui nécessite réforme du mode de connaissance, réforme de pensée, réforme de l'enseignement, ces trois réformes étant interdépendantes"(Morin et al. 2003).

Professeur Robert KASISI (République démocratique du Congo) (115).

L'Afrique en chiffres n°15

Le défi éducatif

60

❖ Avec 73 enfants âgés de moins de 15 ans pour 100 personnes en âge de travailler en 2015, soit près du double de la moyenne mondiale, l'Afrique affiche le ratio de dépendance le plus élevé au monde (116). En effet, presque 47% des Africains ont moins de 18 ans. Dans quinze pays d'Afrique, plus de la moitié de l'ensemble de la population a moins de 18 ans.

→ Les enfants africains sont au centre de la transition démographique et sociale du continent.

❖ Dépenses en éducation (2016) (117)

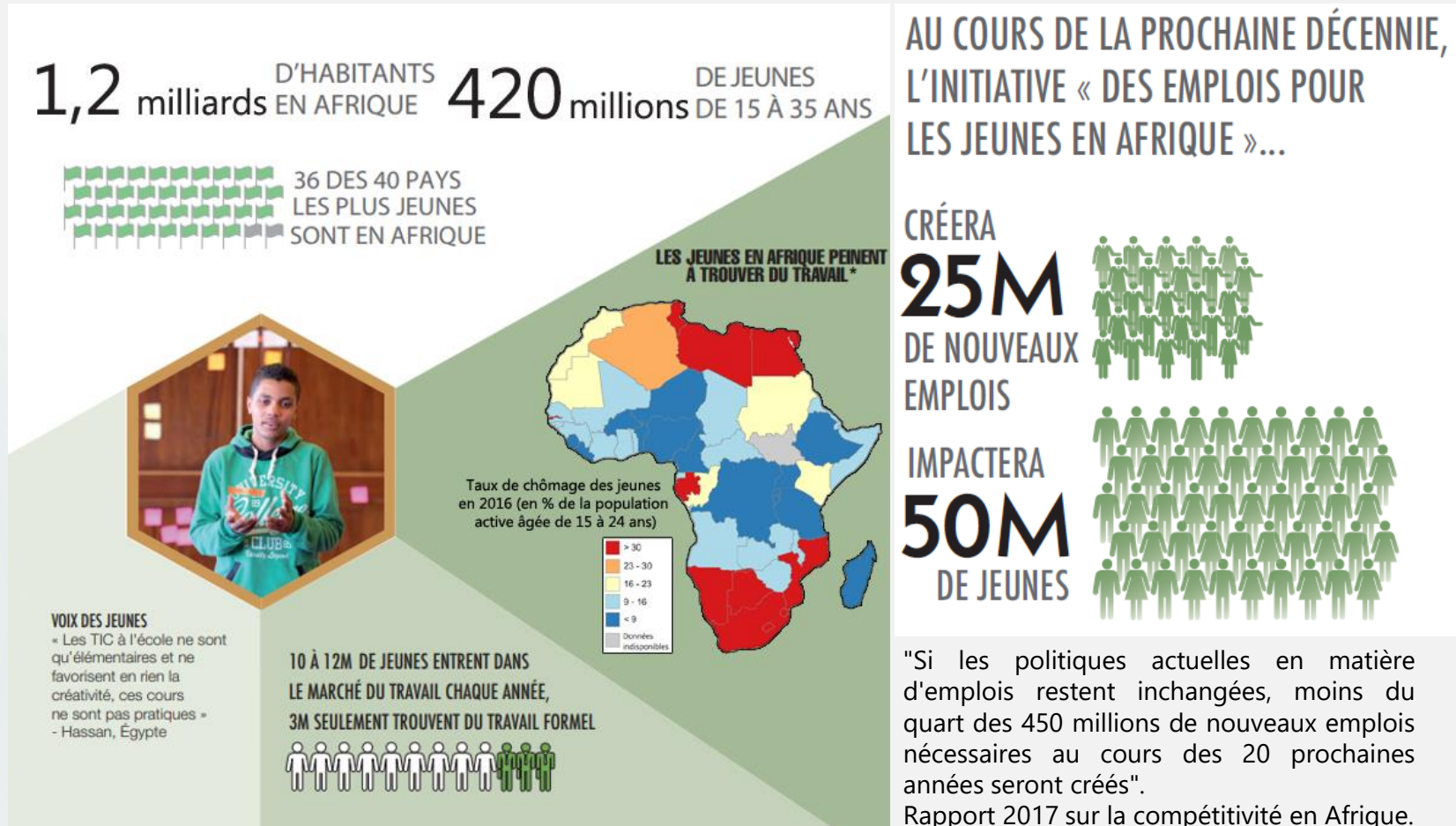
- > 6% du PIB en Afrique du Sud, au Ghana, au Malawi, au Mozambique, au Swaziland et en Tunisie.
- < 1% du PIB au Nigeria et au Cameroun.

❖ Brain drain

50.000 Africains ont intégré des universités chinoises en 2017 ; 80.000 sont attendus en 2018 grâce aux bourses du gouvernement chinois (118).

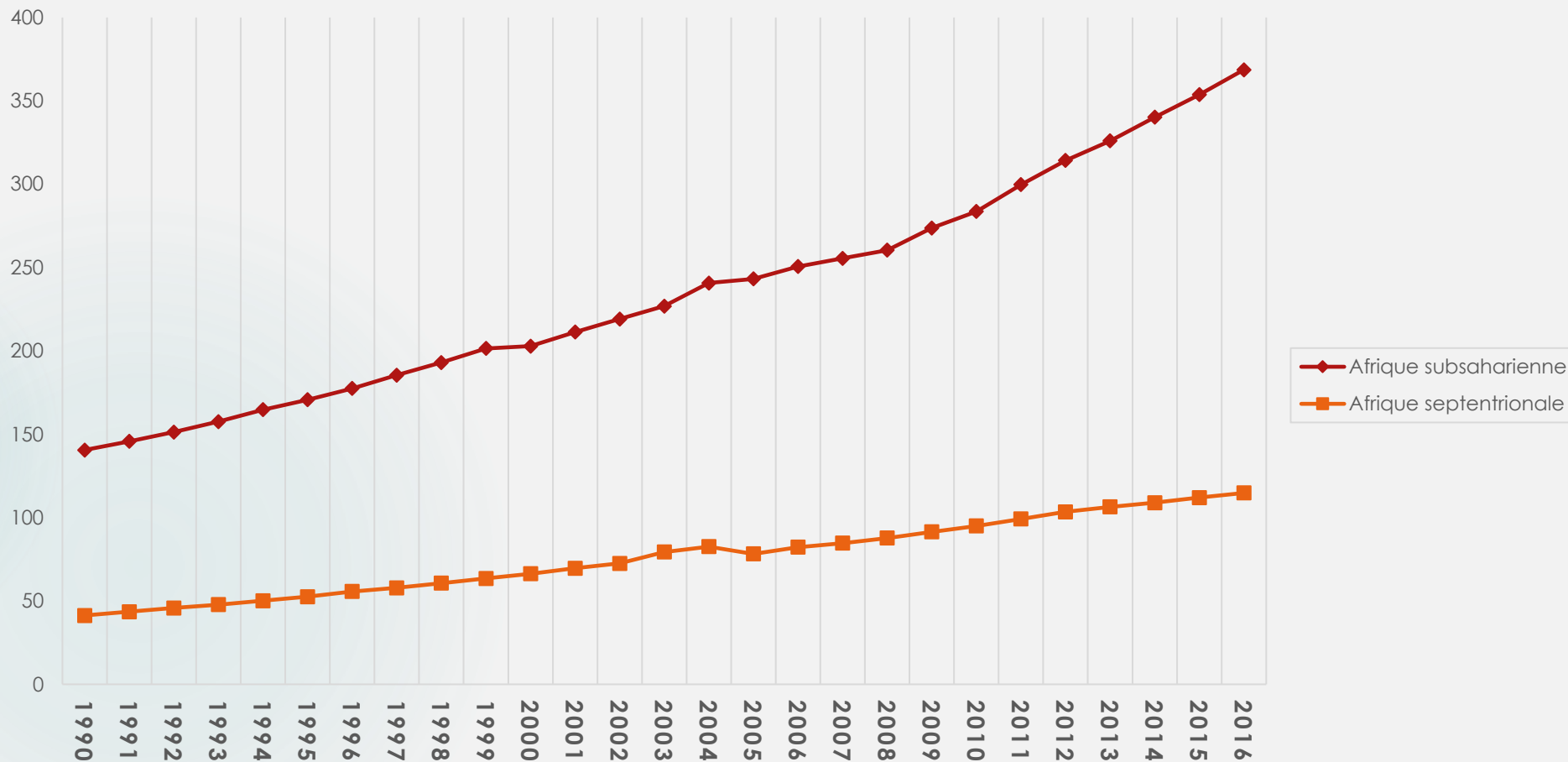
❖ Analphabétisme

En 2016, 31,8% du nombre, au niveau mondial, des analphabètes, âgés de plus de 15 ans, vivaient en Afrique (117).



Source : Rapport de la Banque africaine de développement intitulé "Des emplois pour les jeunes en Afrique" et traitement IRES des données issues de l'Organisation internationale du travail

Evolution entre 1990 et 2016 de la population analphabète en Afrique subsaharienne et en Afrique septentrionale (en millions de personnes)



Source : Traitement IRES des données issues de l'Institut de Statistique de l'UNESCO et de World Population Prospects

L'Afrique en marche n°9

Vers une autre éducation

62

Bonnes pratiques

- ▶ **ASHESI** : fondée par le Ghanéen Patrick AWUAH, récipiendaire du *Wise Prize for Education 2017*, cette université permet, notamment, à ses étudiants de travailler collectivement à résoudre les problèmes du pays (119).
- ▶ **Flat6Labs** : accélérateur de start-ups, fondé par Ahmed EL ALFI, capital-risqueur égyptien qui parie sur le potentiel des "tech businesses" pour créer de l'emploi : "L'économie du savoir est la seule réponse pour l'Égypte. Ce dont nous avons besoin ici est une solution de 10 ans : l'éducation, l'éducation, l'éducation. Nos actifs sont humains" (111).
- ▶ **Moringa** : cette école privée de développeurs, située à Nairobi (Kenya) revendique un taux de placement de 95% de ses élèves, notamment sur le marché local. Son succès la conduit à installer d'autres écoles analogues en Afrique. Elle a été cofondée par un Kenyan, Frank TAMRE et une Américaine, Audrey CHENG (120).
- ▶ **We Think Code** : cette ONG sud-africaine a ouvert la première école gratuite de codeurs à Johannesburg (121).

Pour sortir de la pauvreté en Afrique, il faut investir dans nos cerveaux (122)

- ▶ Entrepreneur ghanéen, Fred SWANIKER multiplie les projets pour améliorer l'accès à l'éducation et former les leaders africains de demain.
- ▶ En 2008, il ouvre à Johannesburg l'*African Leadership Academy*, un programme pré-universitaire pour les Africains de 16 à 19 ans dont la mission est "de transformer l'Afrique en développant un puissant réseau de plus de 6.000 élites qui travailleront ensemble pour relever les défis les plus importants en Afrique, créer un impact social extraordinaire et accélérer la trajectoire de croissance du continent" (123).
- ▶ Il lance ensuite l'*African Leadership University* (ALU), une université panafricaine du leadership aux méthodes éducatives innovantes, aux 25 campus (de 10.000 étudiants) répartis sur tout le continent d'ici 2040 (122). La mission de ce réseau d'établissements d'enseignement supérieur, qui se veut de classe mondiale, est de produire 3 millions de jeunes leaders africains au cours des 50 prochaines années (124).



Source : <https://s-i.huffpost.com/gen/3903566/images/n-AFRICA-MAP-628x314.jpg>

L'ubuntu (2)

L'innovation

- ▶ L'innovation est au cœur de cette nécessaire transformation inclusive, en faveur d'un développement autonome des personnes comme du continent, que ce soit pour changer de système éducatif ou de modèle économique ou pour inventer les activités de demain (e-éducation, e-santé, fintech, drones).
- ▶ Les différents acteurs de l'Afrique en marche (Etats, citoyens, organisations non gouvernementales, investisseurs) l'ont bien compris et cherchent à favoriser tant les acteurs qui innovent que le déploiement de leurs innovations.
- ▶ Les expérimentations fleurissent et, là encore, l'*ubuntu* est à l'œuvre, pas seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier (125).

Afrique : une nouvelle génération d'innovateurs

"Nous avons également suivi la réussite de certains innovateurs en Afrique venant défier ce qui est communément admis : ils ont développé des franchises pour servir les segments les plus pauvres de la population, créé des marchés qui exploitent l'opportunité considérable que constitue la non-consommation, internalisé le risque pour construire des entreprises solides, autonomes et à faible coût et intégré les opérations pour éviter les nœuds de corruption externes. Leur expérience dresse le portrait optimiste d'une Afrique en effet capable de tenir sa promesse de prospérité. Un jeune entrepreneur résume le sursaut qu'une réussite locale peut engendrer en faisant l'observation suivante : "Quand la solution vient de l'intérieur, on commence à croire en soi. On commence à se dire qu'on peut le faire, qu'on peut avancer".

Clayton M. CHRISTENSEN, Efosa OJOMO, Derek Van Beyer, Harvard Business Review, 2017 (126).

L'ubuntu (3)

La confiance

- ▶ La mutation du système éducatif dans son ensemble et le développement de l'innovation réussie sont fortement conditionnés par **la confiance envers l'école**, à la fois comme pré-supposé interrelationnel (confiance en l'Autre), comme attitude de principe des institutions (administrations, entreprises, écoles) envers le potentiel humain (prise de risque, initiative) et comme manifestation de foi dans la capacité de changer.
- ▶ **Confiance dans la possibilité de faire autrement** : le mode de développement économique, imposé par les pays développés ne correspond plus aux caractéristiques du 21^{ème} siècle (cf. chapitre précédent) ni à la situation de beaucoup de pays africains, comme l'urbanisation africaine le montre, par exemple.
 - ❖ La logique du *leapfrog* s'impose dans un nombre croissant de domaines (économie, technologies, écologie, éducation). S'autoriser à faire différemment de ceux qui ont "réussi" représente un changement profond dans la mentalité africaine dont l'apparition est, désormais, manifeste comme le montrent, par exemple, les débats des Ateliers de la pensée (Dakar, 2016, 2017).
- ▶ **Confiance dans le potentiel humain africain** : à l'image de ces nombreux parents africains qui investissent une partie considérable de leurs revenus dans l'éducation de leurs enfants, investisseurs, entrepreneurs et enseignants sont de plus en plus nombreux à faire confiance au potentiel humain des nouvelles générations. Les femmes, aussi, commencent à émerger dans certains pays comme des acteurs crédibles.
 - ❖ Dans le domaine de l'éducation, **trois axes forts de renforcement de ce potentiel** se dessinent aujourd'hui :
 - Au moins pour les filles, **une scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans**, ce qui les préserve de la déscolarisation précoce et leur permet d'acquérir une plus grande autonomie.
 - **L'expérimentation d'alternatives disruptives**, telles que les classes inversées, le tutorat entre élèves, voire l'aide automatisée aux devoirs (apps éducatives, tutos).
 - **L'éducation populaire à destination des adultes urbains** (analphabètes ou illettrés).

L'ubuntu (4)

- ▶ Face au manque de confiance dans le décollage africain, manifesté par quelques multinationales qui ont quitté le continent ou ont drastiquement réduit leur voilure -Nestlé et Barclays Bank en 2016, Coca Cola, Cadbury, Eveready...- (126), **la confiance des Africains dans leur propre capacité de développement s'avère cruciale pour assurer leur autonomie.**
 - ❖ Irriguant le continent, la confiance peut agir comme un accélérateur dans tous les domaines : expression citoyenne, circulation des biens, des services et des personnes, emploi, entrepreneuriat, start-ups... D'autant que les technologies de l'information et de la communication peuvent considérablement la démultiplier (réseaux sociaux) et l'opérationnaliser (*crowdfunding*, écosystèmes innovants).
 - ❖ Enfin, cette confiance favorise le *brain gain* –le retour des cerveaux ayant émigré – un vecteur de développement particulièrement efficace si :
 - les conditions de vie (infrastructures, sécurité, services de base) et de liberté socio-économique sont acceptables,
 - les organisations d'accueil (universités, entreprises, services publics) se donnent les moyens et l'ouverture de bénéficier de leur apport (nouvelles pratiques),
 - le système local est ouvert à cette pratique inconsciente de *l'ubuntu* qui est observée chez ceux qui retournent au pays : l'envie de partager, de redonner un peu de ce que l'on a reçu, sous une force, autre que monétaire.

La mobilité

- ▶ Si l'indépendance et le dépassement des séparations raciales (*apartheid*) ont été le combat déterminant du 20^{ème} siècle pour l'Afrique, celui du 21^{ème} siècle sera indubitablement la conquête de la mobilité.
- ▶ En effet, une autre conception de la circulation des personnes apparaît, aujourd'hui, fruit conjugué de la mondialisation et de l'exigence de liberté. Elle consacre l'effacement de la notion de migration au profit de celle de mobilité.
- ▶ Tandis que la migration est une rupture, l'immigré et l'émigré, souvent des parias, la mobilité est la liberté retrouvée de se mouvoir, de s'installer, de se déplacer à nouveau, de revenir, de partir, de prospérer dans le mouvement. La mobilité est une nouvelle forme de nomadisme, de transhumance (mobilité circulaire), d'élargissement des territoires.
- ▶ **Élément constitutif de l'ADN africain**, tout au long de l'histoire du continent, **la mobilité a alimenté le progrès humain, suscité l'innovation, propagé des idées et façonné le monde actuel**, grâce aux transferts de connaissances, de compétences et de technologies autant qu'au commerce de biens et services.

L'ubuntu (5)

- ▶ Aujourd'hui plus que jamais, la mobilité reflète les modes de vie actuels (commutation, mobilité étudiante, changement de métier) qui ne permettent plus d'enfermer les populations et les activités dans des espaces spécifiques, comme le paysan à la campagne, par exemple, dépassé par l'agriculteur urbain, les ruraux non-agriculteurs et les néoruraux (citadins installés à la campagne).
 - ❖ Le cas des urbains sud-africains venus s'installer à la campagne pour y créer des exploitations agricoles modernes illustre la vigueur de l'*ubuntu*, lorsqu'ils font bénéficier les exploitations vivrières voisines de leurs technologies (machines agricoles, techniques d'irrigation, semences modifiées).
- ▶ **La mobilité exo-africaine**, représentée par la diaspora, ne contribue pas seulement au développement autonome du continent par les 65 milliards dollars envoyés, en 2016, à plus de 200 millions Africains par 45 millions de leurs compatriotes résidant à l'étranger (127). Ses compétences (*brain gain*), ses réseaux (économie relationnelle), sa motivation à faire émerger le continent, en lui donnant le meilleur du développement constituent **un formidable capital immatériel nécessaire à la transformation globale évoquée ici.**

"Notre histoire ne se limite pas à l'Atlantique et à la Méditerranée. Elle épouse d'autres faisceaux transnationaux qui vont des mondes islamiques aux mondes malais, chinois et indiens. Revisitons la question de la circulation et du mouvement, concevons-les comme des ingrédients structuraux à partir desquels se sont forgées nos cultures. C'est une manière de réagir à la militarisation de nos frontières et aux idéologies de la différence (...)"

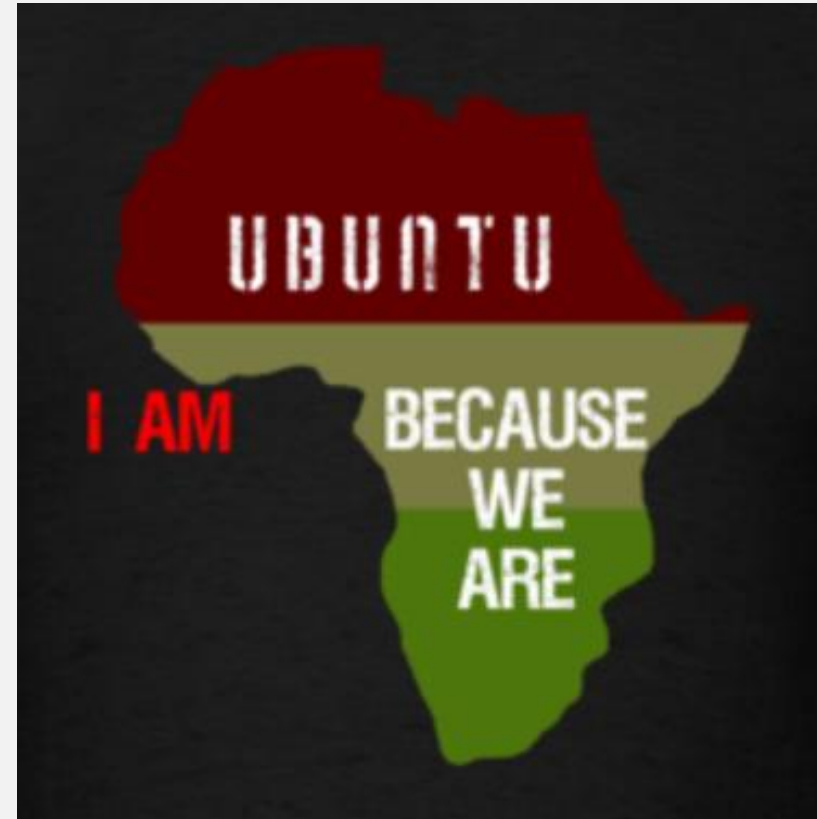
Achille MBEMBE, philosophe camerounais (128).

"Aidons les Africains à se déplacer librement et faisons de l'Afrique un continent plus ouvert, plus prospère et véritablement connecté".

Akinwumi ADESINA, Président de la BAD (129).

L'ubuntu (6)

- ▶ **La mobilité endo-africaine**, facteur de cosmopolitisme et de développement des échanges intra-africains est encore souvent contrariée, en raison de la contrainte du visa pour qu'un Africain puisse entrer dans plus de la moitié des États du continent en 2016 (130).
 - **Le cloisonnement des pays africains coûte cher au continent** : il freine le développement des compagnies aériennes africaines, entrave les échanges commerciaux (le coût des échanges intra-africains étant le plus élevé au monde) et bride l'essor du tourisme international (131).
 - La prise de conscience (#*VisaFreeAfrica*) des effets négatifs de cette situation a conduit l'Union africaine à **introduire un passeport africain commun** en 2016 qui pourrait être distribué à tous les citoyens d'ici 2020 (132). En attendant, depuis 2013, les 300 millions de citoyens de la CEDEAO (133) disposent d'un passeport communautaire unique (134) et d'un tarif extérieur commun (droits de douane) (135).
- ▶ L'*ubuntu* – "Je suis un être humain par et pour les autres" – est, donc, cette clé qui peut permettre de rester liés, tout en étant dispersés, surtout dans le cadre d'une mobilité accrue. Conjugué à la *teranga* (sens de l'hospitalité au Sénégal), il conduit à accepter le nouveau venu, non plus comme un déraciné -un "sans ancêtres" condamné à la solitude-, mais comme un actif immatériel, riche de ses propres communautés et connaissances, membre de la grande famille africaine.



Source : <http://pencilsforafrica.com/wp-content/uploads/2012/05/africa-ubuntu.png>

L'Afrique en marche n°10

Vers les "Bashingantahe"

69

► **Umushingantahe** "signifie homme responsable du bon ordre, de la tranquillité, de la vérité et de la paix dans son milieu. Et cela, non pas en vertu d'un pouvoir administratif attribué, mais de par son être même, de par sa qualité de vie, que la société veut reconnaître à sa personne en lui conférant une investiture" (136).

- ❖ Homme intègre et sage, chargé du règlement des conflits (équité, justice) à tous les niveaux (réconciliation, responsabilité, vérité, réparation), l'*Umushingantahe*, au Burundi, est traditionnellement chargé de la réconciliation (137).
- ❖ Ensemble, les *Bashingantahe* constituaient une force pacifique et une autorité indépendante, essayant d'éviter l'arbitraire et le manque de justice dans les jugements (137).

► **Du guerrier au sage** : l'échelle des âges en Afrique promeut une valorisation croissante de l'individu selon son âge. A l'âge du guerrier (environ entre 20 et 40 ans) succède celui du commandement (cf. les *qulutala* au Sénégal, le *Kiama Kia mathaati kikuyu* au Kenya) dont la responsabilité est de pacifier la communauté. Enfin, lorsque les enfants sont devenus adultes et l'épouse stérile, l'ancien (les *sukeba* ou le *Kiama Kia maturanguru*) incarne la sagesse, la maîtrise de soi et l'éloignement des passions. Il se voue au bien-être de la communauté et ses conseils sont attentivement écoutés (138).

Peu à peu, l'Afrique change de génération de leaders. Ce n'est plus une question d'âge, mais de vision du monde (*worldview*).

► La génération des combattants

- ❖ La génération parvenue au pouvoir au moment des indépendances est, par nécessité, une génération de guerriers. Leaders combattants, ils ont accédé à la fonction suprême, à la force des armes, de la défiance, du clientélisme et d'une autorité sans faille.
- ❖ Aujourd'hui, certains intellectuels -penseurs de l'Afrique de demain et conscients que l'autonomie de celle-ci passe par la décolonisation de la pensée africaine autant que des structures politiques et économiques- s'instaurent en nouveaux guerriers, opposant le Nord et le Sud, combattant avec autant d'acharnement toute forme de nouveau colonialisme.

► La génération des pacificateurs, les Bashingantahe

- ❖ Une autre vision du monde, cependant, a émergé sur le continent, celle des hommes sages, distants des passions guerrières, capables d'une grande hauteur de vue, animés par un *ubuntu* de taille universelle.
- ❖ La réconciliation est au cœur de leur action, de Nelson MANDELA à Alpha CONDE. Ils rêvent d'un continent uni, en paix avec lui-même, avec ses voisins comme avec le monde entier. Un continent dont l'identité africaine se concilierait avec les acquis de l'Occident, comme son syncrétisme génétique lui permet si naturellement de le faire...

Le temps des Sages (1)

Les trois piliers de la sagesse africaine

Le capital humain africain (urbains, ruraux, Africains résident à l'étranger, migrants, femmes, jeunes, riches et pauvres) fera le continent de demain, un monde de paix ou de guerre, exsangue ou prospère. Tout dépendra de la capacité des Africains et de leurs gouvernants à se réconcilier avec eux-mêmes, avec leur identité, en s'appuyant sur les valeurs positives de leurs traditions et en s'affranchissant des pratiques iniques, tout en embrassant des valeurs universelles.

Trois piliers de la sagesse africaine soutiennent ce pont, jeté entre hier et demain.

- ▶ **L'*ubuntu*** qui favorise le partage et la relation aux autres est le premier de ces piliers. En le développant consciemment, l'Afrique renoue avec sa tradition ancestrale de solidarité et de générosité.
- ▶ **L'effort de réconciliation**, doté de mécanismes variés selon les cultures est le second de ces piliers. La réconciliation ne concerne pas seulement les anciens belligérants d'un conflit (cf. chapitre 3 de la 2^{ème} partie), mais, plus largement, ici, les colonisateurs et les colonisés, l'Homme africain et l'Homme occidental, la nature et celui qui l'a dégradée.

- ▶ Troisième pilier, **le syncrétisme** est l'une des caractéristiques les plus marquantes du monde africain. Cette hybridation ne concerne pas seulement les religions, mais, aussi, les pratiques culturelles, les modes vestimentaires, les théories politiques... En brisant les barrières entre des champs de connaissance ou de pratique différents, le syncrétisme permet aux Africains de *leapfroguer* vers une culture mondiale plus intégrative qu'exclusive.
- ▶ C'est pourquoi ces trois piliers sont essentiels : leur bon fonctionnement conditionne la réussite d'un développement réellement autonome du continent. La plupart des gouvernements africains l'ont déjà compris et se sont mis en marche dans cette direction. Pour ce faire, **trois chemins offrant "des solutions africaines aux problèmes africains"** sont en train d'être explorés : **la gouvernance d'une autonomie continentale, la réconciliation de l'Africain avec son passé et sa réconciliation avec la nature.**
- ▶ Voici venu le temps de l'Umushingantahe (cf. ci-contre) : un capital humain plus sage et plus juste, en paix avec lui-même et avec le monde.

L'Afrique en marche n°11

Vers l'émergence

Emergence socio-économique

- ▶ Malgré son taux de croissance considéré comme faible : 3,5% en 2017 (139), l'Afrique est toujours "la deuxième région la plus dynamique du monde, derrière les pays en développement d'Asie". Au sein du continent, l'Afrique de l'Est est devenue la région la plus dynamique, entraînée par l'Éthiopie (140).
- ▶ Soutenue par la montée en puissance de la classe moyenne (environ 350 millions de personnes en 2017), la demande intérieure est devenue le principal moteur de la croissance (140).
- ▶ Si l'Afrique du Nord affiche les niveaux les plus élevés en matière de développement humain, des améliorations régulières depuis le début du 21^{ème} siècle sont constatées dans pratiquement toutes autres sous-régions (140). Cela permettrait de redresser, à l'avenir, la situation difficile dans laquelle se trouvent 35 pays africains qui enregistrent, aujourd'hui, un niveau de développement humain faible.
- ▶ Dans la lutte contre la pauvreté, le Rwanda, le Ghana et le Libéria ont fait des progrès considérables : en 2010, près de 9 Rwandais sur 10 sont couverts par une assurance maladie communautaire. L'Égypte couvre 78% de sa population et la Tunisie assure la couverture sanitaire de toute sa population (100%) (140).
- ▶ L'Afrique de l'Est s'impose comme la sous-région la plus performante, avec une croissance moyenne annuelle de 6% entre 2000 et 2016, illustrant, ainsi, les résultats de la diversification des économies (fintech, agriculture, services dont tourisme) et de l'investissement dans les infrastructures (électricité, espace aérien) (140).

Emergence d'une autonomie politique

- ▶ Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), créé en 2003, est l'un des aspects les plus innovants du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Par ce mécanisme d'auto-évaluation à caractère volontaire (analogue au mécanisme d'auto-évaluation de l'OCDE), les dirigeants africains peuvent soumettre leurs politiques et leurs pratiques à une évaluation par des pairs africains. Quatre domaines d'intervention sont concernés : la démocratie et la gouvernance politique, la gouvernance économique, la gestion des entreprises et le développement socio-économique. À l'issue du rapport d'évaluation, un Plan national d'action est élaboré. En 2015, la moitié des 35 pays membres du mécanisme africain d'évaluation par les pairs avaient été évalués (141).
- ▶ L'Agenda continental 2063, adopté en 2015 par l'Union africaine, est à la fois une vision et un plan d'action qui ambitionne de "transformer l'Afrique avec des économies vibrantes et inclusives, libérée du poids de la pauvreté, la fin des conflits et des maladies et qui est intégrée et connectée grâce aux réseaux de transports, à travers les technologies de l'information et de la communication". Le NEPAD en est l'organe exécutif (141).
- ▶ Lors du sommet de l'Union africaine de janvier 2018, il a été décidé de limiter la dépendance financière de l'organisation continentale. Alors que plus que 68% de ses programmes étaient financés par les bailleurs de fonds internationaux en 2015 (142), désormais et à titre illustratif, les États membres devraient financer, en 2018, 40% du budget de l'institution (143).

Le temps des Sages (2)

Vers une gouvernance de l'autonomie

- ▶ Si le capital humain est le substrat même d'un développement autonome de l'Afrique, la gouvernance globale en est une condition *sine qua non*. Car une telle forme de développement ne peut avoir lieu sans que des voies claires soient définies. Néanmoins, cette bonne gouvernance ne peut s'évaluer que sur le moyen et long terme si l'on ne veut pas verser dans l'afro-pessimisme ou – optimisme. C'est bien là tout le paradoxe du développement africain : le besoin de temps pour mûrir politiquement et économiquement est contrarié par l'urgence des défis à relever et le sentiment d'accélération exponentielle des évolutions.
- ▶ Déjà des progrès significatifs ont été réalisés en matière de développement du continent. Il importe de les faire connaître pour lutter contre l'image, souvent négative, renvoyée par les médias ou les institutions internationales. Car, d'une part, cette image a un impact direct sur les investissements étrangers, en baisse depuis 2012 (144) qui, à leur tour, ont des répercussions sur l'endettement africain. Celui-ci a affiché un taux de croissance moyen annuel de 5% sur la période 2000-2017 (145). D'autre part, les analyses centrées sur la pensée occidentale sont, souvent, biaisées par une profonde méconnaissance de l'Afrique et de ses mécanismes à l'œuvre.
- ❖ Ainsi, les indicateurs utilisés, tels que le taux de croissance du PIB, sont parfois loin de refléter la réalité d'un pays en développement. Ce qui compte n'est pas tant, en effet, ce taux annuel, mais la structure économique qui le génère. L'exemple des pays africains rentiers (croissance élevée, mais subordonnée aux cours mondiaux, indice de développement humain faible) est éclairant.
- ❖ L'Occident porte un regard sur l'évolution de l'Afrique d'autant plus compliqué qu'il appréhende difficilement la nécessité et l'effectivité du *leapfrog* africain, du fait tant de sa propre expérience (qu'il projette sur les autres) que des risques encourus par une trop prompte autonomie africaine (accès aux matières premières, mise en cause de marchés existants...).
- ▶ De fait, les instruments de l'autonomie africaine sont déjà en place. Il reste, maintenant, à en améliorer le fonctionnement et à en accélérer le déploiement sans mettre en péril les récents acquis. **Deux piliers caractérisent l'émergence de cette autonomie stratégique** : la coopération et la démocratie.
- ▶ **La coopération** permet aux Etats africains, au minimum, de s'épauler les uns les autres et, au maximum, de s'enrichir mutuellement, en libéralisant le commerce intra-africain et en constituant de vastes zones d'échanges, de plus en plus intégrées (cf. future zone de libre-échange continentale, espace aérien continental, projet de monnaie unique), auxquelles **il faudra bien ajouter, un jour, un territoire numérique continental unifié (.afr)**.

L'Afrique en marche n°12

Les mots de l'autonomie

73

- ▶ "L'Afrique est un grand continent, par ses forces vives, ses ressources et ses potentialités. Elle doit se prendre en charge, ce n'est plus un continent colonisé. C'est pourquoi l'Afrique doit faire confiance à l'Afrique. Plus que d'une aide humanitaire, c'est de projets de développement humain et social dont notre continent a le plus besoin" (146).

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Roi du Maroc

- ▶ "Les problèmes des Africains ne peuvent être réglés que par les Africains eux-mêmes. Nous ne demandons qu'à être accompagnés. (...) Il faudra que les États africains redéfinissent leur politique économique afin de favoriser leur développement et limiter leur dépendance des grandes puissances. (...) L'Afrique a raté trois révolutions industrielles, il est temps de se ressaisir grâce à la jeunesse africaine. Nous ne voulons plus qu'on nous donne de leçons" (147).

Alpha CONDÉ, Président en exercice de l'Union africaine,
30 janvier 2017-28 janvier 2018

- ▶ "Il s'agit de faire preuve de souveraineté économique, de faire des choix et d'assumer les conséquences. Y compris celle de ne pas avoir accès à des prêts quand on estime défendre une bonne option. Le Botswana sur la question agricole était contre les options de la Banque mondiale. La Banque a retiré ses sous. Dix ans après, la Banque est revenue pour dire : "Vous aviez raison ! Et nous conseillons aux pays voisins de faire comme vous". Felwine SARR, auteur d'AFROTOPIA (148).
- ▶ "Nous ne pourrions guère faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés, et avec nous le monde que nous partageons avec d'autres, sans idées neuves. Il s'agit de forger un puissant mouvement d'idées capables de peser sur les transformations que nous ne pouvons plus différer, de changer d'imaginaire et d'ouvrir la voie à des pratiques sociales neuves. L'émancipation de l'Afrique dans les conditions contemporaines passe par la production de nouvelles idées, dans un geste qui restitue aux idées une relative autonomie. La réalité est que la répétition indéfinie de vieilles idées nous aura coûté extrêmement cher". Achille MBEMBE, philosophe théoricien du post-colonialisme (149).

Le temps des Sages (3)

- ❖ Les Communautés Economiques Régionales réalisent, chacune selon son rythme, des progrès considérables, tant sur le plan de la consolidation économique que de l'harmonisation politique.
- ❖ Parallèlement, l'organisation internationale des Etats africains que représente **l'Union africaine, œuvre à la création de la plus grande entité territoriale que l'humanité ait jamais connue**. A la fois Conseil des anciens et arbre à palabre sous lequel les sujets critiques peuvent être débattus, l'Union africaine ambitionne d'être un puissant moteur de l'autonomie du continent, d'autant qu'elle dispose d'une vision de long terme -l'Agenda 2063 "L'Afrique que nous voulons" -adoptée en 2015.
- ❖ Parallèlement, de multiples organisations, souvent peu ou mal connues, œuvrent au renforcement de la solidarité et de l'autonomie du continent ou de territoires transnationaux, comme le Consortium international pour la coopération du Nil.
- ❖ Une volonté grandissante de coopérer se manifeste au sein de nombreux Etats africains, motivée, notamment, par les impacts du changement climatique : "Face à ces nouveaux défis, nos Etats doivent impérativement renforcer leurs dispositifs en les adaptant au nouveau contexte climatique ; nous devons également avoir à l'esprit que pris individuellement, nos pays auront du mal à relever le défi et que seule la coopération internationale nous permettra de juguler ces nouveaux fléaux" (150).
- ❖ Si la coopération intra-africaine est une nécessité et une évolution évidente pour le continent, en revanche, **toute la difficulté réside, aujourd'hui, dans la coopération avec des instances non-africaines**. En effet, l'autonomie du continent est au prix d'un exceptionnel effort de discernement et de hiérarchisation des priorités (151).
 - Comment distinguer les pays étrangers réellement parties prenantes du développement de l'Afrique –plus particulièrement parce qu'ils se sentent menacés par ses migrants et préfèrent contribuer à les fixer chez eux– et ceux qui constituent, en réalité, la nouvelle vague des néo-colonisateurs ? Comment distinguer le don de l'achat déguisé de futures faveurs ?
 - Comment, surtout, s'offrir le luxe de refuser une aide étrangère, quelle qu'en soit la forme, lorsque les besoins sont si pressants et que de nombreuses vies peuvent en pâtir ?
 - Si l'indépendance devient impossible dans le monde interdépendant du 21^{ème} siècle, quel degré d'autonomie est-il, néanmoins, à la portée du continent africain ?
- ❖ Enfin, une fois que les institutions de l'Union africaine auront été réformées au profit de son renforcement, il sera temps de faire entendre la voix du continent sur la scène mondiale, c'est-à-dire là où se joue l'aide, susceptible de stimuler le développement durable de la région (Banque mondiale, FMI, G-20...). Auparavant, les représentants du continent devront avoir clairement défini leurs priorités et fixé le prix à payer pour leur autonomie (abandon du CFA, renoncement à certains investissements...).

Le temps des Sages (4)

75

► Second pilier caractérisant l'émergence de l'autonomie politique du continent, **la transition démocratique africaine est en cours, au rythme des guerriers cédant le pouvoir aux sages.**

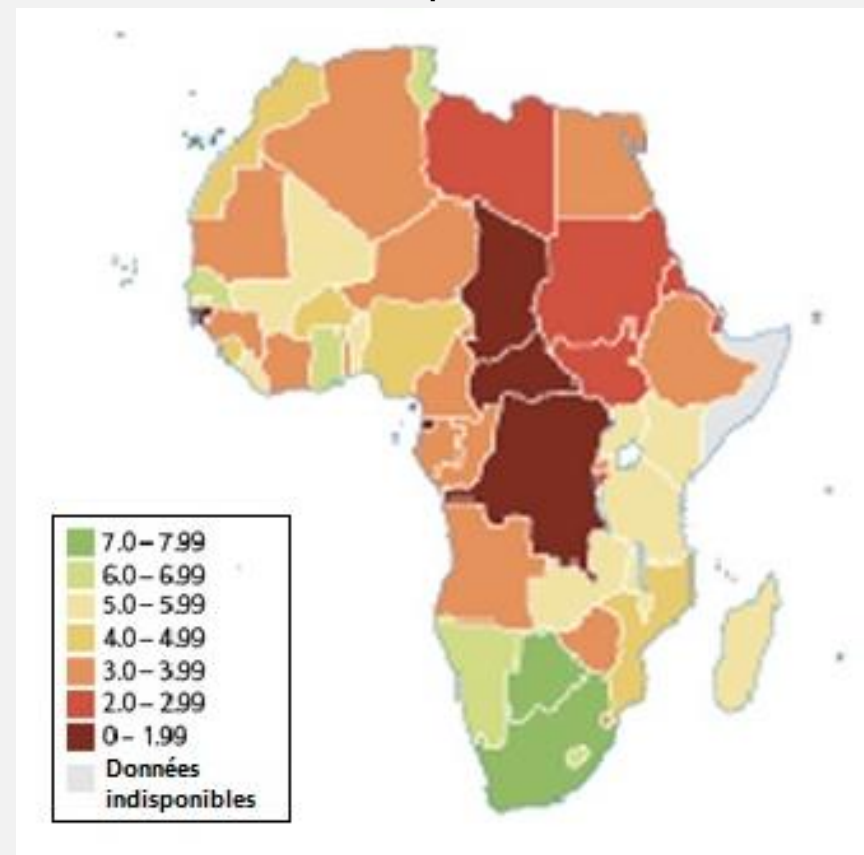
❖ L'hégémonie des pays rentiers (Afrique du Sud, Algérie, Nigéria) cède progressivement le pas à l'émergence de puissances moyennes (Kenya, Éthiopie...) qui forgent un continent multipolaire. **Un premier niveau de démocratie apparaît**, donc, à l'échelle de l'ensemble des États africains, **au sein de l'Union africaine.**

❖ **Le second niveau de démocratie concerne, à la fois, la participation des citoyens aux choix de leurs gouvernants et le respect de leurs droits fondamentaux**, tel qu'assuré par la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples.

- Les violences pré et post-électorales commencent à régresser au fur et à mesure de la libre participation aux élections et du respect des suffrages (cf. carte ci-contre). De plus, en plus de successions à la tête des États sont assurées pacifiquement (Nigeria, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Bénin, Cap-Vert...).
- Ces transitions sont d'autant plus importantes que le manque de confiance de la population à l'égard de dirigeants qui s'enrichiraient au détriment du développement de leurs gouvernés augmente les risques de violence et de revendications sécessionnistes. Certes, un jour pourrait venir où les frontières héritées du colonialisme seraient remises en cause. Mais d'ici là, le génie africain de la coopération régionale pourrait avoir rendu vaine la question des clivages, s'il est parvenu à mettre en place de véritables espaces communs et une libre circulation endo-africaine.

Indice de démocratie en 2017

(score de 0 à 10 : parfaite démocratie)



Source : Economist Intelligence Unit

L'Afrique en marche n°13

Vers une démocratie à l'africaine ?

76

- ▶ "Même si tout n'est pas parfait, l'Afrique a démontré sa capacité à organiser des élections et à prendre son destin en main. Nous n'acceptons plus les coups d'Etat".

Alpha CONDE, Chef de l'Etat guinéen, Président en exercice de l'Union africaine (année 2017) (152).

- ▶ "Il y a beaucoup d'innovations à l'œuvre en Afrique même si la plupart du temps, elles ne retiennent pas l'attention.

- ❖ L'île Maurice tente, par exemple, un dispositif institutionnel de partage du pouvoir qui semble bien fonctionner jusqu'à présent.
- ❖ la Cour constitutionnelle au Bénin n'est pas l'imitation d'un modèle directement tiré d'une démocratie établie. Elle a été établie sur la base des leçons tirées de l'historique politique béninoise.
- ❖ Le modèle de la séparation des pouvoirs au Ghana, qui se situe entre le système parlementaire de Westminster et un système présidentiel proche de celui de Washington, est également relativement unique".

Abdul Tejan COLE, Directeur exécutif d'Open Society Initiative for West Africa (153).



Source :

http://www.alimoussaiye.com/uploads/2/2/0/3/22035380/1022805_orig.jpg

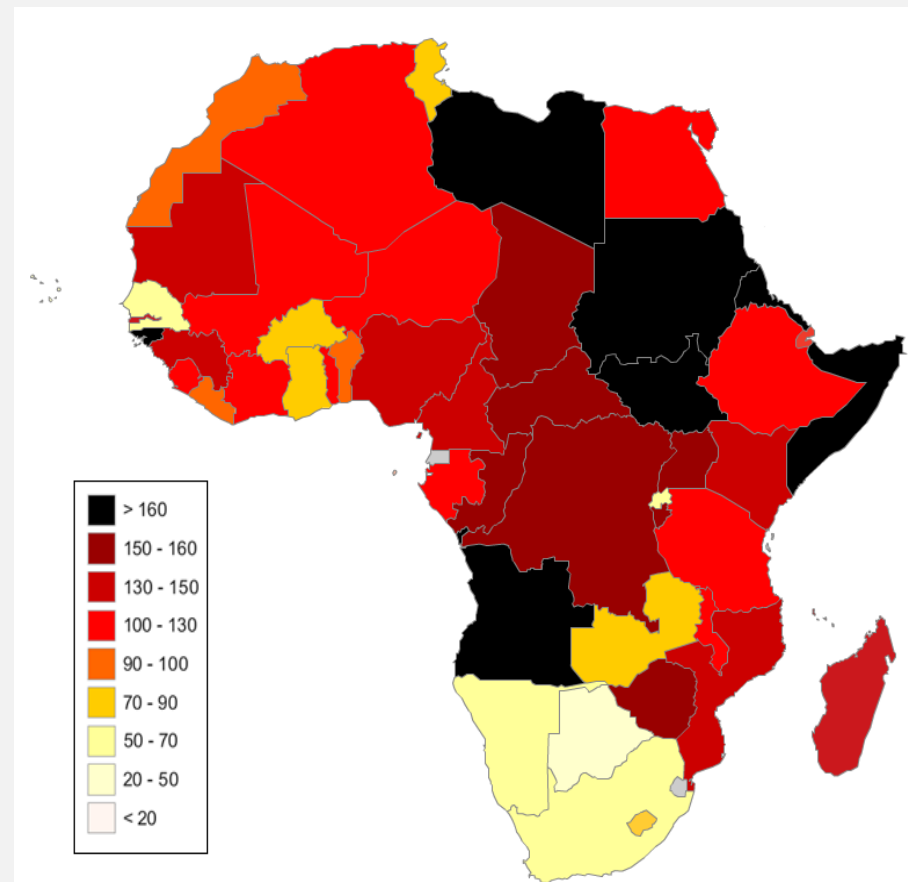
Le temps des Sages (5)

77

❖ **Un troisième niveau de démocratie se met en place, à travers la gouvernance multi-niveaux.** Selon le régime adopté (censitaire, représentatif ou direct, par exemple), la démocratie n'est pas forcément le gouvernement par le peuple, mais toujours pour le peuple. Son pire ennemi est, donc, moins l'autoritarisme que la corruption qui se fait au détriment du peuple.

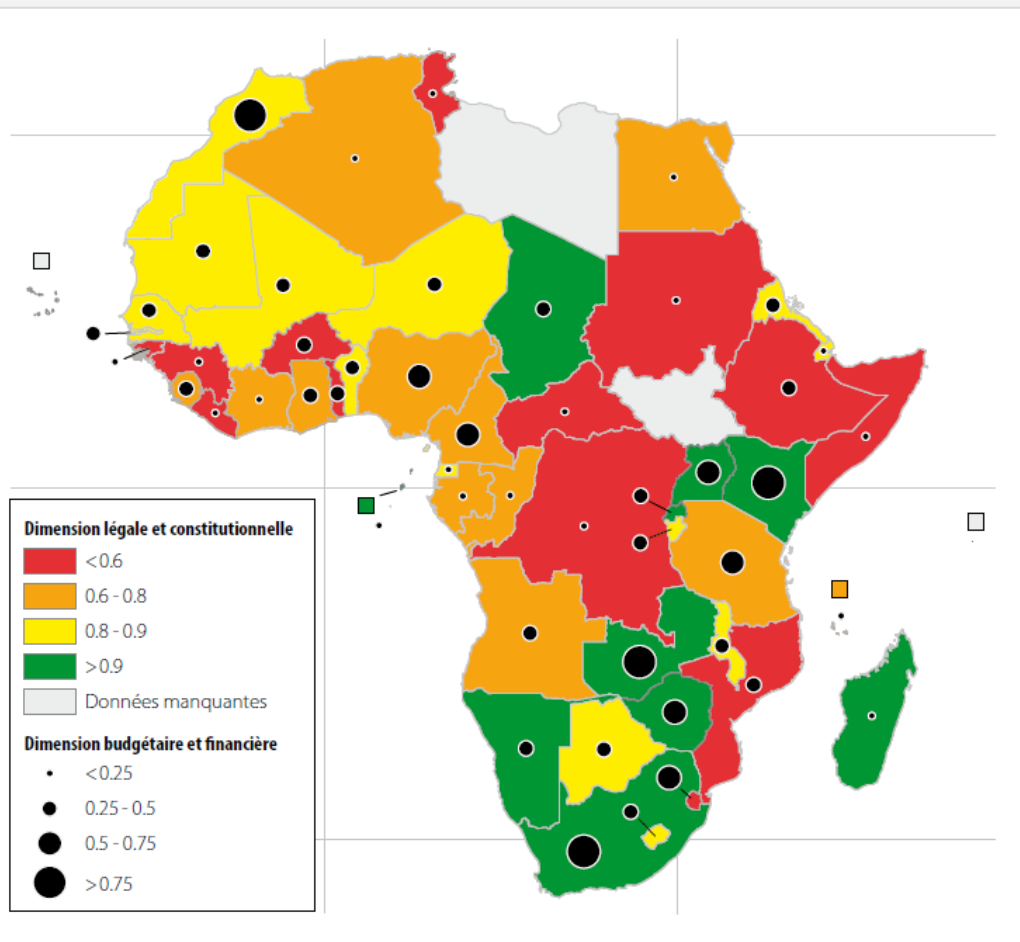
- La gouvernance multi-niveaux -qui assure la coordination entre les différents niveaux de décision (autorités supranationales, nationales et territoriales...)- est un instrument essentiel. Celui-ci permet, d'une part, de renforcer l'efficacité en évitant les doublons, les dispersions, les orientations opposées... et, d'autre part, de décentraliser les pouvoirs, en confiant davantage de responsabilité aux territoires et à leurs élus locaux ou régionaux.
- De fait, la décentralisation progresse dans nombre de pays africains, y compris fortement autoritaires ou centralisés, facilitant le recours à la subsidiarité (règlement des problèmes au plus près de leur source), le rapprochement entre gouvernants et gouvernés et le développement local. Elle permet, aussi, de mieux répondre aux besoins spécifiques des populations locales grâce à la territorialisation des politiques publiques.

**Indice de perception de la corruption en Afrique en 2016
(classement des pays)**

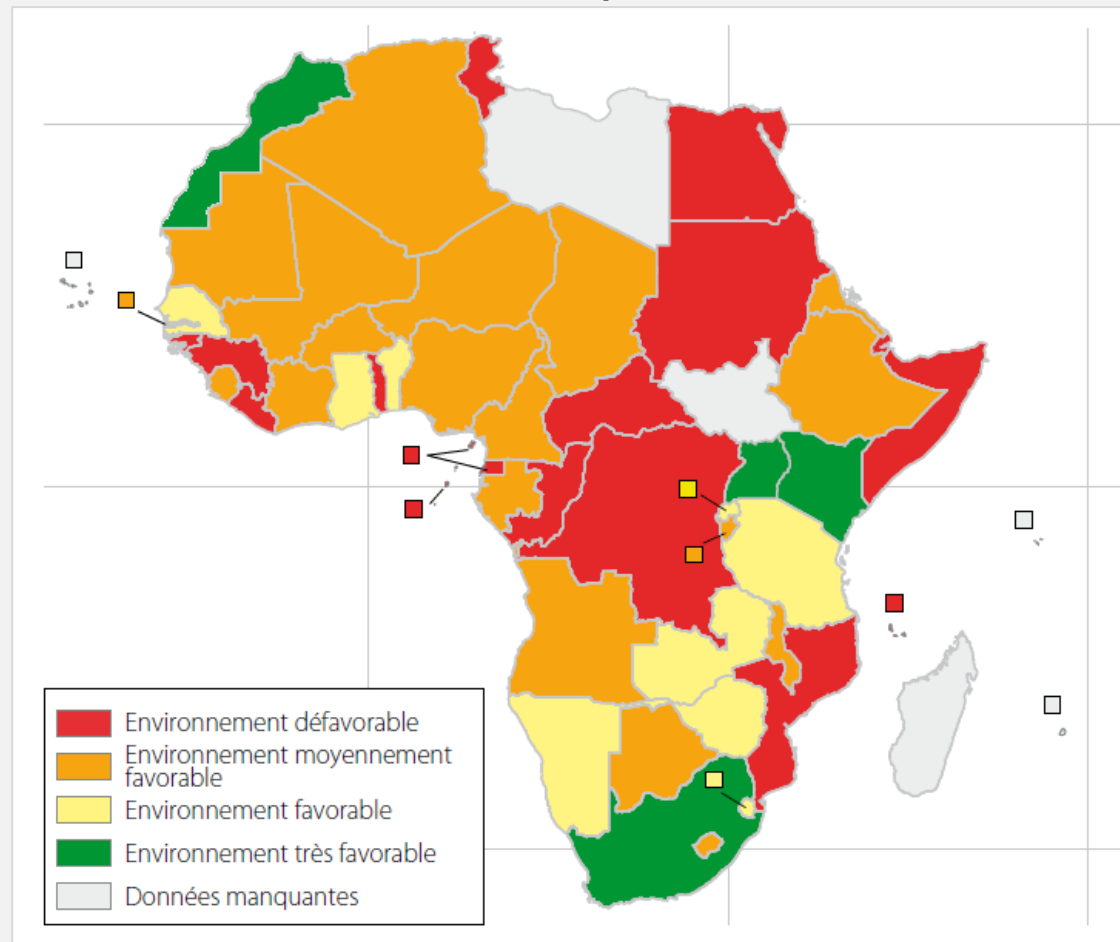


Source : Traitement IRES des données de Transparency international

La situation de la décentralisation en Afrique en 2015



L'état de l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique en 2015



Source : Traitement IRES des cartes issues du rapport intitulé "une nouvelle ruralité émergente: regards croisés sur les transformations rurales africaines", NEPAD

Le temps des Sages (6)

Vers une identité réconciliée

- ▶ La conjugaison de ces caractéristiques, fortes de l'ADN africain, que sont l'*ubuntu* et les *Bashingantahe*, ces leaders africains pacificateurs, conduit à **mettre l'accent sur deux moteurs**, particulièrement puissants, d'un développement autonome de l'Afrique : **la réconciliation de l'Africain avec lui-même et avec la nature**. Là encore, le *leapfrog* est au cœur de ces stratégies d'avenir.
- ▶ Que signifie se réconcilier avec soi-même pour un Africain, au-delà des réconciliations post-conflits (cf. chapitre 3 de la 2^{ème} partie) ?
 - ❖ L'ouverture de l'Africain aux autres est telle qu'il est prompt à embrasser des cultures étrangères s'il les trouve bénéfiques. A ce phénomène, se sont ajoutées l'emprise coloniale qui a imposé sa propre vérité à l'Afrique (20^{ème} siècle) et, aujourd'hui, une emprise intellectuelle, occidentale et hégémonique (modèles économiques...).
- ▶ Adopter des apports extérieurs enrichissants permet, incontestablement, de progresser, sous réserve que cet apport ne se fasse pas au détriment d'une riche culture autochtone. Or, l'évolution vers des sociétés humaines plus épanouies -une aspiration universelle, finalité même de l'économie et du politique- n'est pas l'apanage d'un seul chemin qui serait de type occidental. Cette conscience émerge de plus en plus au sein de la société panafricaine, réunissant les Africains vivant en Afrique ou à l'étranger.
- ▶ La marche en avant forcée, imposée à l'Afrique pour rattraper la "modernité occidentale", l'a longtemps privée d'une réflexion distanciée sur ces sujets.
 - ❖ La volonté d'être un bon élève n'a pas encouragé l'Afrique à développer sa propre voie. Mais les transitions évoquées au cours des chapitres précédents, l'imminence d'un véritable changement de monde dans sa globalité forment un "moment stratégique", idoine pour que l'Afrique construise son propre chemin. Un chemin syncrétique, puisant le meilleur à la fois dans sa culture traditionnelle et dans celle du monde occidental qui a formé ses élites.

Le temps des Sages (7)

- ▶ Concrètement **les leapfrogs**, susceptibles d'être engendrés par cette identité élargie pourraient être les suivants :
 - ❖ **Renforcer et exploiter l'atout du polyglottisme** : langues vernaculaires pour préserver les concepts autochtones et les langues véhiculaires (anglais et français) pour dépasser la barrière linguistique entre l'Est et l'Ouest du continent.
 - ❖ **Elaborer un mode de management entrepreneurial**, fondé sur la concertation et la reconnaissance de la primauté de l'aptitude sur la compétence, en ligne avec la "*start-up attitude*".
 - ❖ **Ancrer la diaspora dans le continent**, en acceptant la double nationalité pour tous les ressortissants africains, nés ou non sur le continent.
 - ❖ **Elaborer un droit foncier nouveau**, tenant compte à la fois :
 - de l'instauration de la propriété tribale inaliénable (cf. arrêté de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples du 26 mai 2017 relatif aux Ogiek (154)) et de la protection intangible des terres sacrées qui constitueraient, de facto, des sanctuaires de biodiversité,
 - des droits coutumiers régissant les terres exploitées par les populations rurales,
 - des avancées les plus récentes en matière de préservation des écosystèmes (corridors écologiques, conservatoires d'espaces naturels ...).
- ❖ **Créer un statut définitif et opposable de peuples premiers**, sur la base d'une définition objective, indépendante de l'appréciation des Etats, annexée à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples.
 - Ce statut permettrait de dresser une liste exhaustive de ces peuples et de cartographier leur territoire et leurs terres sacrées (condition de la sanctuarisation).
 - Il viserait à préparer l'accueil de ceux qui veulent venir à "la modernité" afin d'éviter les erreurs commises ailleurs (Etats-Unis, Australie).
 - Il protégerait ces cultures comme autant de trésors nationaux, selon des conditions à la fois de respect de la personne humaine et de concertation, fixées collégialement.
 - Il reconnaîtrait le droit de ces peuples à ne pas se voir imposer une autre culture, notamment à travers l'alphabétisation.
- ❖ **Organiser la formation et l'encadrement des guérisseurs africains**, détenteurs des connaissances de la pharmacopée locale et d'une analyse holistique du fonctionnement humain (analogue à la médecine chinoise), notamment en relation au stress et au bien-être, une préoccupation mondiale, aujourd'hui, au regard du développement des maladies mentales (155).

Le temps des Sages (8)

81

- ❖ **Développer un urbanisme spécifique**, hors des modèles occidentaux, correspondant aux spécificités des infrastructures -réservoirs d'eau sur les toits béninois, par exemple-, à la nature du climat -architecture rafraichissante (156)-, au rythme de la croissance urbaine -villes multipolaires, espaces vivriers- et de la mobilité nécessaire entre la ville et son hinterland -hubs intermédiaires-.
- ❖ **Instaurer un service civil obligatoire pour tous les jeunes**, de durée variable selon les niveaux d'étude (1 à 2 ans), permettant de disposer d'un réservoir de main-d'œuvre pour des projets prioritaires d'inspiration *ubuntu* (Muraille verte, par exemple) et offrant une formation et une occupation momentanée à une population désœuvrée : entre 27.400 et 33.000 jeunes entrent dans le marché du travail africain chaque jour, seulement 8.200 ont trouvé un emploi formel en 2015 (157).
- ❖ **Systématiser l'enseignement à l'école primaire d'un corpus historique des grands penseurs du continent**. L'Université Gaston BERGER (Sénégal) s'est déjà engagée dans cette voie (Faculté des civilisations, arts et cultures et Département de langues africaines).

▶ "Dans le passé, la vénération pour l'Afrique était considérable, que ce soit pour son génie naturel, son goût pour l'apprentissage ou son organisation religieuse. Ce continent a nourri un certain nombre d'hommes de grande valeur, dont le génie et l'assiduité ont apporté une contribution inestimable à la connaissance des affaires humaines." (158)

Johannes Gottfried KRAUS,
Recteur de l'Université de Wittenberg, 1734

▶ "Pour que le monde entier la respecte, l'Afrique doit se montrer fière d'elle-même et prendre conscience de ses richesses intellectuelles et culturelles."

Cheick Modibo DIARRA, Astrophysicien malien,
ancien Premier Ministre du Mali

▶ "Depuis le début de ce siècle, l'Afrique a, en l'espèce, entamé un tournant culturel de très grande ampleur, dont les contours ne font que se dessiner et dont on ne mesure pas encore toute l'importance. Partout émergent de petits collectifs décidés à prendre à bras-le-corps les questions longtemps laissées en friche. (...) La création artistique explose et, avec elle, notre présence renouvelée au monde. Les diasporas se consolident et retrouvent la voix qu'elles avaient perdue au lendemain de la décolonisation." (1)

Achille MBEMBE, Historien et philosophe camerounais & Felwine SARR,
Economiste et écrivain sénégalais

Focus n°20

Le rôle du sport en Afrique

82

Le rôle sociétal du sport

Le sport joue un rôle particulièrement important en Afrique, la plus jeune population du monde. A titre illustratif, parmi les 38 pays dans le monde disposant, en 2017, d'un âge médian de la population, inférieur à 20 ans, 35 pays se situent en Afrique (159).

- ▶ Sur le plan sociétal, il présente de multiples avantages :
 - ❖ Instrument de renommée d'un pays (exemple : les Lions de l'Atlas - Maroc- et facteur d'union des pays (Coupe d'Afrique des nations), il renforce la fierté collective.
 - ❖ Lieu de brassage social (clubs) et instrument de lutte contre les inégalités quand les lieux de pratique sont publics et ouverts à tous, le sport permet de lutter contre les multiples ségrégations (femmes, pauvres...).
 - ❖ Moyen de sortir de la spirale de la misère systémique pour quelques uns et d'avoir une éducation pour tous, le sport est un outil de canalisation de l'agressivité et de relâchement des tensions individuelles. Il enseigne la discipline et l'effort, le respect des règles et la socialisation.
- ▶ Inversement, il peut rapidement devenir un foyer de ressentiment dès lors que son accès est exclusif et engendrer une escalade de violence : la triche pour accéder aux installations sportives, par exemple, conduit au durcissement des contrôles qui conduisent, en retour, à la casse. D'où le renforcement des accès (murs, barbelés...).
- ▶ Enfin, la décolonisation voit réapparaître des pratiques sportives traditionnelles, comme le Nzango congolais (présent aux jeux africains de Brazzaville, 2015) et le Jukskei (Afrique du Sud, Namibie).

Perspectives

- ▶ Les sociétés africaines ne sont pas à l'écart du développement exponentiel de la planète Sports, bien que leur accès aux sports codifiés et aux équipements pour activités sportives ait été plus tardif que dans les autres pays (160).
- ▶ Le rôle géopolitique du sport s'est affirmé dès le boycott des jeux olympiques de Montréal en 1976 (au titre du panafricanisme) et, plus récemment, comme un accélérateur de mondialisation, à travers, par exemple, la tenue du Mondial de football en Afrique du Sud en 2010 (160).
- ▶ Son rôle économique s'impose aussi de plus en plus :
 - ❖ Le Caire, Kinshasa, Rabat, Alger, Lagos, Luanda et Dakar disposent de stades de 60.000 places et plus (161). La construction de grands stades a souvent été l'occasion de bénéficier de la manne de la coopération internationale ; les autres infrastructures sportives qui parsèment le continent contribuent, aussi, à l'essor du secteur africain de la construction (160).
 - ❖ Dans les pays organisateurs d'événements sportifs, les compétitions accélèrent les aménagements et les mutations urbaines, notamment, grâce aux ressources internationales dans le cadre des Coupes d'Afrique des Nations (160).
 - ❖ Au-delà des infrastructures, il est nécessaire, désormais, pour aller plus loin, de professionnaliser la pratique du sport : créer des équipes qui aient des écoles de sport, passer des amateurs aux professionnels, des associations aux sociétés anonymes.

Le temps des Sages (9)

► Ces *leapfrogs* possibles montrent qu'il existe, encore, de vastes marges de progression dans cette réconciliation de l'Africain avec ses origines. Toutefois, depuis le début du 21^{ème} siècle, un mouvement manifeste s'exprime dans ce sens et progresse sous des formes aussi variées que, par exemple :

- ❖ le recours à l'anthropologie pour adapter localement les mesures de prévention et de soin en cas d'épidémies grâce au réseau Anthropologie des Epidémies Emergentes (162),
- ❖ la réalisation de films de fiction, fondés sur la mythologie des Orishas et d'un jeu vidéo camerounais (Aurion, l'héritage des Kori-Odan), conçu comme un *vecteur culturel, de partage et de sauvegarde du patrimoine visant à éduquer les joueurs* (163),
- ❖ le projet sud-africain Zamani (université de Cape Town), en créant des représentations numériques des sites historiques africains, cherche à fournir des données destinées à la recherche, à l'enseignement, à la restauration et à la conservation et à accroître la sensibilisation au patrimoine culturel tangible en Afrique et à l'étranger (164).

Le sport, un concentré d'Afrique

La pratique du sport codifié de haut niveau a permis à l'Afrique de s'illustrer sur la scène internationale (course, football...).

Mais la pratique sportive populaire joue un rôle sociétal beaucoup plus important, en favorisant les brassages et en luttant contre les multiples ségrégations.

Par son rôle éducateur et mobilisateur, elle constitue un facteur efficace d'autonomie, physique et collective et un lieu d'apprentissage de la réconciliation entre joueurs.

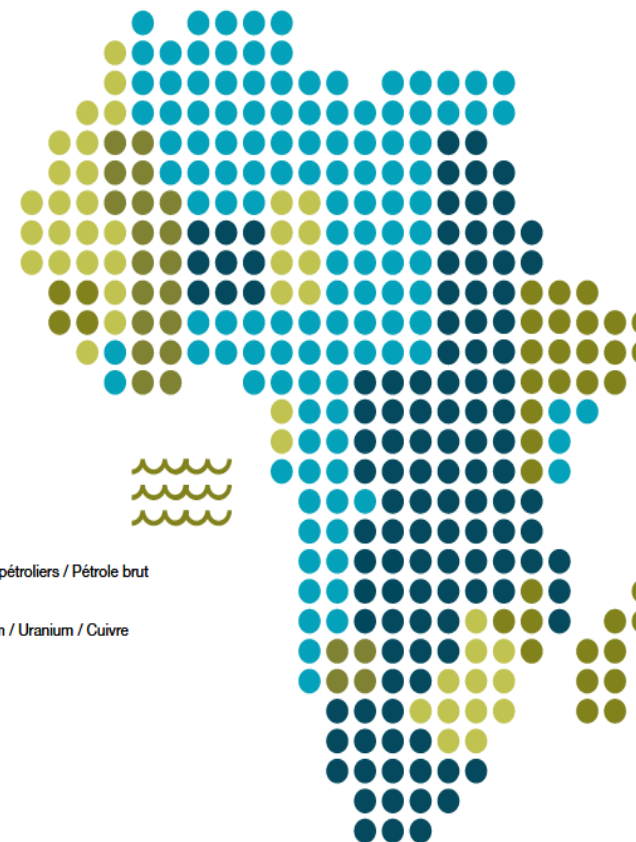
Enfin, le sport constitue un moyen de renouer les liens intergénérationnels, comme le montre la réapparition de pratiques traditionnelles, notamment du jeu, l'autre face du sport (cf. Focus n°20).

Le temps des Sages (10)

Vers une écologie africaine

- ▶ La réconciliation avec la nature est un ressort puissant du développement autonome du continent pour, au moins, trois raisons :
 - ❖ Les biomes africains, d'une richesse exceptionnelle, concentrent une abondante biodiversité (cf. chapitre 1 de la 1^{ère} partie).
 - ❖ L'économie de la restauration (cf. Transition économique (7) - chapitre 1 de la 3^{ème} partie) peut contribuer à améliorer la situation de nombreuses populations rurales.
 - ❖ Une agriculture plus écologique pourrait produire de meilleurs rendements sans dégrader les sols (cf. chapitre 2 de la 2^{ème} partie).
- ▶ Une approche écologique, comme celle de l'économie bleue de PAULI, par exemple, permettrait d'induire un développement soutenable, à travers une consommation raisonnée des ressources naturelles, l'apport d'une plus grande valeur ajoutée, le biomimétisme et le recyclage.
 - ❖ Parallèlement, le bénéfice de ces nouvelles ressources contribuerait à mettre un terme à l'exploitation d'autres ressources, comme le bois de rose malgache malgré l'interdiction de sa commercialisation en 2010 (165).
- ▶ Plusieurs *leapfrogs* significatifs se font jour, à des stades plus ou moins avancés.

Les pays africains seront mieux en mesure de tirer parti de leurs ressources naturelles pour une croissance inclusive et durable

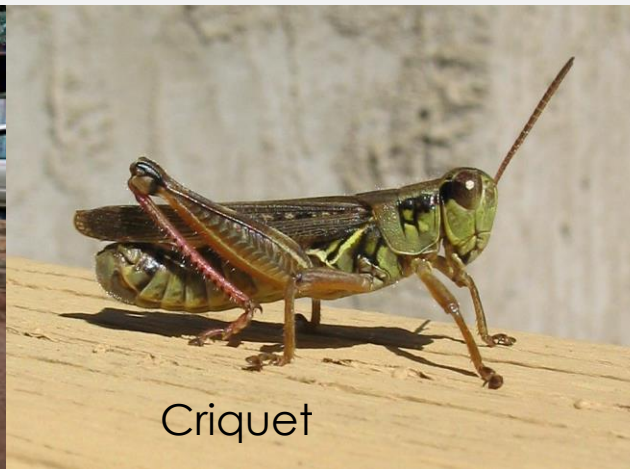


- Pétrole
Pétrole/ Pétrole / Gaz naturel / Produits pétroliers / Pétrole brut
- Métaux / Minéraux
Fer / Minéraux / Phosphates / Aluminium / Uranium / Cuivre
- Métaux précieux / Minéraux
Or / Diamants / Platine
- Produits du bois
Bois de construction
- 〰 Pêches
- Terres
Agriculture / Planification régionale et urbaine / Réserves Naturelles

Source : Centre africain des ressources naturelles: catalyser la croissance et le développement par une gestion efficace des ressources naturelles, BAD



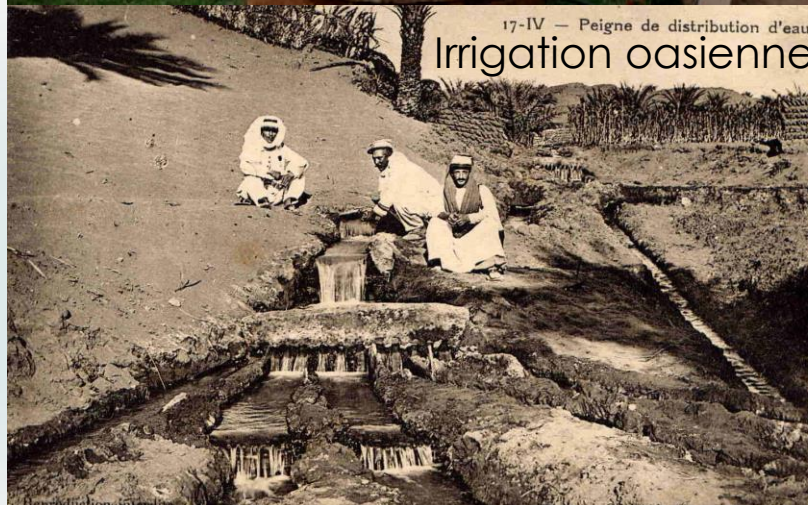
Ferme quasi-autarcique Songhai



Criquet



Banane enset



17-IV — Peigne de distribution d'eau
Irrigation oasienne



Culture zai



"Courge" de Guinée

Source :

<http://guideperrier.ca/centres-songhai/>

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Criquet_%C3%A0_pattes_rouges.jpg

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ensete_ventricosum_-_Flower_detail_2.jpg

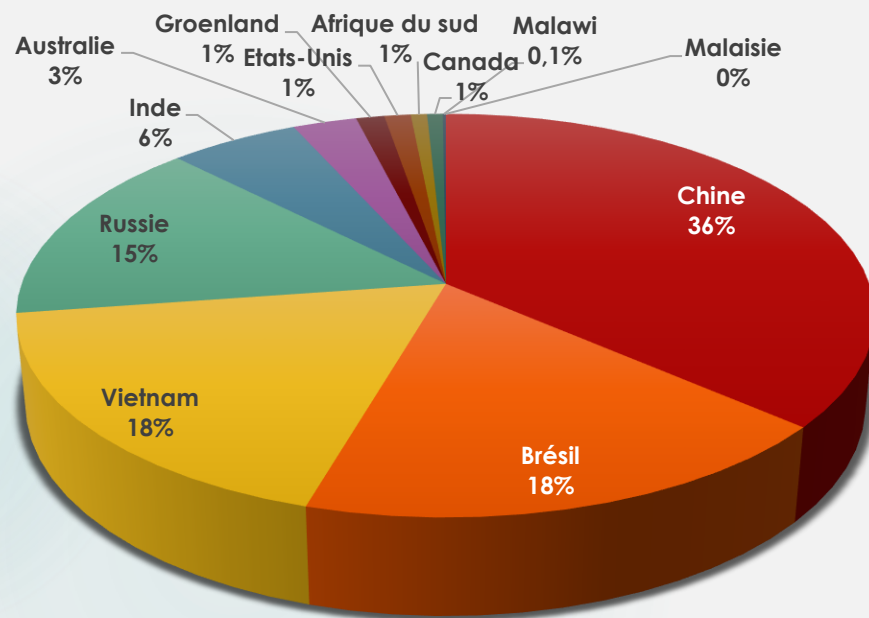
http://christianpotin.canalblog.com/albums/systemes_d_irrigation_traditionnels_au_maghreb/photos/79166772-peigne_a_eau_oasien_dans_le_sud_algerien.html

<http://solidaritefsm2011.blogspot.fr/2013/03/technique-du-zai-2e-partie.html>

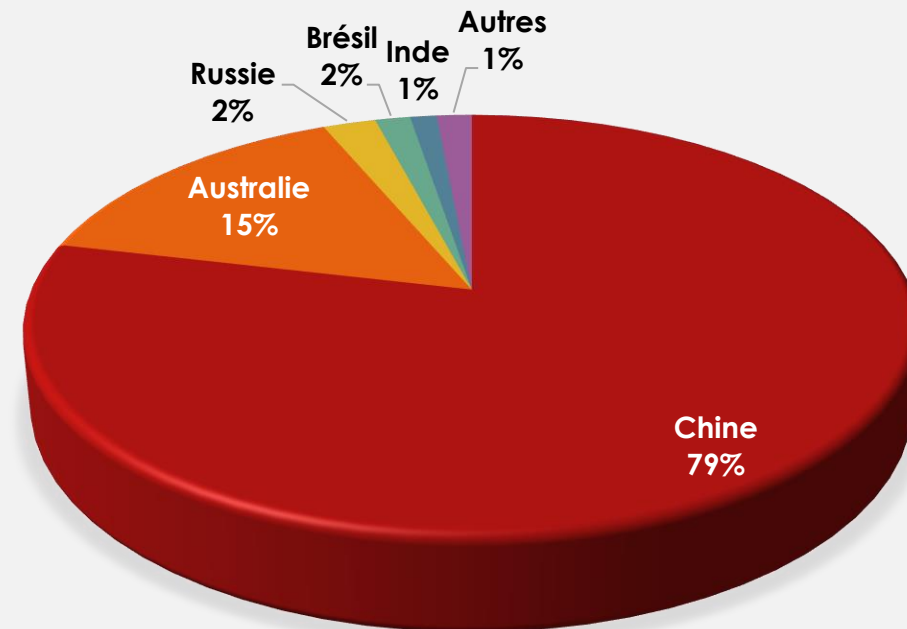
<https://www.nap.edu/read/11763/chapter/9>

Valoriser les ressources naturelles

Répartition des réserves en terres rares en 2017



Répartition de la production minière de terres rares en 2017



Source : Traitement IRES des données de US Geological Survey Minerals Information: Rare Earths

[_https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/rare_earth/mcs-2018-raree.pdf](https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/rare_earth/mcs-2018-raree.pdf)

Le temps des Sages (11)

- ▶ La biodiversité est trop souvent perçue comme un frein au développement alors que son exploitation raisonnée, fondée sur sa transformation et un prélèvement maîtrisé, peut être une source importante de revenus.
 - ❖ **La pharmacopée traditionnelle africaine est essentielle à plusieurs titres :**
 - D'une part, elle permet d'apporter des soins à des populations dépourvues de moyens ou d'accès à d'autres types de médecine (cf. les femmes herboristes de Bamako).
 - D'autre part, elle constitue un atout précieux pour l'élaboration de nouveaux produits pharmaceutiques.
 - Enfin, l'engouement pour la phytothérapie lui ouvre un marché fructueux, comme la surexploitation du pygeum (prunier d'Afrique) l'a montré.
 - ❖ Néanmoins, sa valeur ajoutée est principalement perçue par les sociétés étrangères qui transforment ces produits. Des efforts minutieux pour répertorier ce riche capital naturel ont permis de recenser près de 1.000 plantes de 8 pays d'Afrique de l'Ouest (166). Mais cet effort de recensement doit être poursuivi à l'échelle du continent. Ainsi, l'exportation ou la transformation in situ pourrait faire l'objet de politiques ciblées (régulation de l'exploitation, préférence nationale, aide à la transformation in situ...), permettant à la fois de préserver ce capital et d'en tirer un meilleur profit.
- ❖ Autre secteur d'intérêt, **le recensement des plantes réellement endémiques** et l'analyse de leurs vertus nutritives permettraient de sélectionner les plus riches pour les cultiver, en priorité. Leur caractère endémique maximise leur productivité pour un effort agricole minime.
- ❖ Enfin, bénéficiant de la préoccupation mondiale croissante de diversification des apports protéiniques, **le continent pourrait rapidement et, à peu de frais, devenir le premier producteur mondial de protéines acridiennes** (criquets). Leur haute valeur nutritive permettrait de confectionner des aliments de premier secours lors de famines et d'enrichir la diète quotidienne des populations pauvres.
- ▶ Le continent concentre environ 30% des ressources minérales de la planète (167). Le *leapfrog* consiste, dans ce domaine, à développer, en premier, les ressources stratégiques futures (non fossiles), sous réserve de modes d'extraction non dommageables pour l'environnement. Cela exclut, donc, les terres rares, mais favorise la bauxite, comme en Guinée -troisième producteur mondial de bauxite en 2017- (168). Or, l'aluminium est en passe de remplacer le cuivre dans les fils électriques, d'où le développement de sa production de l'ordre de 4% l'an, en moyenne, entre 2010 et 2016 (169).

Le temps des Sages (12)

► C'est dans le domaine agricole que le continent peut, sans doute, le mieux exprimer sa capacité à prendre une longueur d'avance sur le reste du monde, **en puisant dans ses savoir-faire ancestraux** :

- ❖ En Somalie, suite à une sécheresse catastrophique, le gouvernement a lancé "*Somaseeds*", un plan de restauration des semences anciennes abandonnées, particulièrement adaptées à l'aridité sorgho... (170).
- ❖ Le projet "*Crop Wild Relatives*" vise à hybrider les plantes alimentaires domestiques avec leurs cousines sauvages, de manière à stimuler leur résistance aux maladies et leur adaptation au changement climatique. Il a permis à la Côte d'Ivoire de développer une nouvelle espèce d'aubergine, plus résistante aux nuisibles, au climat, aux maladies (171).
- ❖ L'*enset* est une des plus anciennes espèces de bananes, cultivée depuis toujours en Ethiopie. Plus nutritive que des céréales, résistante aux inondations comme à la sécheresse, elle connaît, aujourd'hui, un nouveau regain d'intérêt, notamment pour lutter contre la faim (172).

- ❖ En 1974, un paysan burkinabé, Yacouba SAWADOGO s'est assigné pour mission de réintroduire le Zai, une méthode oubliée de culture traditionnelle afin de restaurer l'agriculture sur les terres, en voie de désertification. En 2014, 3 millions d'hectares de terres burkinabées stériles avaient été réhabilitées et la technique a été reprise dans 8 pays du Sahel (173).



Source : <http://www.courantpositif.fr/wp-content/uploads/2013/10/Yacouba-Sawadogo.png>

Le temps des Sages (13)

Changement d'échelle

L'Afrique en marche s'avère de plus en plus coopérante et innovante, notamment lorsqu'elle puise dans ses savoir-faire et savoir-être traditionnels et dans sa relation ancestrale à la nature.

Cependant, afin de soutenir le rythme de développement nécessaire pour sortir des millions d'Africains de la pauvreté et éviter que les nouveaux venus n'y sombrent, **les progrès réalisés doivent être disséminés et confortés** et, ceux à venir, accélérés. Non dans la hâte, mais dans une vision stratégique claire et collégialement assumée.

Sans vraiment en être conscient, le continent s'achemine vers un futur visionnaire, certes distant (2050), mais chaque jour plus réalisable.

Trois "grands projets", véritables *game changers* -à la fois facteurs de rupture et accélérateurs- **peuvent changer la donne** : **l'Afrique, laboratoire vivant d'un futur écologique** ; **la mutualisation continentale** ; **l'Afrique bleue**. Leurs ingrédients sont déjà là : il ne reste plus qu'à passer à une nouvelle échelle, à la fois continentale et locale.

► **Vers un *living lab*** à l'échelle du continent ? A des problèmes nouveaux, par leur nature ou leur ampleur, doivent correspondre des solutions nouvelles et de nouveaux modes de conception, centrés sur les utilisateurs finaux plus que sur la technique.

- ❖ "Environnement ouvert d'innovation en grandeur réelle, où les utilisateurs participent à la création des nouveaux services, produits et infrastructures sociétales" (174), le living lab place l'utilisateur au cœur du processus d'innovation (cf. **Focus n°21**).
- ❖ L'objectif de ce grand projet serait de mettre en place un organisme continental, aidant les entreprises à trouver le meilleur terrain de test, imposant un accord-cadre unique pour tout le continent, garantissant un suivi local du déroulement et s'assurant, à la fois, des retombées positives pour les populations et l'environnement locaux et de leur dissémination (bases de données ouvertes).
- ❖ Un tel organisme, sorte d'ENoLL (European network of living labs) africain, favoriserait les innovations, spécifiquement adaptées aux besoins et aux contraintes du continent, en ligne avec ses choix stratégiques (développement durable, écologie...). Il offrirait aux start-ups locales le cadre opérationnel, capable d'accélérer leur développement et rassurerait les partenaires et investisseurs, amorçant, ainsi, un cercle vertueux.

Focus n° 21

Living Lab, les laboratoires vivants

Situation

- ▶ Afin de favoriser des développements innovants, un territoire donné peut se constituer en "laboratoire vivant". Il constitue, alors, un espace de co-création et d'innovation ouverte, permettant la collaboration entre les usagers, les acteurs publics, les acteurs privés, les associations et les chercheurs afin de tester en conditions réelles des produits et des services innovants.
- ▶ Ceux-ci doivent bénéficier tant aux entreprises qui souhaitent mettre en place ces produits ou services qu'au développement du territoire lui-même et au bien-être de ses populations. Des protocoles d'accord stipulent clairement les conditions de mise en œuvre de ces innovations. Ils sont *de facto* éphémères puisque, généralement, constitués pour un test spécifique.
- ▶ L'exemple le mieux connu est celui de la Ville d'Helsinki qui s'est illustrée dans ce domaine. Sa pratique des *living labs* l'a conduite à devenir l'une des premières *smart cities* au monde.
- ▶ En Europe, les *Living Labs* (LL) sont organisés en un réseau officiel, auxquels ils doivent adhérer pour être reconnus qui est l'ENoLL. Avec le temps, celui-ci s'est étendu bien au-delà de ses frontières et constitue, de fait, l'organisation centrale en la matière. La 12^{ème} vague d'adhésion à l'ENoLL a commencé en janvier 2018 (175).

Perspectives

- ▶ La promotion de ce concept opérée par l'Union européenne a conduit à une période d'engouement (2006-2012). C'est à cette époque que les *living labs* sont arrivés en Afrique (Afrique du Sud, Cameroun, Maroc).
 - ❖ C'est le cas d'AREMDT (tourisme responsable et solidaire en Méditerranée), un *living lab* franco-marocain qui s'appuie sur un réseau méditerranéen œuvrant en faveur du tourisme solidaire, de l'intelligence territoriale, de l'entrepreneuriat solidaire et du commerce équitable.
- ▶ Le ralentissement de la croissance mondiale après une période de crise économique, particulièrement sévère dans les pays européens a freiné l'emballement de ce mouvement et son impact médiatique.
 - ❖ D'une part, nombre de tests spécifiques ont atteint leur but, ce qui a mis un terme au *living lab* correspondant.
 - ❖ D'autre part, en période économique difficile, les entreprises sont moins enclines à l'innovation ouverte, en l'état actuel du droit de la propriété intellectuelle.
 - ❖ Enfin, les expériences réussies se sont généralement pérennisées sous forme associative ou ont été institutionnalisées.
- ▶ En 2014, plus de 300 *living labs* étaient répertoriés dans le monde (176). En 2017, l'ENoLL comptait, à lui seul, 160 *living labs* actifs dans le monde (175).

Le temps des Sages (14)

- ▶ Second grand projet vers lequel l'Afrique s'achemine peu à peu : **la mutualisation**. L'échelle continentale offre une perspective toute différente des échelles nationales.
 - ❖ Déjà, la constitution des organisations sous-régionales africaines a amorcé le processus de la mutualisation, tant à travers les communautés économiques que les organisations d'intégration régionale.
 - ❖ Avec la libéralisation de l'espace aérien communautaire, l'abaissement progressif des barrières douanières et les différents accords de coopération passés dans le cadre de l'Union africaine, comme la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC), les conditions de mise en œuvre de la mutualisation progressent.
 - En 2017, la question de l'esclavage des migrants en Libye a accentué l'urgence de mutualiser les forces pour endiguer la crise migratoire.
 - La mobilité naturelle des Africains est un des meilleurs gages de succès de tels processus de mise en commun (enseignement supérieur, stocks d'urgence) et d'accords préférentiels endo-africains (comme l'alimentation en cas de catastrophe naturelle).
 - ❖ La mutualisation des ressources à l'échelle du continent s'avère, à la fois, un accélérateur de développement (en recherche et développement, par exemple) et un ressort de l'autonomie, plus particulièrement sur le plan financier et alimentaire.
 - ❖ A l'échelle de la planète et de l'histoire de l'humanité, il s'agira, à terme, de la gouvernance opérée sur le plus grand territoire du monde, un *leapfrog* visionnaire.
- ▶ Ultime grand projet par son ampleur et ses conséquences : **une politique systémique de l'eau à l'échelle du continent**, impliquant les populations pourrait voir le jour.
 - ❖ L'accès aux ressources hydriques du continent est devenu une impérieuse nécessité (cf. Focus n°22).
 - ❖ Déjà dotée d'une Stratégie maritime intégrée (Stratégie AIM 2050), l'Afrique a élargi sa conception des enjeux, liés à l'eau avec le *Guide pratique pour l'économie bleue* de la Commission économique pour l'Afrique qui montre la nécessité d'une vision holistique et d'une implication des populations.
 - ❖ Ainsi, seul un plan concerté à l'échelle continentale, mais réalisé à l'échelle des communautés locales pourrait permettre de faire face à la gravité de la situation. Il impliquerait de mettre en place :
 - une législation africaine de l'eau, dissuasive et protectrice,
 - un plan concerté de préservation et de développement des ressources hydriques, à l'échelle du continent, prenant en compte les sources non-renouvelables (aquifères) et renouvelables (eaux de surface, souterraines, aériennes et usées), qu'elles soient douces ou salées, potables ou non,
 - des modalités nouvelles d'implication forte des communautés locales : innovation, emploi, formation, financement -*eWater tap*, eau virtuelle-, recyclage, usages différenciés, savoir-faire traditionnels -irrigation, économie-, réduction de la consommation et des pertes, nouveaux modes de captage - *Warka water, Dar Si Hmad (177)*.

L'Afrique en chiffres n°16

Les ressources en eau

Données géographiques

- ▶ Volume total d'eaux douces renouvelables : 6.952 Km³ dont 80% d'eaux superficielles et 20% d'eaux souterraines renouvelables (178).
- ▶ Volume d'eaux douces renouvelables de surface : 5.532 Km³ (178).
 - ❖ Fluviales :
 - 4 grands bassins hydrographiques : Congo, Niger, Nil, lac Tchad (179) ; Le bassin du fleuve du Congo et le bassin du Nil détiennent à eux seuls 23% et 19% du potentiel d'irrigation de l'Afrique (180).
 - ❖ Environ 75% de l'Afrique subsaharienne se situe dans 53 captages de bassins hydrographiques internationaux, traversés par plusieurs frontières (86).
 - ❖ Pluviales :
 - Le caractère saisonnier et irrégulier des pluies s'accroît d'autant plus que la région est sèche. Le rôle de l'évaporation s'en trouve amplifié.
 - La région la plus humide du continent est une bande côtière à l'ouest du mont Cameroun où le village Debundscha enregistre, en moyenne, par an, près de 10.000 millimètres de précipitations (181).

Données sociales

- ▶ Près de 3/4 de la population africaine dépend des eaux souterraines renouvelables, comme première source d'eau potable (35).
- ▶ En 2015, 32,5% de la population subsaharienne n'avait pas accès aux sources améliorées d'eau potable (35).
- ▶ En 2011, 35% de l'eau urbaine est volée ou distribuée par des connexions illégales au réseau à Durban en Afrique du sud (182).

Données économiques

- ▶ En 2010, le chiffre d'affaires des activités liées au monde de la mer s'est élevé à 1.500 milliards d'euros et pourrait atteindre 2.500 milliards d'euros en 2020 (183).

Focus n°22

L'eau, un facteur systémique

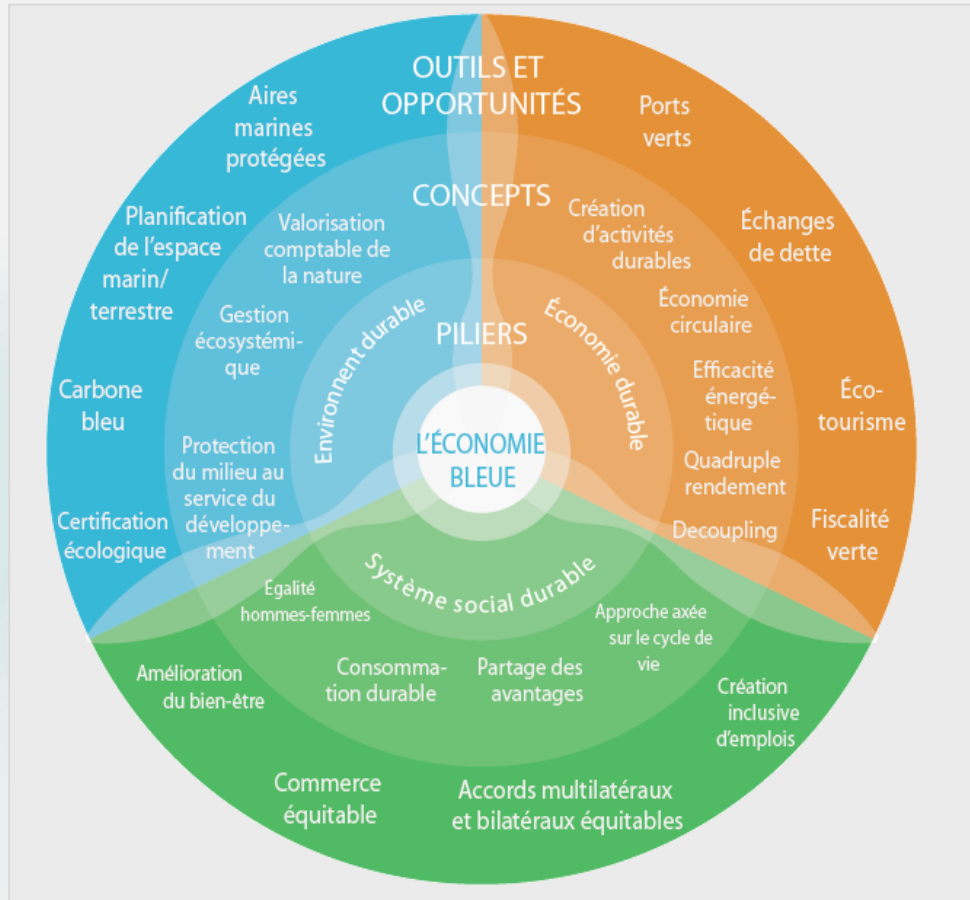
- ▶ La population africaine manque d'eau et va en manquer de plus en plus, sous la pression conjointe de sa démographie, de la dégradation des écosystèmes (surexploitation, pollution, pertes) et du changement climatique. Outre les effets du stress hydrique sur l'agriculture, l'absence de réseau d'assainissement et l'accès limité à l'eau potable en milieu urbain constitue un terreau idéal pour des épidémies, comme le choléra.
- ▶ Les ouvrages d'aménagement massifs (barrages, canalisations) ne sont pas forcément la solution. L'exemple de la *Great Man-Made River* libyenne montre, à la fois, le pouvoir de l'eau de faire verdier un désert, la grande fragilité de tels travaux pharaoniques (dégâts de 2011) et les dommages irréversibles ainsi causés à des aquifères fossiles non renouvelés. Nombre de barrages ont, également, contribué à la salinisation de l'eau et au bouleversement des écosystèmes locaux.
- ▶ Sous ses multiples formes et usages, l'eau représente un secteur économique à part entière. Si les emplois indirects sont connus, notamment, dans le secteur agro-alimentaire, le traitement de l'eau et son utilisation à des fins récréatives (sport, tourisme, loisirs) ou de production d'énergie (marémotrice, thermique) peuvent s'avérer générateurs d'un nombre non négligeable d'emplois directs.
- ▶ Car le continent est riche en eau, sous de multiples formes, autres que les eaux de surface :
 - ❖ L'océan ne peut fournir directement de l'eau utilisable (compte-tenu des coûts financiers et environnementaux de la désalinisation), mais il fournit directement des ressources halieutiques nutritives dont certaines sont surexploitées (poissons, crustacés) et d'autres, quasi-inexploitées (algues).
 - ❖ Les aquifères souterrains rechargeables sont, actuellement, exploités au-delà de leur capacité de renouvellement annuel. Cependant, l'eau est présente partout, y compris sous le sol des régions les plus sèches (Ohangwena et Oshana en Namibie) et le volume total des eaux souterraines en Afrique constitue jusqu'à 20 fois la réserve d'eau douce du continent (178).
 - Les eaux souterraines fossiles continuent à diminuer, asséchant des puits dont dépendent des populations entières ; des sources alternatives sont nécessaires, comme la rosée ou les eaux usées.
 - ❖ L'eau contenue dans l'air alimente déjà des villages marocains et éthiopiens grâce à des filets de captation.
 - ❖ Enfin, les eaux usées, dans un contexte d'économie circulaire, deviennent une ressource significative. Une fois traitées, même à coûts réduits, elles deviennent une ressource hydrique alternative, permettant d'économiser l'eau potable, comme au Ghana, par exemple.

L'Afrique en marche n°14

Vers l'Afrique bleue ? (1)

94

Outils, concepts et piliers de l'économie bleue



L'économie bleue en Afrique : Guide pratique

- ▶ "Les étendues marines et aquatiques de l'Afrique deviennent un thème incontournable du discours politique. ; les ressources naturelles qu'elles recèlent sont largement sous-exploitées, mais leur contribution potentielle à un développement durable et inclusif est désormais reconnue.
- ▶ Le "monde bleu" est plus qu'un paramètre de l'économie — il appartient au patrimoine géographique, social et culturel de l'Afrique. Pour le mettre au service de l'Afrique d'aujourd'hui et de demain, il importe de mieux réaliser les immenses potentialités d'un investissement et d'un réinvestissement dans les domaines marin et aquatique du continent, et les bénéfiques à tirer du paradigme d'un développement bleu durable qui tournerait le dos aux prélèvements illégaux, à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement des ressources naturelles.
- ▶ Exploitée à fond et correctement gérée, l'économie bleue peut constituer une source de richesse capitale, et catapulter le continent sur la voie du développement durable.
- ▶ L'Afrique doit à l'évidence adopter des stratégies holistiques et cohérentes pour exploiter le plein potentiel de l'économie bleue".

Carlos LOPEZ, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (183)

L'Afrique en marche n°14

Vers l'Afrique bleue ? (2)

95

Bonnes pratiques

- ▶ **La foggara, système d'irrigation traditionnel** (Algérie) : ce patrimoine à la fois culturel et identitaire est un ingénieux système traditionnel qui répartit l'eau (*kesra*) en mode diurne ou nocturne grâce à un réseau de rigoles (*saguia*) et à un bassin d'accumulation (*majen*) (184).
- ▶ **WARKA Water** : "We bring forgotten and unknown cultural identity to the world". Faite de bambou, cette tour permet de capturer l'humidité de l'air pour la transformer en eau potable, à raison de 100 litres par jour. Elle peut, aussi, être munie d'un système d'irrigation gravitationnel pour des cultures vivrières : Éthiopie, Madagascar (185).
- ▶ **Carte d'usage de l'eau de Cape Town** (*Cape Town's map of water usage*) : cette carte de la ville expose la lecture des compteurs privés à l'examen public car, à moins que les habitants puissent réduire leur consommation quotidienne d'eau à 50 litres par personne, les autorités municipales estiment que les robinets se tariront le 21 avril 2018 (186).
- ▶ **eWater** : ce système de management de l'eau communale (installé en Tanzanie) distribue une eau payante dont le prix a été fixé collégialement par les habitants. Près de 90% du montant collecté est mis de côté pour financer les éventuelles réparations. Le logiciel, en swahili, permet, également, de contacter des professionnels formés à cette technologie (187).



Source :

<http://www.lexpressiondz.com/actualite/213911-un-moyen-ancestral-d-irrigation.html>

<https://ambrasser.fr/news/brasser/comment-construire-une-fabrique-de-biere-artisanale-7/>

<https://medium.com/frontier-technology-livestreaming/using-technology-to-transform-african-rural-water-supply-870eddf509>

L'Afrique en marche n°14

Vers l'Afrique bleue ? (3)

96



Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans (horizon 2050)

- ▶ "Ainsi donc, le moment est venu pour l'Afrique de repenser sa façon de gérer ses eaux continentales, ses mers et ses océans. Ces espaces constituent le pivot du développement économique et social de tous les États membres de l'Union africaine, et jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. Il est aussi urgent d'instaurer une "économie bleue" durable, version marine de l'économie verte. Toute chose qui permettrait d'améliorer le bien-être des citoyens africains, tout en réduisant considérablement les risques environnementaux marins, ainsi que la dégradation de l'écosystème et de la biodiversité.
- ▶ Les chefs d'Etat et de gouvernement ont demandé à la Commission de l'Union africaine, lors de la treizième session ordinaire du Sommet de l'Union africaine "élaborer une stratégie globale et cohérente". Ils ont également chargé les Communautés économiques régionales/mécanismes régionaux de l'Afrique d'élaborer, de coordonner et d'harmoniser des politiques et des stratégies, en vue d'améliorer les normes de sécurité et de sûreté maritimes en Afrique d'une part et de promouvoir l'économie maritime africaine, afin de créer plus de richesses grâce à ses mers et ses océans, pour le bien-être des populations africaines d'autre part."

Extrait de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans - horizon 2050 (2012) (188)

Source :

http://mawdoo3.com/%D9%85%D8%A7_%D9%87%D9%8A_%D9%85%D9%84%D9%88%D8%AB%D8%A7%D8%AA_%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%A1

L'Afrique en marche n°14

Vers l'Afrique bleue ? (4)

97

Convention d'Abidjan

- ▶ "La Convention de coopération pour la protection, la gestion et le développement du milieu marin et littoral de la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest, centrale et australe, dite Convention d'Abidjan, fournit un cadre juridique global pour tous les programmes liés à la mer en Afrique de l'Ouest, centrale et australe.
- ▶ Reconnaissant le caractère unique de l'environnement côtier et marin de la région, ainsi que ses limites économiques et techniques il y a plusieurs décennies, les pays ont reconnu la nécessité d'une approche régionale pour relever les défis environnementaux maritimes transfrontières, et d'un plan d'action.
- ▶ Adopté par 11 pays lors d'une conférence tenue à Abidjan en mars 1981, le Plan est conçu pour lier l'évaluation de la qualité du milieu marin et les causes de sa détérioration aux activités de gestion et de développement de l'environnement marin et côtier de cette région. En décembre 2017, 19 pays sur les 22 signataires avaient ratifié la Convention".

Extrait de Welcome to the Abidjan Convention Secretariat (189)

Conférence sur le domaine maritime africain

M. Abou BAMBA, Coordonnateur Régional de la Convention d'Abidjan, a plaidé notamment pour :

- ▶ "une meilleure connaissance de l'état des ressources marines et côtières ainsi que leur valeur économique, de la façade atlantique du continent,
- ▶ une gouvernance des océans dont le but ultime serait de réduire la pauvreté et améliorer le bien-être des populations,
- ▶ une coopération technique et scientifique basée sur des expériences à succès observées ailleurs dans le monde.

Si l'Afrique a manqué les révolutions agricole, industrielle ainsi que celle des technologies de l'information, elle ne devrait en aucun cas être absente du rendez-vous de la révolution bleue, synonyme de développement et de progrès social et économique".

Port Elizabeth (Afrique du Sud), 10 novembre 2014 (189)

- ▶ Les femmes, les jeunes, les pauvres, les migrants et les Africains résidant à l'étranger constituent un potentiel à mobiliser, au bénéfice d'un développement autonome de l'Afrique.
- ▶ Un nouvel état d'esprit souffle sur toute la planète (*Alien Gen*) et se conjugue à l'*ubuntu* bantou pour amorcer une révolution dans le domaine de l'éducation, de l'innovation, de l'entrepreneuriat.
- ▶ La confiance, la mobilité et une nouvelle gouvernance favorisent un vaste mouvement culturel et économique de réconciliation de l'Africain avec ses origines et avec la nature.
- ▶ La continentalisation de l'Afrique ne fait que commencer, comme le montrent ses expérimentations (*living lab*), sa mutualisation et la prise de conscience de ce que pourrait être une Afrique bleue.

L'avenir que nous voulons pour l'Afrique

- "Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ;
- Un continent intégré, politiquement uni, basé sur les idéaux du panafricanisme et sur la vision de la renaissance de l'Afrique ;
- Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit ;
- Une Afrique pacifique et sécurisée ;
- Une Afrique dotée d'une identité, d'un patrimoine commun, de valeurs partagées et d'une éthique culturelle forte ;
- Une Afrique où le développement est axé sur les populations, et s'appuie notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes ;
- Une Afrique, en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale."

Agenda 2063

Chapitre 3 : La contribution du Royaume du Maroc



Source : Agence Marocaine de Presse

"Cette vision solidaire intégrée qui régit les relations du Maroc avec ses frères en Afrique, exige de tous les acteurs devant lesquels nous avons ouvert la possibilité de s'inscrire dans cette démarche, qu'ils assument leurs responsabilités et honorent leurs engagements, pour garder intacte la crédibilité du Maroc.

L'Afrique, pour Nous, n'est pas un objectif ; c'est plutôt une vocation au service du citoyen africain, où qu'il soit."

Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, prononcé à l'occasion du 63^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le 20 août 2016

L'identité africaine du Royaume du Maroc

- ▶ La décision de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Souverain du Royaume du Maroc de réintégrer l'Union africaine n'est pas seulement un geste politique. Elle traduit, aussi, la réconciliation du Maroc avec sa propre identité africaine.
- ▶ En effet, l'ancrage africain du Royaume plonge ses racines dans une histoire millénaire qui a tissé un étroit entrelacs culturel et spirituel entre le Maroc et toute une partie du continent.
- ▶ Sans pour autant nier les liens étroits qui l'unissent tant aux pays européens qui accueillent une partie de sa diaspora qu'aux pays du monde arabo-musulman, le Royaume, par son retour à l'Union africaine et, ultérieurement, par son adhésion à la CEDEAO, a enfin conforté le troisième ancrage sur lequel repose son identité composite.
- ▶ Il peut, désormais, consacrer tous ses efforts au développement autonome de cette Afrique en marche.

Contribuer au développement autonome du continent

- ▶ La contribution du Royaume se décline en quatre axes principaux :
 - ❖ **La gouvernance du continent**, sans laquelle rien ne serait possible pour maintenir la paix, renforcer l'unité et porter un nouveau regard sur l'urgente question migratoire.
 - ❖ **Le développement humain** pour renforcer les compétences africaines, faciliter la réconciliation et préserver la tolérance religieuse.
 - ❖ **La transition économique**, au bénéfice de l'intégration économique du continent, de l'investissement et des outils financiers nécessaires et de l'expertise que le Maroc peut offrir dans des domaines-clés.
 - ❖ **L'éco-transition**, c'est-à-dire le passage à un modèle économique plus soutenable, inclusif et respectueux de l'environnement, au moyen de l'adaptation au changement climatique, de la transition vers les énergies renouvelables, de l'agriculture raisonnée...



Source : Agence Marocaine de Presse

"Le Maroc n'a jamais cherché à faire valoir l'argent comme monnaie de change dans ses rapports avec ses frères africains. Il a plutôt fait le choix de mettre son savoir-faire et son expérience à leur disposition, car Nous sommes persuadé que la vraie source de profit pour les peuples n'est pas l'argent précaire, mais l'essence impérissable de la connaissance..."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, adressé à la Nation à l'occasion du 64^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le 20 août 2017

La doctrine du Royaume (1)

103

Le Maroc est tourné vers l'Afrique depuis toujours. Les rapports sociaux, les flux commerciaux, les liens dogmatiques et spirituels sont autant de marqueurs civilisationnels de l'ancestralité des relations du Royaume avec sa profondeur africaine.

Tout au long de l'histoire, s'est manifesté, de manière récurrente, l'engagement des Souverains du Maroc en faveur de l'émancipation et du développement du continent.

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI se fait, aujourd'hui, le chantre de l'émergence de l'Afrique et de son leadership à construire. Ses Discours mettent l'accent sur un triple impératif :

- ❖ Croire en l'Afrique.
- ❖ Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent.
- ❖ Travailler ensemble et échanger équitablement.

► Croire en l'Afrique

"L'Afrique peut être fière de ses ressources, de son patrimoine culturel, de ses valeurs spirituelles et l'avenir doit porter haut et fort cette fierté naturelle ! (...) Nous, peuples d'Afrique, avons les moyens et le génie ; et nous pouvons ensemble, réaliser les aspirations de nos peuples."

Extraits du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 28^{ème} sommet de l'Union africaine

L'Afrique dispose d'un potentiel humain conséquent et recèle d'importantes ressources naturelles. Ce constat est indiscutable. La difficulté est de les faire fructifier de manière autonome.

Car le continent est parfaitement en mesure de s'accomplir et de concrétiser les aspirations de ses femmes et de ses hommes : telle est la Conviction Royale.

Le Souverain l'affirme : le "miracle africain" n'est pas un mirage, il est réalisable sous réserve de volonté, d'engagement et de solidarité. L'Afrique peut prendre en main son destin.

La doctrine du Royaume (2)

► Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent

L'Afrique a longtemps pâti des affres de la colonisation et de leurs douloureuses conséquences. Aujourd'hui, elle ne peut ni ne veut plus être sous tutelle. Pour être dorénavant pleinement acteur et non plus objet des relations internationales, elle doit relever le défi suprême : celui de l'unité et de la cohésion, surmontant, ainsi, les conflits et les guerres fratricides.

Le Souverain préconise de renoncer aux schémas anciens et dépassés et d'inventer un modèle de développement novateur de l'Afrique. Il prône la révision des accords de Bretton Woods et affirme l'impérieuse nécessité d'opérer une transformation économique du continent par le continent.

Le Souverain en appelle, aussi, à l'exemple de l'initiative du Royaume à ce sujet, à un soutien international fort et volontariste et à l'annulation de la dette africaine ou à sa reconversion en investissements.

L'Afrique, brisant ainsi le carcan de la marginalisation pourra devenir partie prenante d'une mondialisation à visage humain.

► Travailler ensemble et échanger équitablement

Dans la Vision Royale, la coopération entre le Maroc et les autres pays africains ne peut être que mutuellement profitable, forte des échanges de compétences, du partage d'expertise et des transferts de capitaux et de technologies.

Le Maroc est le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le deuxième en Afrique. Les investissements privés marocains concernent, notamment, le secteur bancaire et financier, agricole, halieutique, des mines, du bâtiment et des travaux publics, des infrastructures et des télécommunications...

La taille des projets envisagés ou réalisés importe peu : elle varie de grands projets structurants, tels le gazoduc africain atlantique, au petit projet de proximité comme le village de pêche en Côte d'Ivoire. Alors que la dimension humaine et sociale, elle, est constamment au cœur de l'action du Maroc en faveur de l'Afrique.

La doctrine du Royaume (3)

105

Une Vision Royale forte...

- ▶ Sous le Règne de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, les relations du Maroc avec l'Afrique n'ont eu de cesse de se renforcer graduellement, comme en témoignent :
 - ❖ la fréquence élevée des Visites Royales aux pays du continent (cf. l'Afrique en chiffres n°17),
 - ❖ le nombre important d'accords de coopération conclus,
 - ❖ la multiplicité des projets de développement, menés par le Royaume en Afrique dans plusieurs domaines,
 - ❖ la promotion de la stabilité des pays africains et la défense de leurs intérêts au sein des enceintes multilatérales par le Maroc.
- ▶ Le positionnement stratégique du Maroc vis-à-vis de l'Afrique est mû, principalement, par des considérations de développement du continent. Celles-ci traduisent **la ferme volonté du Royaume d'accompagner le processus de convergence économique, sociale et institutionnelle de ses partenaires africains**, dans l'ensemble des sous-régions africaines (cf. Rapport stratégique de l'IRES, 2016).

... en faveur d'une coopération Sud-Sud ciblée, constante et multidimensionnelle

- ▶ Le Maroc veut construire avec ses partenaires africains un pôle de stabilité et développer un grand ensemble régional qui préserve l'identité culturelle et spirituelle des populations.
- ▶ Cette politique voulue, déterminée, impulsée et suivie par Le Souverain du Maroc contribue à **mettre en œuvre une coopération axée sur le concept de co-émergence et du développement humain durable**.
- ▶ Le Maroc s'engage à soutenir les autres pays africains pour bâtir, ensemble, des économies solides, à travers le transfert des savoir-faire, la formation des ressources humaines, le partage de l'expertise dans divers domaines, l'investissement dans les secteurs clés de l'économie africaine et la mutualisation des ressources.
- ▶ La création d'un ministère délégué, chargé des affaires africaines en 2017 exprime l'engagement du Royaume du Maroc envers son continent et son attachement à ses racines.

La doctrine du Royaume (4)

"C'est avec une vive émotion que Je M'adresse, aujourd'hui, à notre grande et noble famille africaine.

Je le fais en tant que petit - fils de SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED V qui fut l'un des puissants symboles de l'épanouissement de la conscience panafricaine et l'un des artisans les plus engagés - aux cotés des Présidents Jamal Abdel Nasser, Ferhat Abbas, Modibo Keita, Sekou Touré, Kwame N'Kruma - de la Conférence historique de Casablanca de 1961, annonciatrice d'une Afrique émancipée et fondatrice de l'intégration africaine.

Je le fais en tant que fils de SA MAJESTE LE ROI HASSAN II qui a réuni, la même année, la Conférence des Mouvements de libération des colonies sous domination portugaise en Afrique, contribué patiemment à la stabilité de plusieurs régions de notre Continent et permis de renforcer les liens d'amitié et de fraternité avec de nombreux pays africains.

Je le fais aussi en tant que ROI D'UN PAYS AFRICAIN. Un pays dont l'identité est le fruit d'un déterminisme géographique, d'une histoire commune traversée d'évènements marquants, d'un brassage humain enrichi de siècle en siècle et de valeurs culturelles et spirituelles ancestrales.

Un pays dont l'engagement en faveur des justes causes n'est plus à démontrer. Un pays qui a toujours été et sera toujours, animé par une foi inébranlable en une Afrique forte de ses richesses et potentialités économiques, fière de son patrimoine culturel et culturel et confiante en son avenir... "

Extrait du Message de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI
lors du 27^{ème} sommet de l'Union africaine,
Kigali, 17 juillet 2016

Le Maroc, terre africaine (1)

Le Maroc, terre africaine - du 7^{ème} au 19^{ème} siècle (190)

- ▶ Le Maroc a toujours été un carrefour des civilisations, ce qui a forgé son identité culturelle plurielle, nourrie de la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, africaine, andalouse, hébraïque et méditerranéenne.
 - ❖ Les mouvements de migration et les échanges commerciaux, culturels et spirituels entre le nord du Sahara et les régions subsahariennes ont favorisé, très tôt, l'établissement d'une coopération mutuelle entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne.
 - ❖ Du 11^{ème} au 17^{ème} siècle, les dynasties marocaines ont unifié une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, sur un espace qui s'étendait de la Méditerranée aux abords des fleuves Sénégal et Niger.
 - ❖ Le Sahara a constitué une plaque tournante de l'Afrique jusqu'aux grandes découvertes maritimes du 16^{ème} siècle qui ont permis aux Européens d'installer des comptoirs sur les côtes africaines et d'établir des relations directes avec les peuples d'Afrique subsaharienne.

- ▶ A partir du 19^{ème} siècle, l'ère des colonisations, le Sahara est devenu une frontière entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, entraînant le repli du Maroc sur lui-même.
- ▶ Il a fallu attendre l'indépendance du Maroc pour que celui-ci s'ouvre, à nouveau, sur l'Afrique.
 - ❖ Dès lors, le Royaume, qui disposait déjà en 1961 d'un Ministère des affaires africaines, a soutenu les mouvements africains de libération, notamment la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.
 - ❖ Le Maroc est devenu membre fondateur de l'Organisation de l'unité africaine en 1963 (Conférence de Casablanca, cf. Focus 23) qu'il a quitté en 1984.
- ▶ Principalement tourné vers l'Europe et les pays arabo-musulmans, au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, c'est au début du 21^{ème} siècle que le Maroc assume pleinement son identité africaine.
 - ❖ La Constitution de 2011 a officiellement permis au Maroc de se réapproprier la dimension africaine, comme composante centrale de l'identité marocaine.
 - ❖ L'impulsion majeure donnée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a renforcé la contribution du Maroc au développement de l'Afrique sur le plan économique, social, culturel et culturel.

Focus n°23

108

La charte de Casablanca et l'unité africaine

- ▶ En 1961, la Conférence de Casablanca avait réuni les pays africains pour fonder le rêve continental qui est celui d'une Afrique unie. "La charte de Casablanca" constituait l'un des préludes à la création du noyau de l'Union africaine.
- ▶ L'objectif de cette conférence africaine était d'adopter la charte d'une nouvelle Afrique (la charte de Casablanca), traçant une feuille de route pour construire une véritable unité continentale.
- ▶ Cette charte proposait "la liquidation du régime colonial, l'élimination de la ségrégation raciale, l'évacuation des forces étrangères de l'Afrique, l'opposition à toutes les ingérences étrangères, à toutes les expériences nucléaires et l'action pour l'unité africaine, la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde" (Ahmed Balafrej, 1962) (191).
- ▶ Cette Charte prévoyait, également, des rencontres périodiques des forces militaires afin de garantir en permanence "la défense commune de l'Afrique en cas d'agression contre une partie du continent et de veiller à la sauvegarde de l'indépendance des Etats africains" (192).
- ▶ Avec le décès de Sa Majesté Le Roi Mohammed V le 21 février 1961, la situation politique au sein de la République démocratique du Congo, qui avait divisé les Etats africains et la création du groupe de Monrovia (193) en 1961, le rêve d'une unité continentale est resté inachevé et les groupements continentaux qui s'étaient constitués se sont disloqués en 1962.



Source : Agence France-Presse

De gauche à droite : Modibo Keita, Président du Mali; Ahmad Sékou Touré, Président de la Guinée; Mohammed V, Roi du Maroc et Kwamé Nkrumah, Président du Ghana.

Première conférence africaine qui s'est tenue à Casablanca du 3 au 5 janvier 1961

Le Maroc, terre africaine (2)

109

Le Maroc et l'Afrique, un entrelacs culturel et spirituel

- ▶ Le Maroc a permis l'introduction en Afrique de l'Ouest d'un Islam Sunnite de rite Malékite et de doctrine Ashâari. Dès le 8^{ème} siècle, l'Islam s'est répandu de façon pacifique via les réseaux caravaniers, à partir du sud du Maroc vers l'Afrique de l'Ouest, notamment vers le sud du Sahara, le fleuve Sénégal, le bassin du Niger et le lac Tchad.
- ❖ Le Maroc constitue, depuis longtemps, une destination privilégiée pour la formation islamique des étudiants d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, à travers le réseau des confréries soufies marocaines. Pendant des siècles, les étudiants de Tombouctou, Marrakech, Chenguit et Fès avaient accès aux mêmes manuels du Fiqh, la jurisprudence islamique.
- ❖ Les confréries soufies marocaines ont joué un rôle important en Afrique de l'Ouest. Les deux confréries qui eurent le plus d'impact sont la Qadiriya et la Tijanniya, fondées par le savant et mystique Ahmad al-Tijânî (1737-1815) dont le tombeau se trouve à Fès. Ces confréries ont en commun une affiliation spirituelle avec le Maroc. La ville de Fès qui abrite le mausolée du père spirituel de la confrérie "Sheikh Ahmed Tijani" représente une destination de pèlerinage pour des millions d'adeptes. Aujourd'hui, ces confréries soufies qui trouvent leurs racines au Maroc sont très présentes en Afrique.
- ❖ L'Afrique subsaharienne a contribué à l'enrichissement de la culture spirituelle du Maroc. Cette influence spirituelle africaine au Maroc se matérialise par les chants de la Zawya des Gnaouas qui revêt un état d'esprit mystico-religieux. Cette confrérie est le résultat du brassage qui s'est formé au fil des siècles, de populations nord-africaine et subsaharienne.

Festival Gnaoua et des musiques du Monde Essaouira

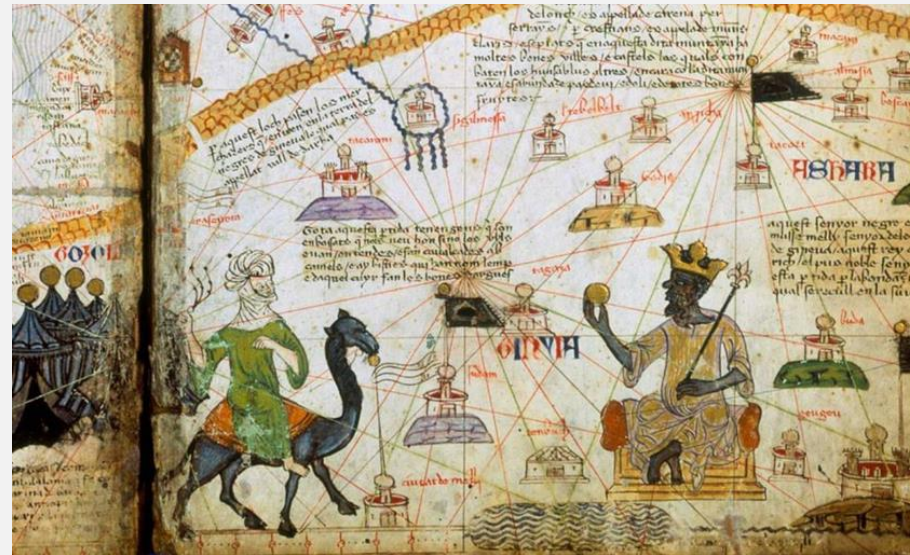


Le Maroc, terre africaine (3)

110

- ▶ L'Islam, au-delà de son influence religieuse, est également une vision du monde, une culture et une langue (190).
 - ❖ Le Royaume du Maroc a participé, de manière effective, à la culture africaine, notamment à travers l'art, les écrits et la pensée. L'échange du savoir et la libre mobilité des penseurs et savants marocains en Afrique subsaharienne dont, notamment, Hassan Al-Wazzan, Ibn Battouta, Ibn khaldoun et Al Idrissi, ont contribué au développement de la culture africaine ainsi qu'à la connaissance des Marocains des sociétés africaines.
 - ❖ Les confréries soufies et les livres des penseurs marocains ont enrichi la vie culturelle en Afrique. A Tombouctou, "phare de la culture arabo-islamique", la sphère intellectuelle connût, en particulier au 16^{ème} siècle, un rayonnement extraordinaire grâce aux ponts d'échanges culturels avec le Maroc .
 - ❖ L'échange intellectuel a été, également, marqué par la migration de penseurs subsahariens vers le Maroc dont, notamment, Ahmed Baba ATAMBOUKTI et le poète Ibrahim AL KANIMI.

Ville de Tembush : un lieu d'échange entre les continents



Source : Bibliothèque nationale de France

Le Maroc, terre africaine (4)

111

- ▶ Enfin, le Maroc a été à l'origine du développement de l'architecture et de l'art arabo-musulman en Afrique de l'Ouest.
 - ❖ Le rayonnement de l'Islam en Afrique s'est accompagné du développement de l'architecture islamique au sud du Sahara. A Tombouctou et Djenné, principalement, les pratiques de l'architecture marocaine arabo-musulmane sont présentes dans les constructions en terre et, surtout, dans celles des mosquées africaines. Celles-ci s'inspirent de l'organisation spatiale des mosquées marocaines et comportent plusieurs points communs, comme le "Sahn" (patio) non couvert cerné, la forme du minaret et la calligraphie marocaine sur le bois et le plâtre, à l'intérieur des mosquées (194).
 - ❖ La transmission de la culture marocaine se manifeste, également, dans l'art et l'artisanat (boubous brodés, bijoux en argent, amulettes et façon de travailler le cuir). Elle est le fruit de la mobilisation des artistes marocains, peintres, ferronniers, tisserands, mâallem zlayji qui accompagnaient les caravanes pour transmettre leurs savoir-faire et leurs pratiques, à travers le continent.
 - ❖ Les formes de construction marocaine, les pratiques, les idées et l'art de la calligraphie se sont ainsi propagés dans plusieurs espaces africains. Ils ont été repris par des artistes africains qui vont les modeler selon leurs inspirations locales.

La grande mosquée de Dakar



Situé au cœur de la capitale sénégalaise, c'est le plus grand édifice religieux de la ville. La mosquée a été inaugurée en 1964 par Feu Sa Majesté Le Roi Hassan II et est le symbole de la coopération religieuse entre le Maroc et le Sénégal.



"Le Royaume du Maroc, qui a fait de son appartenance arabo africaine un engagement constitutionnel et une option stratégique, ne ménagera aucun effort pour rester au premier rang des Etats voués à la défense des causes pressantes qui préoccupent nos peuples.

Il continuera à œuvrer résolument et avec force pour soutenir les intérêts vitaux de l'Afrique, tant au niveau multilatéral, comme l'ONU, l'OCI, le Groupe des 77 + la Chine, qu'au sein du Mouvement des Non alignés, ou des forums de dialogue ouverts entre l'Afrique et un certain nombre d'Etats influents, surtout pour ce qui concerne la mise en œuvre des plans de développement nationaux, et la contribution efficace au maintien de la paix et la stabilité régionale au sein de notre espace africain...

Nous sommes attaché à l'intensification des projets et des programmes inscrits dans le cadre d'une coopération tripartite Maroc-Afrique, en association avec le bailleurs de fonds, Etats et institutions confondus...

Aussi, réaffirmons nous notre disposition à renforcer notre rôle actif au sein de la communauté des Etats sahélo sahariens et à œuvrer pour la promotion d'initiatives africaines prometteuses, notamment l'Initiative de dialogue rassemblant plus de 20 pays africains riverains de l'Atlantique, initiative qui a été lancée à Rabat, en 2009."

Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI,
prononcé à l'occasion du
2^{ème} Sommet arabo-africain de Syrte,
le 10 octobre 2010

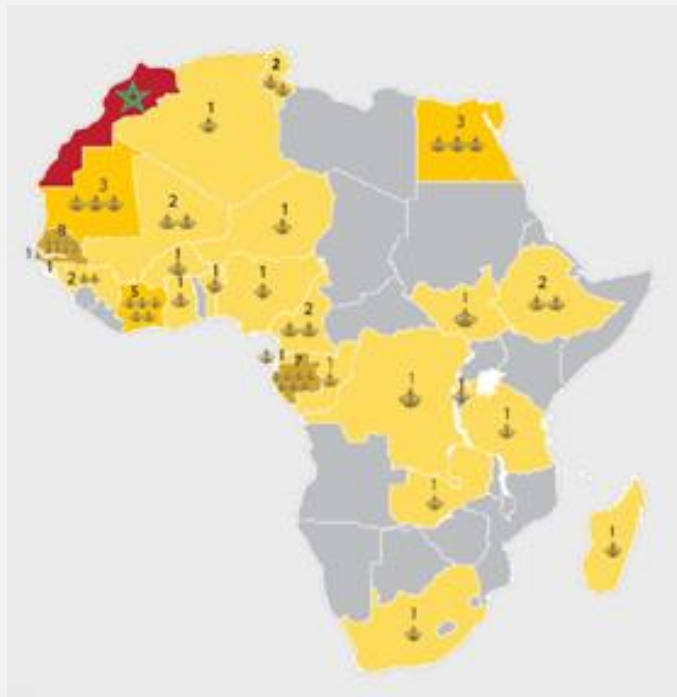
L'Afrique en chiffres n° 17

Chiffres-clés du Maroc en Afrique (Domaine politique et diplomatique)

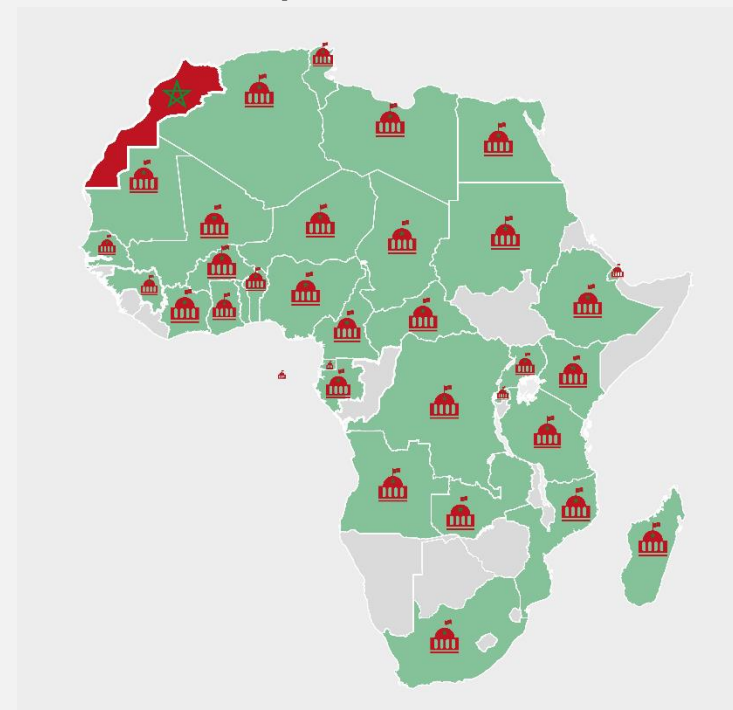
113

- ▶ De 1999 à fin 2017, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a effectué 53 visites dans 27 pays africains (195). Parmi ces visites, le Souverain s'est rendu pour la première fois dans 8 pays dont 4 en Afrique de l'Est (Ethiopie, Tanzanie, Rwanda, Soudan du Sud), 2 en Afrique australe (Madagascar et Zambie) et 2 en Afrique de l'Ouest (Nigeria et Ghana) (196).
- ▶ Plus de la moitié des Visites Royales en Afrique et des accords de coopération, liant le Maroc à son continent concernent les pays de la CEDEAO. Une région qui constitue l'espace d'appartenance naturel du Royaume (196).
- ▶ Depuis 2000, 31 visites ont été effectuées au Maroc par des Chefs d'Etats africains (196).
- ▶ Le Maroc dispose d'un réseau diplomatique et consulaire bien étoffé. Il possède 34 ambassades en Afrique (195). Le réseau diplomatique du Maroc s'est élargi de plusieurs nouvelles ambassades en Afrique australe et en Afrique de l'Est, au cours des deux dernières années.
- ▶ Le Royaume abrite, actuellement, 32 ambassades de pays africains, faisant de Rabat une capitale diplomatique par excellence (195).
- ▶ En matière de diplomatie parlementaire, le nombre de groupes d'amitié parlementaire liant le Maroc aux autres pays africains s'élève, en 2017, à 30 (197).

**Nombre de Visites Royales
(De 1999 à octobre 2017)**



**Ambassades marocaines en
Afrique (2017)**



Source : Traitement IRES des données disponibles en ligne du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Agence Marocaine de Presse

La contribution à la gouvernance de l'Afrique (1)

Un triptyque décisif

Pour le Maroc, la gouvernance du continent repose sur trois axes forts :

- ▶ **Le maintien de la paix** au sein d'un espace déchiré par les conflits post-indépendances et la pauvreté ; sans la paix, ni les populations ni l'économie ne peuvent se développer.
- ▶ **Une gouvernance collégiale**, reflet de la volonté des gouvernements et de la réalité vécue des peuples pour que ce continent soit uni car seule l'unité peut garantir l'autonomie du développement et assurer la marche en avant de l'ensemble des pays africains.
- ▶ une **nouvelle approche de la migration** : en effet, les migrations africaines (cf. chapitres précédents), voulues ou subies, ont cru, considérablement, depuis 2010, entraînant des dérives de plus en plus dangereuses (esclavage, cantonnement forcé, naufrages).

Contribution du Maroc au maintien de la paix

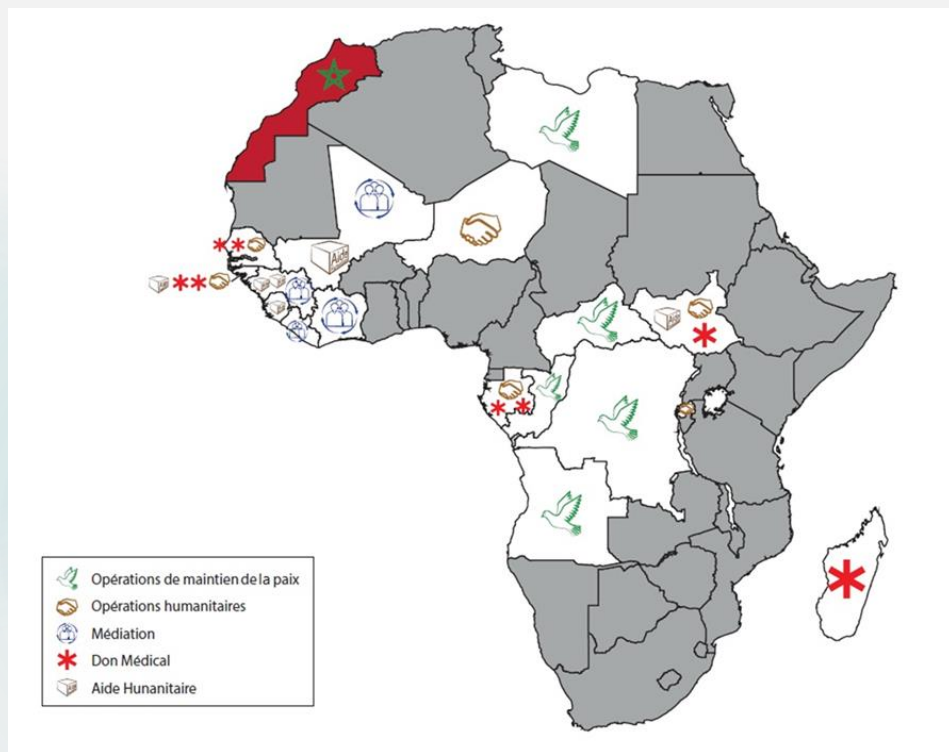
Depuis sa participation, en 1960, à la première opération de maintien de la paix au Congo (ONUC), le Maroc n'a eu de cesse de contribuer à la pacification du continent.

- ▶ Actuellement, 1.596 militaires marocains participent à des opérations de maintien de la paix en Afrique.
 - ❖ Depuis les années 60, le nombre total des personnes engagées a atteint 60.000 dans 6 opérations africaines de maintien de la paix : le Congo, la Somalie, la Côte d'Ivoire, le Congo démocratique et la République centrafricaine (196).
 - ❖ En 2013, le Maroc a apporté un soutien décisif à l'intervention des troupes françaises au Mali pour lutter contre les groupes terroristes au nord du Mali.
- ▶ Réputé pour sa politique modérée et son rôle de médiateur privilégié sur le continent, le Maroc a accueilli les négociations entre les factions libyennes pour sortir ce pays de l'impasse et éviter qu'il ne se transforme en un berceau du terrorisme, menaçant aussi bien l'Afrique que l'Europe.

La contribution à la gouvernance de l'Afrique (2)

115

Participation du Maroc aux opérations de paix et aux actions humanitaires en Afrique entre 1999 et 2017



Source : Traitement IRES des données de SIPRI (Multilateral Peace Operations Database) et de la base de données des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies

Contribution du Maroc à l'unité africaine

- ▶ La contribution du Maroc s'inscrit dans un rôle plus global que celui de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme et de la participation à des opérations de maintien de la paix.
- ▶ Ainsi, le retour du Royaume à l'Union africaine cristallise la vocation africaine du Maroc et consacre sa volonté d'un ancrage stratégique en Afrique, affranchi de l'ambivalence d'agendas politiques étroits. Car les grands problèmes politiques, sécuritaires, économiques et sociaux du continent sont au cœur des préoccupations du Maroc.
 - ❖ C'est pourquoi **le Royaume compte s'impliquer fortement** dans les différents organes et structures de l'Union africaine, notamment, **dans le cadre de la réforme de l'institution continentale (198)**.
 - ❖ D'où **sa volonté, aussi, de contribuer**, en particulier, **aux objectifs de l'Agenda 2063**, en ciblant les secteurs d'activité et les populations où l'action du Maroc serait porteuse d'efficacité tant pour l'Union africaine que pour les pays, pris individuellement (198).

Focus n°24

La réforme de l'Union africaine

116

- ▶ " ...La réforme de l'Union africaine constitue un chantier important, dans lequel le Maroc s'investira aux côtés de ses pays frères..."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 29^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, Addis-Abeba, 03 juillet 2017

- ▶ " ...Nous n'avons aucun doute qu'avec Notre frère le Président Paul Kagamé, nouveau Président en exercice pour 2018, les importants efforts de réforme de Notre organisation seront poursuivis et que la voix de l'Afrique sera portée à l'échelle internationale. Nous l'Assurons du plein soutien du Royaume du Maroc..."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 30^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, Addis-Abeba, 29 janvier 2018 à

- ▶ Intitulé "L'impératif du renforcement de notre Union : recommandations proposées pour la réforme institutionnelle de l'Union africaine ", le rapport de Son Excellence Monsieur Paul Kagamé, soutenu par le Maroc, a dressé un diagnostic et un bilan sévère : "Nous avons une organisation dysfonctionnelle, dont la valeur pour nos Etats membres est limitée, qui a peu de crédibilité auprès de nos partenaires internationaux, et en Laquelle nos citoyens n'ont pas confiance".
- ▶ Le rapport a exhorté les pays africains à une restructuration de l'Union africaine, en mettant l'accent sur la redéfinition des priorités à engager. Les recommandations formulées pour "la réforme qui vise à renforcer davantage le rôle de l'Union africaine" se répartissent en **cinq grandes orientations stratégiques** :
 - ❖ **"Mise en oeuvre des priorités principales de portée continentale.**
 - ❖ **Réalignement des institutions de l'Union africaine afin de mettre en oeuvre ces priorités.**
 - ❖ **Établissement de liens entre l'Union africaine et ses citoyens.**
 - ❖ **Gestion efficace et efficiente des activités de l'Union africaine aux niveaux politique et opérationnel.**
 - ❖ **Financement de l'Union africaine de manière durable avec la pleine appropriation du processus de financement par les Etats membres".**
- ▶ Dans la même perspective de ce rapport, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, dans Son Message adressé au 29^{ème} Sommet de l'Union africaine, a dressé les contours de l'émergence d'une nouvelle Afrique, capable d'assumer ses responsabilités internationales et de répondre aux besoins urgents d'un développement durable africain.

La contribution à la gouvernance de l'Afrique (3)

- ▶ La demande d'adhésion du Maroc à la CEDEAO relève, aussi, de cette volonté de renforcer l'intégration des pays africains au profit d'une unité croissante, dans la droite ligne de la constitution de la zone de libre-échange continentale, voulue par l'Union africaine (44 pays signataires au 21 mars 2018).
 - ❖ La CEDEAO, ensemble hétérogène de 15 pays ouest-africains, est un modèle d'intégration et de coexistence régionale (libre circulation et résidence des personnes, monnaie unique, maintien de la paix), d'où sa force d'attraction.
 - ❖ La CEDEAO bénéficierait, avec l'ouverture du Maroc sur la Méditerranée et l'Atlantique nord, d'un meilleur accès aux marchés nord-américains, européens et arabes.
 - ❖ Enfin, ce nouvel ensemble économique deviendrait la 16^{ème} puissance économique mondiale (PIB de 745 milliards USD, marché unique de 384 millions d'habitants) devant la Turquie (199). L'accroissement du volume des échanges et de l'investissement entre le Maroc et les pays de la Communauté –résultant des avantages du libre-échange– pourrait constituer un nouveau moteur de développement pour les économies à forte composante d'hydrocarbures.
- ▶ Le principe de l'exemplarité est profondément ancré dans la culture marocaine. C'est pourquoi **le Royaume est prêt à aider tout pays africain qui le souhaiterait, en lui transférant ses connaissances et ses pratiques dans des domaines d'excellence**, tels que :
 - ❖ la Constitution progressiste de 2011,
 - ❖ la régionalisation avancée,
 - ❖ son approche sécuritaire multidimensionnelle qui place la sécurité humaine au centre des préoccupations du pays :
 - nouvelles structures sécuritaires et renforcement de leurs moyens d'action pour faire face à l'évolution de la criminalité dans toutes ses formes (par exemple le dispositif *Vigilance*),
 - nouveaux services sécuritaires pour faire face à l'émergence de nouvelles formes de criminalité dont la cybercriminalité, comme les laboratoires régionaux offrant une expertise technique aux enquêteurs (analyse des traces numériques et des outils électroniques).

Bénéficiant de son expérience de gouvernance pluriculturelle et de son ouverture aussi bien au nord qu'au sud, le Maroc peut singulièrement contribuer au développement de la gouvernance collective et individuelle des pays africains.

La contribution à la gouvernance de l'Afrique (4)

Contribution du Maroc à la question de la migration

► Dès son retour à l'Union africaine, le Maroc a été chargé de la question de la migration pour de multiples raisons :

- ❖ Le Maroc est fortement et doublement concerné par la problématique migratoire, tant comme pays de départ que comme pays d'accueil des migrants subsahariens.
- ❖ En réponse à la problématique structurelle de la migration, le Maroc a, toujours, prôné une approche globale et intégrée qui incorpore les considérations humaines, au même titre que les considérations sécuritaires.
- ❖ Le Royaume a adopté, en 2013, une nouvelle politique d'immigration et d'asile qui a été bien perçue par la communauté internationale. Cette politique a permis la régularisation de la situation de près de 25.000 immigrés, à fin 2014, tout en les accompagnant pour réussir leur insertion socioéconomique (200). L'opération de régularisation a été renouvelée suite au Discours Royal du 20 août 2016 (25.600 dossiers déposés pour régularisation à fin 2017, selon le Conseil national des droits de l'Homme).

► Conscient que la prise en charge de la migration par la communauté internationale s'est faite suivant des considérations plus sécuritaires que de développement, **le Maroc a soumis à l'Union africaine**, le 3 juillet 2017 à Addis-Abeba, **une proposition de feuille de route** concernant la question migratoire qui met en évidence les axes suivants :

- ❖ **La mise en place de politiques nationales pour gérer la migration irrégulière et lutter contre les trafics clandestins au niveau de chaque pays.**
- ❖ **La coordination régionale et l'harmonisation des politiques nationales en matière de migration.**
- ❖ **La perspective d'une stratégie continentale commune de réponse à la problématique de la migration.**
- ❖ **Le partenariat international, à travers l'adoption d'une approche globale et cordonnée des divers processus de négociation.**

La contribution à la gouvernance de l'Afrique (5)

119

► Le 29 janvier 2018 à Addis-Abeba, lors du 30^{ème} Sommet de l'Union africaine, **Sa Majesté Le Roi Mohammed VI –en sa qualité de "Leader de l'Union africaine sur la question de la migration" – a soumis l'Agenda Africain pour la Migration.** Ce document, conçu selon une approche inclusive et participative, a mis en exergue trois propositions phares (201) :

- ❖ La création d'un **Observatoire africain de la migration** dont le travail sera basé sur le triptyque "comprendre, anticiper et agir". Cet observatoire aura pour mission de développer l'observation et l'échange d'informations entre les pays africains afin de favoriser une gestion maîtrisée des flux migratoires. Le Maroc a proposé d'abriter cet Observatoire.
 - ❖ La création d'un poste d'**envoyé spécial de l'Union africaine chargé de la migration** pour coordonner les politiques de l'Union dans ce domaine.
 - ❖ **L'Agenda africain** pour la migration **peut instruire le processus d'élaboration du Pacte mondial** pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.
- Les efforts du Maroc reconnus par la communauté internationale font que le Royaume abritera, en décembre 2018, la dernière session prévue pour la négociation du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Déconstruire les mythes associés à la migration

Dans son Message adressé au 30^{ème} Sommet de l'Union africaine, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a clairement souligné que :

- "l'Agenda Africain pour la Migration part de l'idée qu'il faut connaître le phénomène migratoire dans ses différentes dimensions pour mieux l'appréhender. Dans ce cadre, il est temps de déconstruire, "un à un" les mythes associés à la migration" .
- "La migration est un phénomène naturel qui constitue la solution et non pas le problème. Nous devons adopter une perspective positive sur la question de la migration en mettant en avant la logique humaniste de responsabilité partagée et de solidarité".
- "la migration ramenée à ses proportions réelles, loin des mythes qui en projettent une image scandaleusement déformée, est un enjeu planétaire et crucial pour Notre continent. Elle mérite une nouvelle approche afro-centrée conciliant le réalisme, la tolérance et la primauté de la raison sur les peurs".

La contribution au capital humain africain (1)

120

L'humain au cœur

- ▶ Après la gouvernance, facteur nécessaire, mais non suffisant de la paix et du développement, c'est au capital humain du continent que le Maroc accorde toute son attention. Car, finalement, "il n'y a de richesse que d'hommes".
- ▶ C'est pourquoi le Maroc est déterminé à contribuer davantage au développement du potentiel humain africain, plus particulièrement sur deux points :
 - ❖ **L'identité réconciliée**, en ligne avec l'esprit cosmopolite et post-indépendance, prôné par la nouvelle génération (cf. 1^{ère} partie - chapitre 3)
 - ❖ **Le développement du capital humain, tant en matière d'éducation que de mobilisation du potentiel que constituent les femmes et les jeunes** (cf. 3^{ème} partie – chapitre 2).

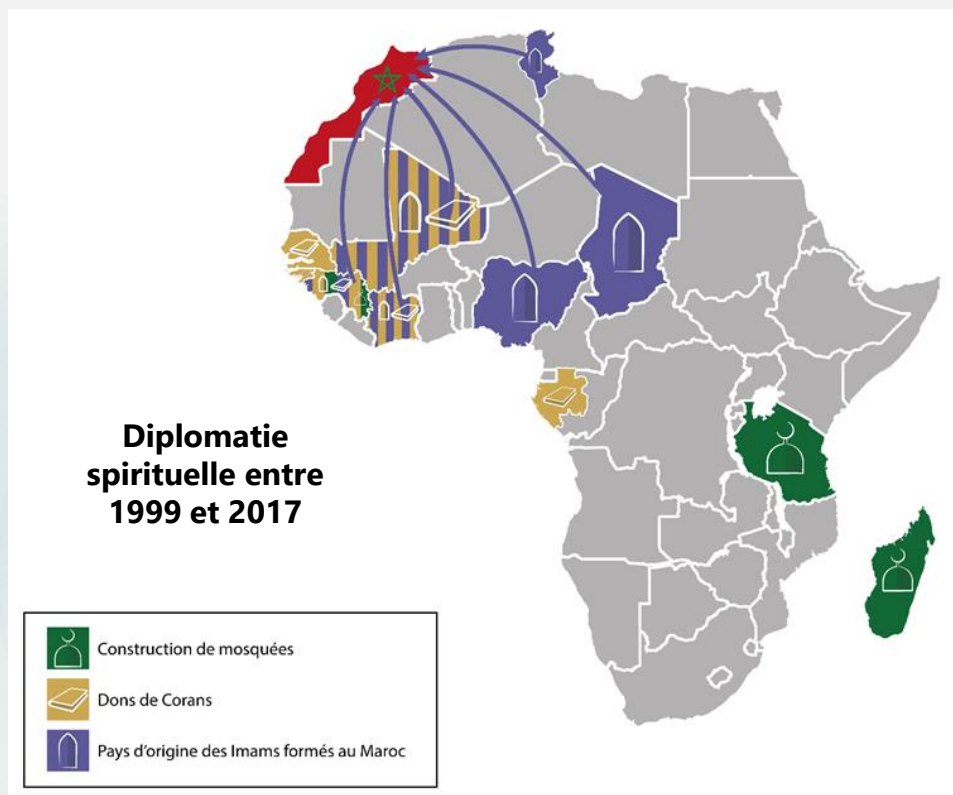
Contribuer à la réconciliation nationale

- ▶ Le Maroc est en mesure de contribuer à l'élaboration et à la mise en place de processus de réconciliation nationaux grâce à sa vision novatrice de l'identité nationale :
 - ❖ Le processus de réconciliation (2003-2005), mené au Maroc, a été soutenu par les partis politiques, les centrales syndicales et la société civile, Il s'est traduit par l'indemnisation des victimes des droits de l'Homme et la mise en place de dispositifs adéquats contre de futures violations.

- ❖ Le préambule de la Constitution de 2011 a conforté la reconnaissance de l'identité culturelle plurielle du Maroc : arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen.
- ❖ Le Royaume du Maroc est constitutionnellement défini comme un "Etat musulman souverain, attaché à son unité nationale et à son intégrité territoriale qui entend préserver, dans sa plénitude et sa diversité, son identité nationale une et indivisible".
- ▶ Parce que la réconciliation passe par la liberté de culte et la tolérance religieuse, le Maroc lutte contre la radicalisation en Afrique. Il met à la disposition des pays africains son expérience en matière de **maîtrise du champs religieux** :
 - ❖ l'Institut Mohammed VI de formation des imams prédicateurs et prédicatrices a pour objectif la promotion d'un Islam du juste milieu, un Islam d'ouverture et de cohabitation. En 2017, 1.000 imams ont été formés dont 78% issus du Nigéria, du Mali, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de Guinée, du Rwanda et de la Tanzanie (196).
 - ❖ La Fondation Mohammed VI des Oulémas africains se veut comme "un cadre pour la coopération et l'échange des expériences et la coordination des efforts entre les Oulémas pour (...) promouvoir les valeurs [de l'Islam] que sont la modération, la tolérance et la volonté de coexistence et afin que la Fondation soit au service de la sécurité, de la stabilité et du développement en Afrique" (202).

La contribution au capital humain africain (2)

121



Source : Traitement IRES des données disponibles en ligne du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Agence Marocaine de Presse

Contribution à la montée en compétences

Pour affronter les enjeux en cours et à venir, le continent africain doit relever le défi de l'accélération du développement du capital humain.

► Pour y contribuer, **le Maroc** :

- ❖ **s'est engagé dans la formation des cadres africains dans divers domaines** : aéronautique, finance, gestion des réseaux ferroviaires, agriculture, nouvelles technologies de l'information, efficacité énergétique et énergies renouvelables. Entre 1986 et début 2017, 5.000 cadres administratifs africains ont perfectionné au Maroc leurs connaissances et leur expertise (196),
- ❖ **a initié en avril 2017, dans le cadre de sa stratégie de "soft power", une alliance africaine pour le développement de la formation professionnelle** (pays signataires : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée Bissau, Guinée-Conakry, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). Cette alliance vise à favoriser le dialogue, le partage de savoir-faire, d'expériences et d'expertise entre les acteurs de la formation professionnelle de ces pays partenaires.

La contribution au capital humain africain (3)

- ▶ **Dans le domaine éducatif, le Maroc se positionne au 1^{er} rang des pays africains francophones et au 2^{ème} rang de l'ensemble de l'Afrique (après l'Afrique du Sud) pour l'accueil des étudiants africains.**
 - ❖ Le domaine universitaire constitue l'un des volets les plus avancés de la coopération entre le Maroc et les autres pays africains. Les établissements supérieurs marocains accueillent, au cours de l'année universitaire 2017-2018, 10.000 étudiants africains (contre 1.040 en 1995) dont plus de 80% sont boursiers.
 - ❖ Aujourd'hui, le rôle de l'Agence marocaine de la coopération internationale ne se limite pas à l'accueil des étudiants subsahariens, mais s'étend à la coopération inter-universitaire. Celle-ci se diversifie, des échanges d'expériences et d'expertise en matière de pédagogie et de gouvernance institutionnelle, au développement de programmes communs de recherche.
- ▶ **Enfin, le Maroc compte partager son expertise relative à l'émancipation des femmes et des jeunes :**
 - ❖ L'Initiative Nationale pour le Développement Humain, lancée en 2005 a permis d'accélérer l'employabilité des femmes appartenant aux couches sociales défavorisées, à travers la mise en place d'activités génératrices de revenus (culture de l'arganier, du safran, par exemple). Elle constitue une plateforme majeure pour la promotion de partenariats entre le Maroc et les autres pays africains.
 - ❖ La Stratégie de la jeunesse 2015-2030 considère les jeunes comme une "ressource sociale" et un "investissement pour l'avenir". Elle vise, notamment, à étendre leur participation au développement économique, social, culturel et politique du Maroc et à créer les conditions propices au plein déploiement de leur potentiel innovant et entrepreneurial.

La contribution à la transition économique de l'Afrique (1)

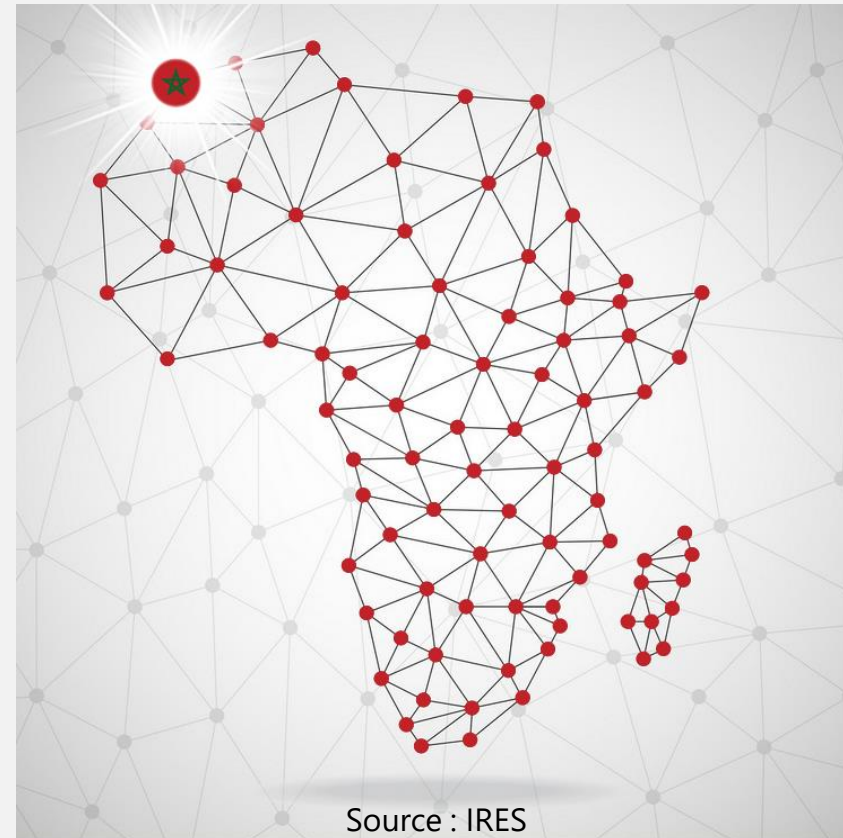
123

Le Maroc, partie prenante de la transition économique africaine

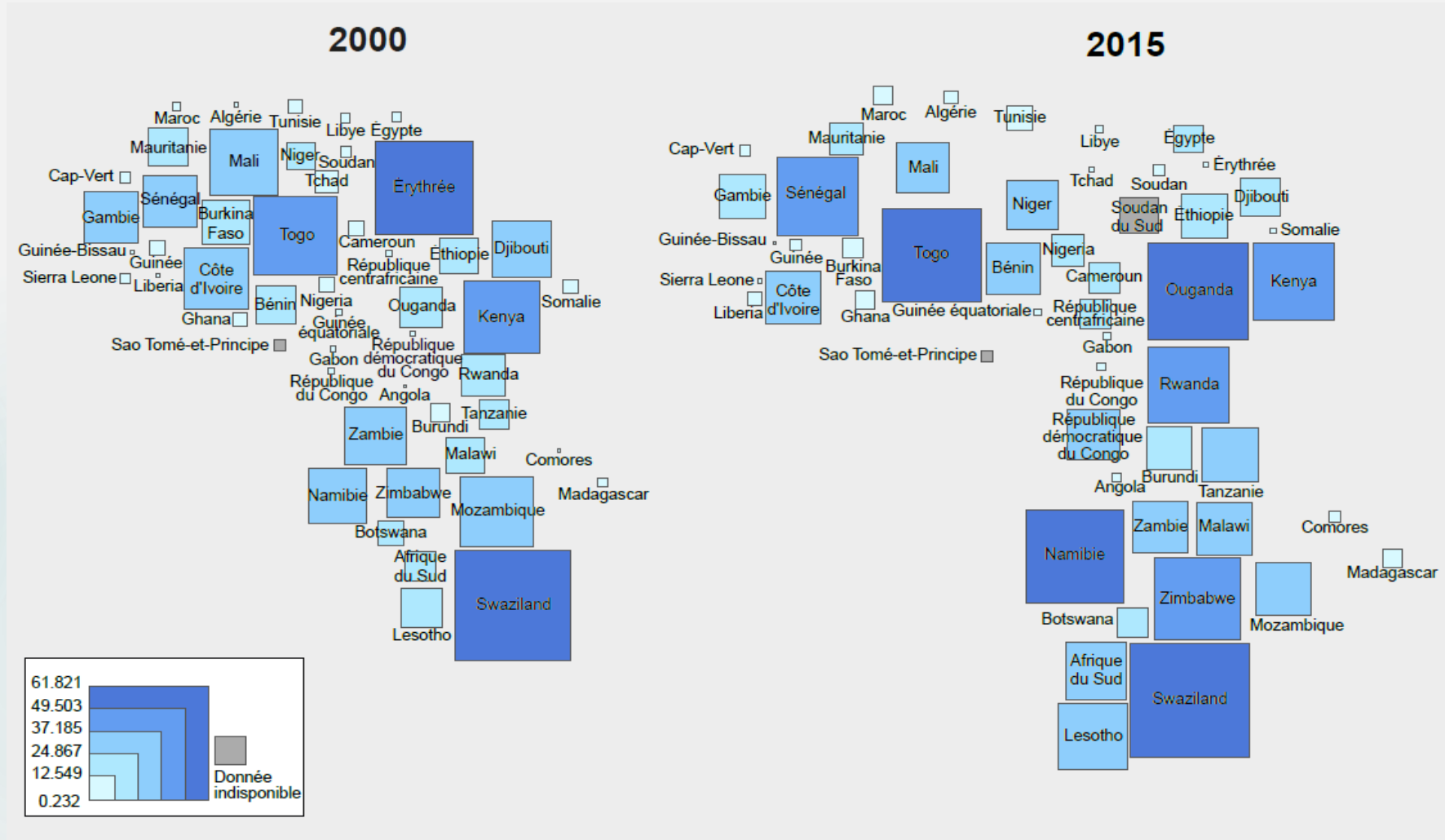
Première économie la plus compétitive d'Afrique du Nord et 5^{ème} du continent après l'Ile Maurice, le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Botswana (203), le Maroc est, plus que jamais, partie prenante du développement autonome de l'Afrique et de son dynamisme économique.

Les atouts dont dispose le Royaume le prédisposent à jouer un rôle de relais important en matière d'édification d'un avenir prospère du continent africain. Outre les partenariats le liant aux puissances traditionnelles, le Maroc a conclu de nombreux accords de coopération avec ses partenaires subsahariens, ce qui lui permet de **jouer le rôle effectif de hub régional sur le plan du commerce, de la finance, du transport...**

Sa contribution à la transition économique africaine est particulièrement manifeste sur trois plans : l'intégration économique, les investissements et les secteurs d'excellence.



Poids de l'Afrique dans le commerce total de chaque pays africain (en %)



Source : Traitement IRES des données de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

La contribution à la transition économique de l'Afrique (2)

125

Contribution à l'intégration économique du continent

Quoiqu'en progression constante, l'intégration économique de l'Afrique demeure faible dans un processus de mondialisation qui s'est fortement accéléré ces dernières années et qui tend à se construire autour de blocs régionaux interdépendants. En effet, le taux des échanges intra-régionaux se situe en dessous de 20% en Afrique contre 56% en Amérique, 60% en Asie et 66% en Europe (204).

Estimant essentielle cette intégration, le Maroc souhaite y contribuer de manière plus importante sur deux plans : la stabilité macroéconomique et la diversification intégrative.

► **La stabilité macroéconomique** offre le cadre nécessaire tant à l'investissement étranger qu'au développement entrepreneurial local. Les réformes entreprises par le Maroc, transposables à d'autres pays africains, concernent :

- ❖ le renforcement de la stabilité macroéconomique : inflation maîtrisée, endettement public soutenable, crédit souverain fiable (*Investment grade*)...
- ❖ l'aménagement territorial et le développement des infrastructures autoroutières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, renforçant la connectivité internationale du Maroc.

- ❖ la mise en œuvre de stratégies sectorielles, visant le développement des métiers mondiaux du Maroc grâce aux plans *Emergence*, plan *Maroc vert* (agriculture), à la *Vision 2020 du tourisme*, à la stratégie énergétique...
- ❖ la diversification des relais de croissance des opérateurs économiques marocains, notamment en Afrique subsaharienne.

► La diversification intégrative

- ❖ Pour assurer une croissance stable, les économies ont besoin de se diversifier afin, d'une part, de limiter les risques inhérents aux activités dominantes (cf. les économies de rente) et, d'autre part, d'inclure toutes les forces vives locales.
- ❖ Parallèlement, l'insertion d'un pays dans les chaînes de valeur mondiales est facilitée par les filières d'activités industrielles, intégrant produits et services, comme c'est le cas du Maroc avec l'industrie des phosphates, l'industrie automobile ou aéronautique.
- ❖ Enfin, l'approche systémique et transnationale de développement que l'on retrouve dans de grands projets, tels que celui du gazoduc atlantique Nigeria-Maroc (cf. L'Afrique en marche n°15), constitue un puissant outil d'intégration.

L'Afrique en marche n°15

Projet Gazoduc Atlantique Maroc-Nigéria : outil d'intégration et de développement régional

- ▶ Cet ambitieux projet, discuté en marge de la COP22, à Marrakech, en novembre 2016 par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le Président de la République fédérale du Nigeria, son Excellence M. Muhammadu Buhari, a fait l'objet d'un accord de partenariat stratégique et d'un mémorandum d'entente entre le fonds souverain marocain "Ithmar Capital" et le fonds nigérian "Sovereign Investment Authority", en décembre 2016.
- ▶ Long de 5.000 kilomètres, ce gazoduc est l'extension du "West African Gas Pipeline" qui relie, depuis 2010, le Nigéria au Ghana, en passant par le Bénin et le Togo. Il s'agit d'un pipeline de gaz qui longera la côte ouest africaine jusqu'au Maroc, avec une éventuelle extension vers l'Europe via l'Espagne. Le projet ambitionne d'entraîner dans son sillage des pans entiers des économies africaines puisqu'il doit renforcer le développement du secteur énergétique dans toute la région. Tout cela en exploitant une énergie propre qui respecte les nouveaux engagements du continent en matière de protection de l'environnement.
- ▶ Outre son impact positif sur le développement socio-économique de tout le continent, le gazoduc favoriserait l'émergence et l'intégration de la région nord-ouest africaine, contribuerait à la réduction de l'indépendance énergétique de cette zone et à l'électrification de toute la région nord-ouest africaine.



Source : IRES

Principaux objectifs du projet de gazoduc :

- ▶ Accélérer les projets d'électrification dans toute la région d'Afrique de l'Ouest, en créant un marché régional compétitif de l'électricité.
- ▶ Développer des pôles industriels intégrés dans la sous-région, dans des secteurs, tels que l'industrie, l'agro-business et les engrais.
- ▶ Attirer des capitaux étrangers, améliorer la compétitivité des exportations et stimuler la transformation locale des ressources naturelles.

La contribution à la transition économique de l'Afrique (3)

127

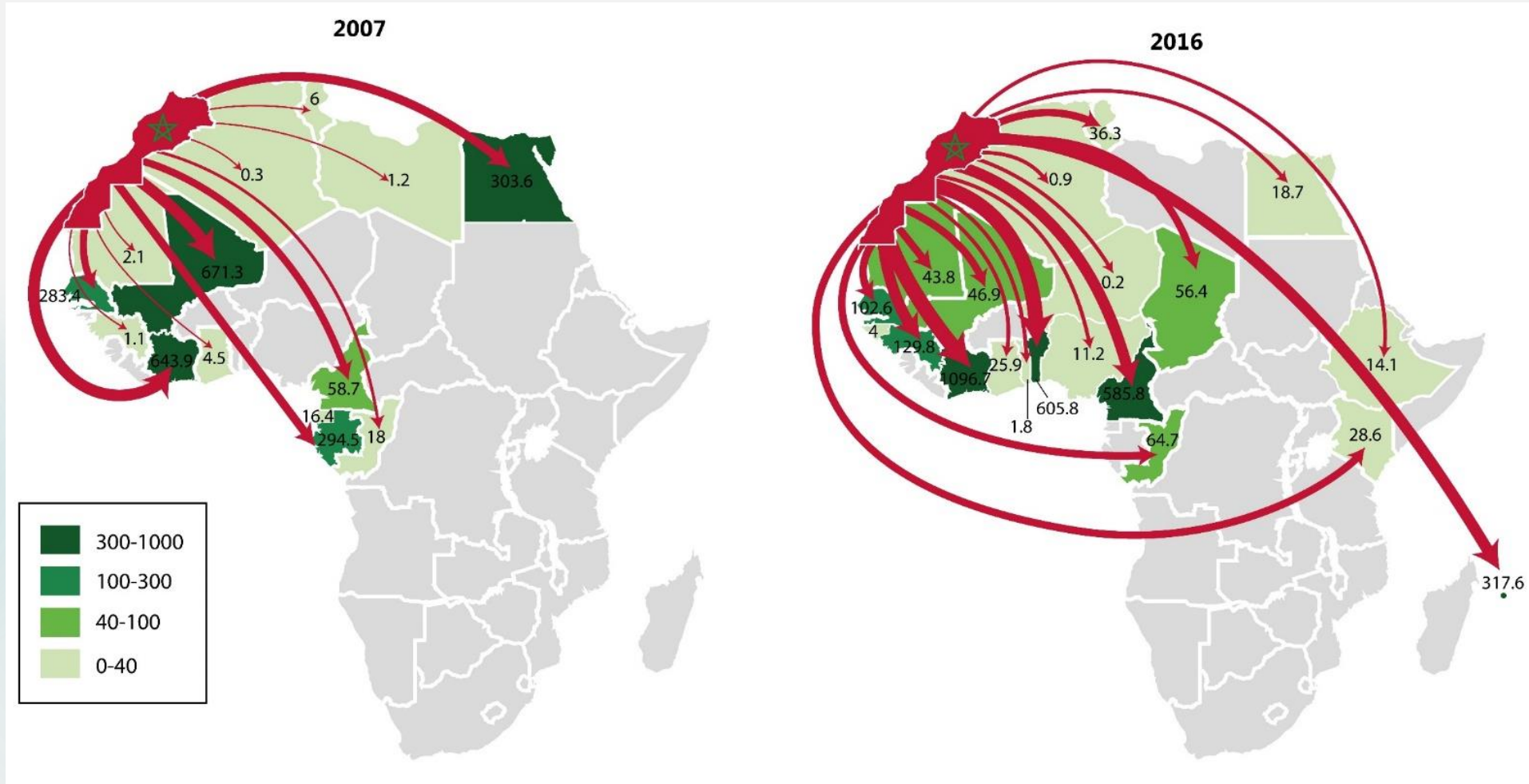
Contribution à l'assainissement financier du continent

Le développement de la plupart des pays africains est obéré par des problèmes financiers : dettes, manque de liquidités, difficile recours à l'emprunt, faute d'une place financière... C'est pourquoi la contribution marocaine est particulièrement significative dans ce domaine.

- ▶ L'aide au développement à destination des autres pays africains s'appuie sur l'Initiative Royale pour l'annulation, en 2000, de la dette vis-à-vis du Maroc des pays les moins avancés du continent et la levée de toutes les barrières douanières, imposées aux produits importés de ces pays.
- ▶ Le Maroc est, aujourd'hui, le 1^{er} investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le 2^{ème} investisseur africain en Afrique subsaharienne (cf. l'Afrique en chiffres n°18).
- ▶ Avec un montant de 8 milliards de dollars de projets annoncés en 2015-2016, le Maroc est devenu le 1^{er} investisseur intra-africain en Afrique (140).

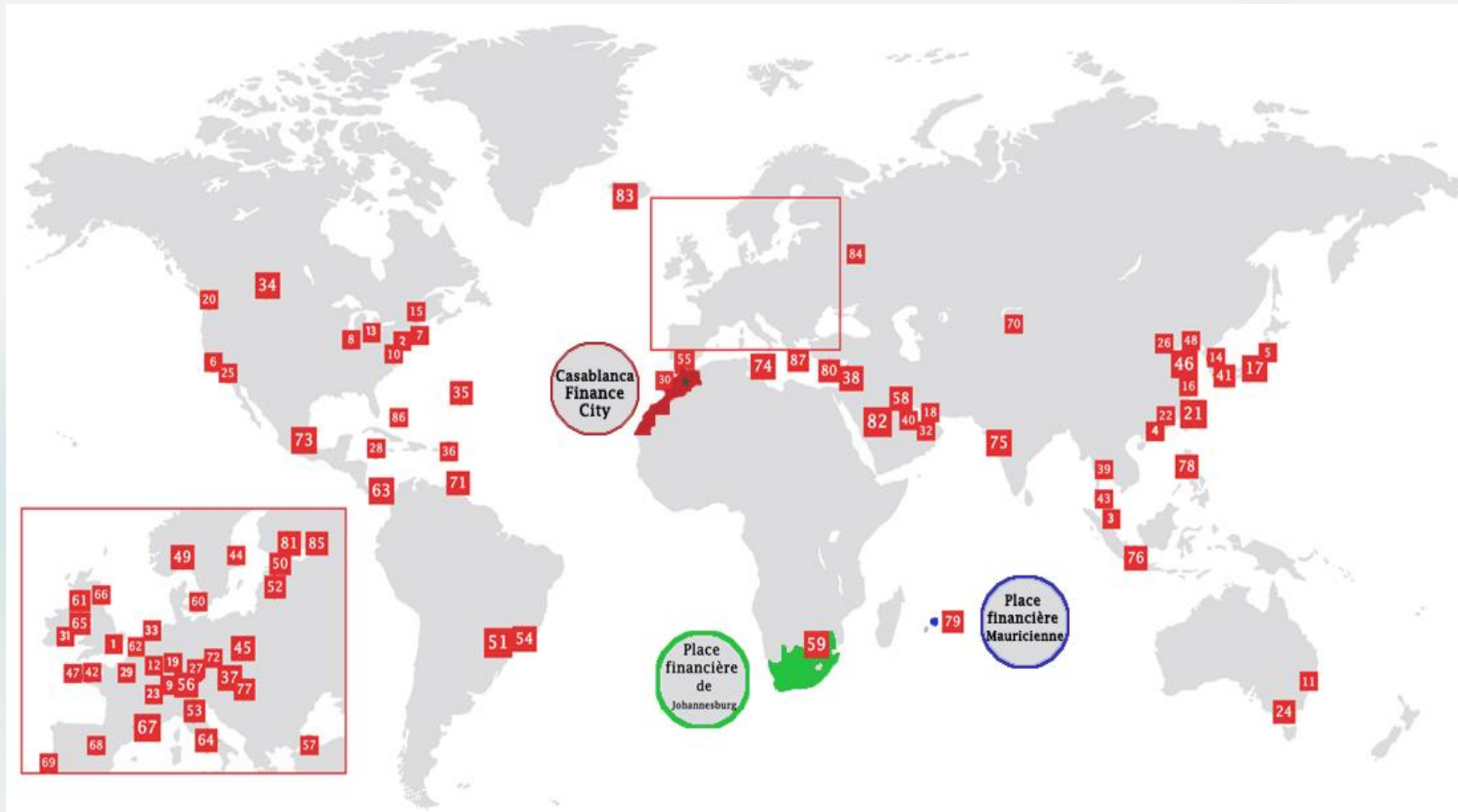
- ▶ Pilier de l'investissement marocain en Afrique, le déploiement du secteur bancaire marocain a permis l'accroissement des échanges et facilité les investissements des entrepreneurs marocains sur le continent. **Ce secteur bancaire marocain est présent dans plus de 26 pays africains (196).**
- ▶ **La place financière *Casablanca Finance City Authority* s'est imposée comme le premier hub financier vers l'Afrique.**
 - ❖ Cette plateforme multi-métiers, liant le Nord et le Sud vise à attirer et à encourager les investisseurs internationaux à mener leurs activités en Afrique, en choisissant Casablanca, comme porte d'entrée vers ce continent.
 - ❖ En 2014, la place financière de Casablanca a été choisie par la Banque africaine de développement pour accueillir le fonds "Africa 50", le plus grand fonds, jamais créé, pour financer les projets d'infrastructures en Afrique, au cours des cinquante prochaines années (205).
- ▶ Enfin, comme l'affirme Mohamed DAMAK, responsable en chef de la finance islamique chez "Standard & Poor's" : "Dans le domaine de la finance islamique, le Maroc a le potentiel pour être la Malaisie du continent africain. Le Royaume a suivi les traces de ce pays d'Asie, en instaurant un cadre réglementaire spécifique à cette activité avant de l'autoriser".

Flux des investissements directs marocains en Afrique par pays (en millions de dirhams)



Source : Traitement IRES des données de l'Office des Changes

Global Financial Centres Index (classement international en 2016)



Source : Traitement IRES des données de Z/Yen Group

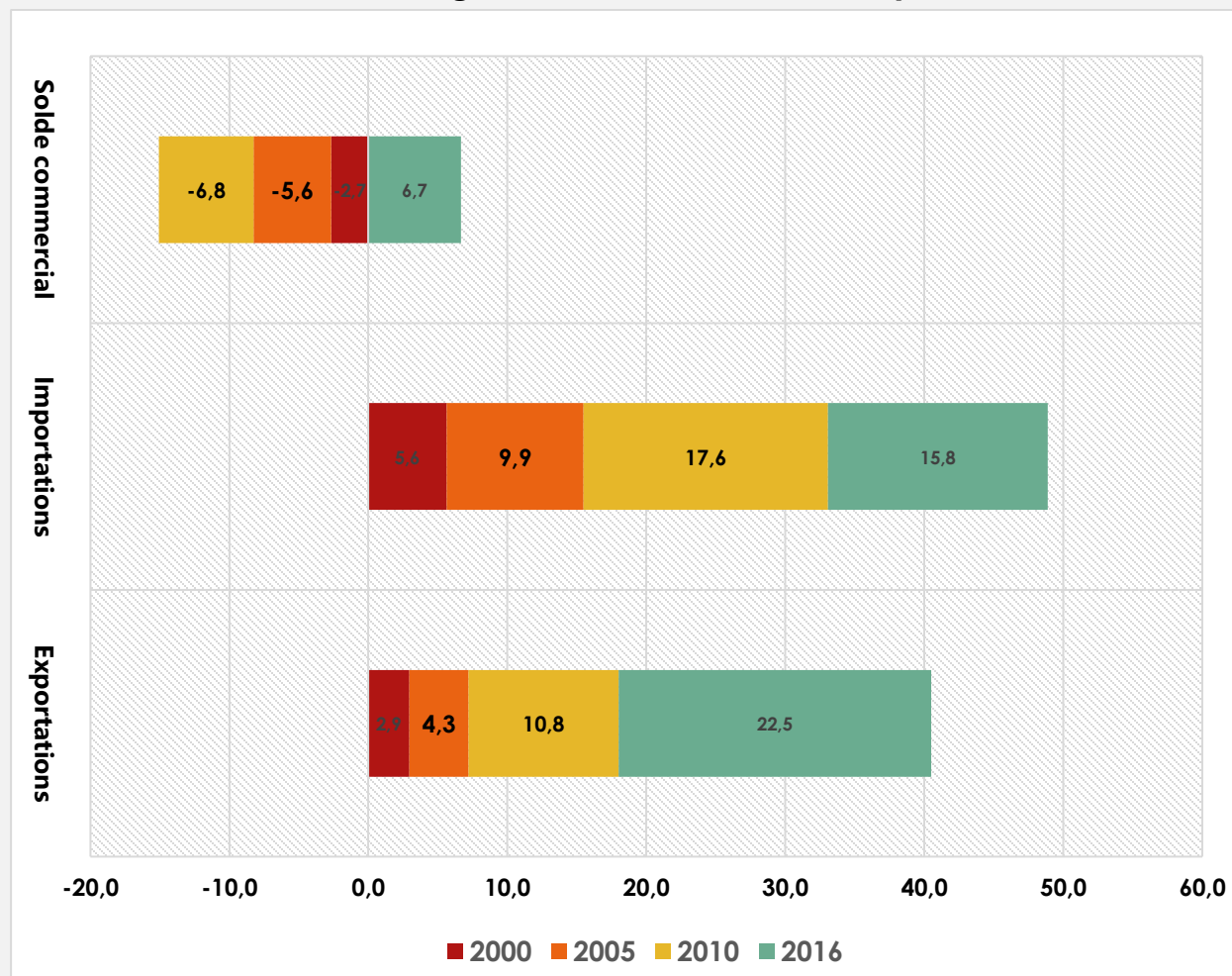
L'Afrique en chiffres n°18

Chiffres clés du Maroc en Afrique (Domaine économique)

130

- ▶ Plus de 1.000 accords ont été conclus depuis 2000 par le Royaume du Maroc, avec plus de 40 pays africains contre, seulement, 500 accords entre 1956 et 1999. Près de 426 accords ont été signés depuis 2014, avec 15 pays africains, impliquant 80 opérateurs économiques publics et privés et 300 partenaires africains (196).
- ▶ Les flux des investissements directs marocains à destination de l'Afrique ont presque triplé entre 2007 et 2016, passant, respectivement, de 114 millions de dollars à près de 326 millions de dollars (206). Au total, sur la période sous revue, le Maroc a investi sur le continent africain près de 3 milliards de dollars, soit 51,7% du total des investissements directs marocains à l'étranger (206).
- ▶ Plus de 1.000 opérateurs marocains sont présents en Afrique. Sur la période 2008-2015, ces opérateurs ont investi près de 2,2 milliards de dollars sur le continent (196).
- ▶ Malgré une augmentation de 744 millions de dollars, en 2000, à près de 3,7 milliards de dollars en 2016, les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique restent très limités et leur poids dans le commerce global du Maroc ne dépasse guère 6% en 2016 contre 4% en 2000 (204).

Echanges commerciaux Maroc-Afrique



Source : Traitement IRES des données de l'Office des changes

L'Afrique en marche n°16

L'expertise urbaine marocaine au service de l'Afrique

131

- ▶ La question urbaine est, aujourd'hui, plus que jamais au cœur des principaux enjeux du développement du continent africain, compte tenu des multiples défis à relever pour garantir la cohésion sociale, renforcer l'attractivité des villes africaines ou assurer l'intégration de la durabilité dans l'aménagement et la planification urbaine, à travers des démarches concertées, fondées sur la connaissance des inter-relations complexes et dynamiques entre les systèmes sociaux, économiques et écologiques. Le Royaume du Maroc est engagé à partager son savoir-faire en termes d'aménagement et de développement urbain avec ses partenaires africains.
- ▶ **Contribution à l'éradication des bidonvilles** : le Maroc, qui a cumulé une grande expertise dans l'éradication des bidonvilles, est disposé à apporter son expérience aux pays africains qui le souhaitent. En 2004, le Royaume a lancé le programme "Villes sans bidonvilles au Maroc". La mise en œuvre de ce programme a permis de déclarer officiellement, en 2017, 58 villes comme étant des "villes sans bidonvilles" sur un total de 85 villes, initialement ciblées. Le programme a permis de reloger 383.557 ménages à faibles revenus et d'améliorer, par ricochet, leurs cadres de vie (207). Le Maroc a été classé, selon le programme des Nations unies pour les établissements humains, 2^{ème} pays au monde pour son taux de réduction des bidonvilles sur la période 2000-2010.
- ▶ **Contribution à la construction d'une nouvelle capitale au Soudan du Sud** : le Maroc apportera son assistance à la République du Soudan du Sud pendant les différentes phases de mise en œuvre de ce projet d'envergure, à travers, notamment, la levée de fonds financiers, l'appel à des partenariats techniques ainsi que le développement de l'expertise et du savoir-faire des équipes du Soudan du Sud.
- ▶ **Contribution à la mise à niveau de la ville de Conakry en République guinéenne** : le Maroc s'engage, à travers le lancement de différents projets structurants d'aménagements urbains, à forte valeur ajoutée et ayant des impacts directs sur les populations locales.

Maquette de la nouvelle capitale du Soudan du sud



Source : <https://www.lereporter.ma/zoom/soudan-du-sud-une-nouvelle-capitale-pour-le-pays/>

La contribution à la transition économique de l'Afrique (4)

132

Contribution marocaine multiforme à travers ses secteurs d'excellence

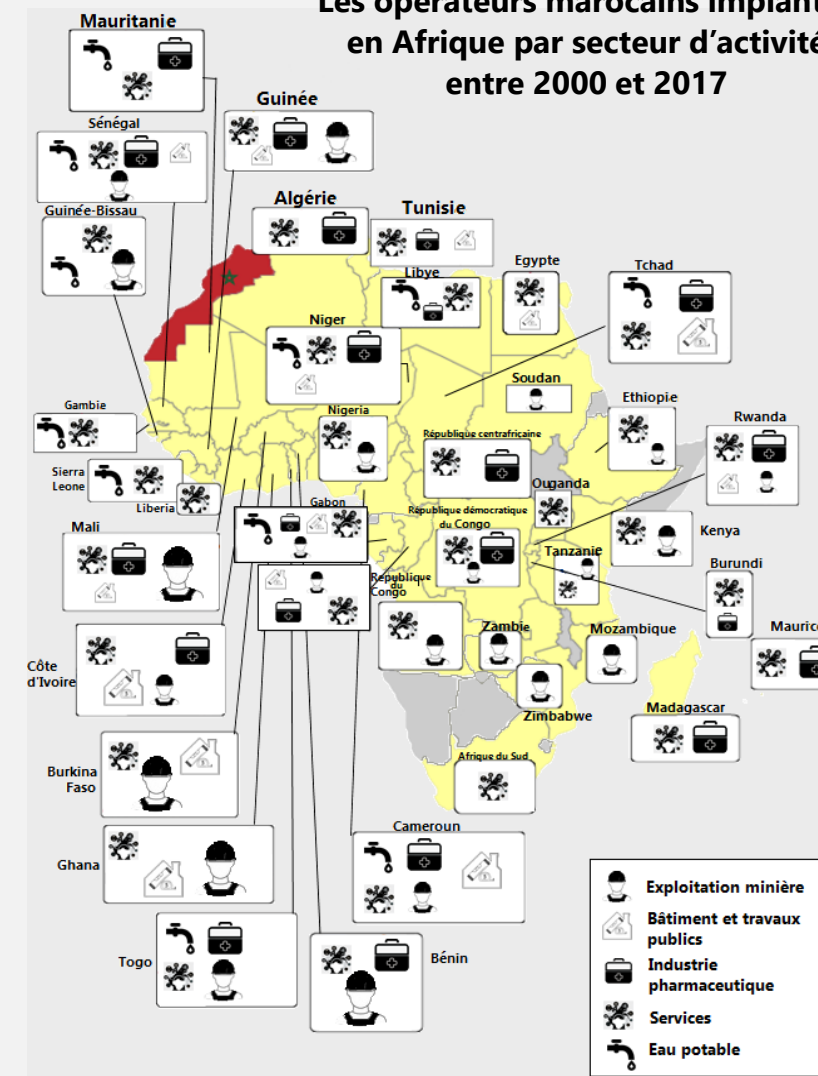
La forte impulsion donnée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à la diplomatie économique marocaine en Afrique, à partir des années 2000, a conduit les grandes entreprises marocaines à affronter la concurrence sur le marché africain (208).

Aujourd'hui, ces nouveaux "champions régionaux" œuvrent dans des domaines stratégiques pour le continent.

► Secteur minier, des infrastructures et des télécoms

- ❖ Le Royaume partage son expertise minière avec ses partenaires africains et accorde un intérêt particulier au développement de ce secteur, dans le cadre de la coopération Sud-Sud en Afrique.
- ❖ En matière d'ingénierie des infrastructures, le Maroc propose à ses partenaires africains des solutions adaptées au contexte local, une technologie propre en matière de construction de barrages, d'assainissement, de routes et une expertise avérée en matière de construction de grandes infrastructures et de planification urbaine (cf. l'Afrique en marche n°16).
- ❖ Le Maroc continue d'affirmer sa position d'acteur majeur pour l'essor des télécommunications en Afrique :
 - Contribution à la consolidation des infrastructures télécoms et à l'amélioration de la qualité des services proposés.
 - Investissement par Maroc Telecom de plus du quart de son chiffre d'affaires dans le continent (208).

Les opérateurs marocains implantés en Afrique par secteur d'activité entre 2000 et 2017



Source : Traitement IRES des données disponibles en ligne de certains opérateurs marocains ainsi que des données du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

La contribution à la transition économique de l'Afrique (5)

133

► **Secteur agricole.** Dans le cadre de sa stratégie de coopération Sud-Sud, **le Maroc mène des actions concrètes pour que l'Afrique puisse relever le défi majeur de sa sécurité alimentaire et réussir sa révolution verte.**

- ❖ Disposant de 75% des réserves mondiales de phosphates (209), le Maroc a lancé, par l'intermédiaire du Groupe OCP, deux grandes unités de production de fertilisants, l'une au Nigeria et l'autre en Ethiopie. Ces unités pourraient approvisionner tous les pays de la Corne de l'Afrique et certains pays du Golfe de Guinée.
 - Pour pallier la faible utilisation de fertilisants en Afrique (10% de la moyenne mondiale et presque 20 fois moins que la moyenne en Asie (210)), en partie responsable de l'insuffisante productivité agricole, **le Groupe OCP consacre une part importante de sa production d'engrais au marché africain (211).**
 - Sa filiale "OCP Africa", qui couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, investit dans la recherche et développement pour adapter les engrais aux besoins des sols et des cultures pastorales du continent.
- ❖ L'expérience marocaine en matière de micro-irrigation et de développement de l'agro-industrie à des fins d'exportation pourrait utilement contribuer à l'émergence d'une agriculture africaine moderne et compétitive.
- ❖ Le Maroc, qui dispose d'une expérience avérée en matière de recherche agronomique, se trouve engagé dans la modernisation de l'agriculture africaine et dans son adaptation au changement climatique (cf. Focus n°25)

"Nous le savons : ce ne sont ni le gaz ni le pétrole qui satisferont les besoins alimentaires de base !

Or, le grand défi de l'Afrique n'est-il pas sa sécurité alimentaire ?"

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 28^{ème} Sommet de l'Union africaine, Addis-Abeba, 31 janvier 2017 à

La contribution à la transition économique de l'Afrique (6)

134

► Secteur halieutique

- ❖ Premier producteur de poissons en Afrique, le Maroc s'est doté du plan *Halieutis* pour assurer la continuité de la ressource halieutique et garantir sa meilleure valorisation (cf. Rapport stratégique de l'IRES 2017). Il partage son expertise dans ce domaine, à travers des projets de renforcement des capacités dans le secteur de la pêche maritime et la construction d'infrastructures portuaires de pêche.
- ❖ Ainsi, le Royaume a contribué, activement, à l'aménagement des ponts de débarquement aménagés en Guinée et en Côte d'Ivoire afin d'accroître le rendement du secteur halieutique.
- ❖ De même, le Royaume et le Sénégal échangent leur expertise en matière de pêche du poulpe et de gestion des unités industrielles de pêche. La coopération entre les deux pays dans le domaine halieutique se traduit par une synergie des actions entre l'Institut de recherche halieutique du Maroc et le Centre de recherche océanographique de Dakar-Thiaroye.

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le Président ivoirien Alassane Ouattara inaugurent le point de débarquement de pêche "Mohammed VI" de Locodjro



Source : Agence Marocaine de Presse

La contribution à la transition économique de l'Afrique (7)

135

► Secteur du transport aérien

- ❖ L'aéroport Casablanca-Mohammed V constitue un hub régional, desservant les principales destinations africaines.
- ❖ Le renforcement de l'ancrage de la compagnie Royal Air Maroc sur le continent africain a permis d'accroître le nombre des destinations africaines desservies. Entre 2004 et 2014, ses dessertes sont passées de 7 à 32, couvrant près de 30 pays africains (212).
- ❖ Après la politique de libéralisation et d'ouverture du ciel "Open Sky" entre le Maroc et l'Europe, entamée dès 2005, la compagnie Royal Air Maroc est prête à affronter l'"Open Sky" africain, ouvert en janvier 2018.
- ❖ Enfin, l'excellente position de la filière aéronautique marocaine dote le Royaume d'une compétence de pointe dont il pourrait faire bénéficier les autres pays africains.



Source : Royal Air Maroc

La contribution à l'éco-transition de l'Afrique (1)

136

L'engagement sans faille du Royaume

Sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le Maroc est devenu l'un des pays leaders en matière de changement climatique et d'empreinte écologique, au bénéfice d'un développement économique, humain et environnemental plus soutenable.

Cet engagement se manifeste notamment dans deux domaines qui impactent plus particulièrement le continent :

- ▶ le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles ;
- ▶ l'éco-transition (213), qui favorise le passage du modèle économique dominant à un modèle plus respectueux de la planète et de ses habitants.

"J'ai pris l'initiative de vous convier à ce Sommet, afin que notre Continent harmonise la lutte contre les changements climatiques, et l'action en faveur du développement durable.

Concrétiser les projets régionaux et transnationaux structurants, tel est le défi que Je vous invite à relever.

Je vous propose de dessiner une Afrique résiliente aux changements climatiques, une Afrique qui s'engage résolument sur la voie du développement durable.

C'est une Afrique, qui utilisera ses ressources, de manière optimale, en respectant les équilibres environnementaux et sociaux.

C'est une Afrique qui agira en vue d'un développement inclusif, en accord avec ce qui fait son identité : la culture de partage, d'équité et de solidarité...

Il importe que notre Continent s'exprime d'une seule voix, qu'il exige justice climatique et mobilisation des moyens nécessaires, qu'il émette des propositions concertées, en matière de lutte contre les changements climatiques."

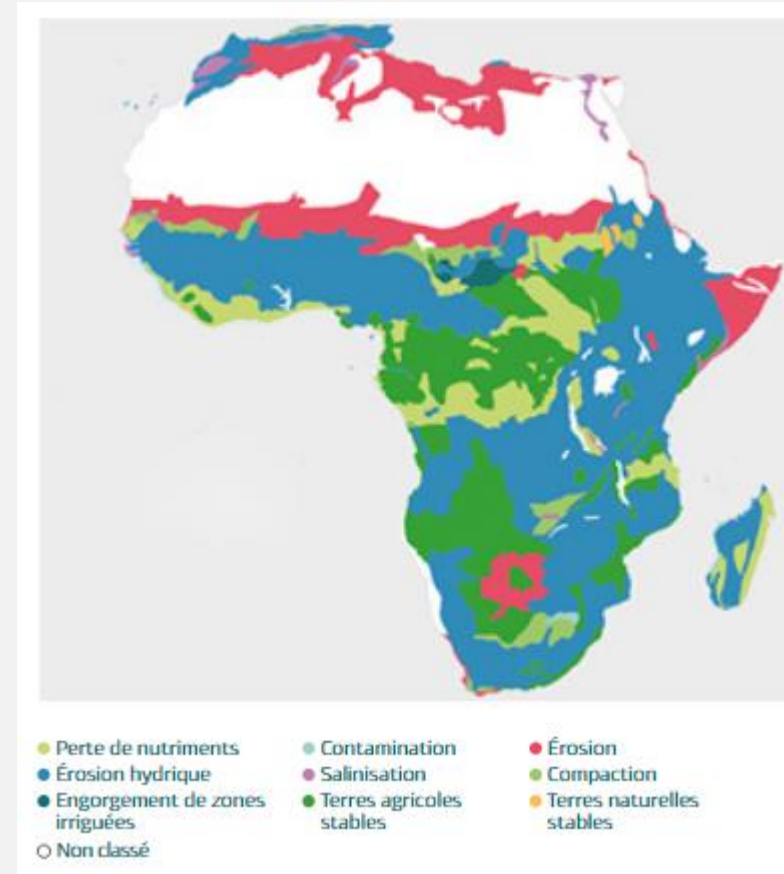
Discours prononcé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, à l'ouverture du Sommet africain de l'Action, tenu à Marrakech en marge de la 22^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques (COP22), le 16 novembre 2016

La contribution à l'éco-transition de l'Afrique (2)

137

Contribution à l'adaptation aux effets du changement climatique

- ▶ Puissance active dans le débat international relatif au climat et à l'environnement, le Maroc a organisé et abrité la COP22, en novembre 2016, attirant ainsi l'attention des pays du Nord sur les dommages causés aux pays du Sud.
- ▶ En marge de cette conférence, **le Maroc a lancé l'Initiative Triple A** (cf. FOCUS n°25) et a initié le **premier Sommet Africain de l'Action**. Celui-ci a permis au continent :
 - ❖ de s'exprimer d'une seule voix en faveur d'une justice climatique ;
 - ❖ de fixer les axes d'une co-émergence durable en proposant aux pays africains :
 - d'harmoniser leurs actions dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques,
 - d'agir collectivement contre la désertification et la déforestation et de mettre en place des mesures pour l'adaptation, la résilience et la sécurité alimentaire du continent,
 - de saisir les opportunités qu'offre un développement sobre en carbone, dans le domaine de l'énergie, de l'innovation technologique et en matière de promotion des "emplois verts".
- ▶ Parallèlement, le nouveau dispositif de gestion intégrée du littoral instauré par le Maroc, pourrait être utilisé par d'autres pays africains afin de réduire l'empreinte écologique du continent sur ses côtes (214).
- ▶ Enfin, le Royaume anime un réseau africain pour la diffusion des compétences en matière de changement climatique, à partir du Centre de Compétences en changement climatique (4C Maroc), plateforme d'expertise des acteurs relevant du secteur public et privé, du monde de la recherche et de la société civile.



Source : L'Atlas des sols d'Afrique,
Portail européen des sols (JRC)

Focus n°25

L'Initiative Triple A

- ▶ En amont de la COP22, le Maroc a lancé l'Initiative Triple A (Adaptation de l'Agriculture Africaine) qui vise à adapter l'agriculture africaine aux effets du changement climatique, promouvant, ainsi, une nouvelle place pour l'agriculture au sein des débats climatiques, à l'échelle internationale.
- ▶ Cette initiative vise à :
 - ❖ améliorer la qualité des sols par une gestion rationalisée de ceux-ci,
 - ❖ maîtriser durablement l'eau agricole et, notamment, l'irrigation,
 - ❖ renforcer les capacités en termes de gestion des risques climatiques,
 - ❖ mettre en place un financement solidaire des petits porteurs de projets (215).
- ▶ La question est, en effet, d'autant plus urgente que l'agriculture emploie 60% de la population africaine et que la production agricole africaine devra doubler d'ici 2030 et tripler d'ici 2050 pour nourrir la population du continent.
- ▶ Certes, les discussions officielles au sein de l'organe scientifique et technique de la COP22 se sont achevées sur un blocage, lié à l'articulation entre atténuation et adaptation, le Maroc exprimant sa position (adaptation) dans le Rapport stratégique 2017 de l'IRES, diffusé à cette occasion.
- ▶ Cependant, la prise de conscience du dilemme agricole africain a clairement émergé. Celui-ci a été résumé, ainsi, par l'un des participants, le fermier nigérien Djigo BAGNA : "Les Etats africains veulent une agriculture intensive qui détruit les terres. On en connaît les dégâts, alors que nos pratiques démontrent qu'on peut produire en qualité, en quantité et durablement" (216).
- ▶ L'Initiative Triple A bénéficie, aujourd'hui, du soutien de 33 pays africains, de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. En décembre 2017, l'Agence française de développement et la Banque mondiale se sont aussi engagées à soutenir cette initiative (217).

La contribution à l'éco-transition de l'Afrique (3)

Contribution à l'éco-transition

- ▶ Le Maroc ne se contente pas d'exhorter les autres puissances nationales et internationales à prendre des mesures pour s'adapter au changement climatique et lutter contre la dégradation des ressources naturelles. Il montre lui-même la voie, en passant, progressivement, à un modèle économique plus durable.
 - ❖ La Charte nationale de l'environnement et du développement durable, élaborée en 2009, s'est traduite par l'intégration des principes de développement durable dans les stratégies sectorielles, la mise en œuvre de la stratégie de mise à niveau de l'environnement, la stratégie nationale de protection de l'environnement, ...
- ▶ Le partenariat public-privé joue un rôle essentiel dans cette transition, comme l'a montré le programme "Villes sans Bidonvilles" ainsi que l'adhésion de la Confédération générale des entreprises du Maroc et de 42 autres organisations patronales mondiales à la Déclaration de Marrakech -COP22- (218).
- ▶ Outre sa contribution à la mise en œuvre de projets d'électrification du monde rural africain, le Maroc est en train d'acquérir une expertise dans le domaine des énergies renouvelables, notamment le solaire (cf. parc solaire de Ouarzazate) dont il pourrait faire bénéficier les autres pays africains.
- ▶ L'initiative Ceinture bleue "Blue Belt Initiative" propose des solutions innovantes pour l'adaptation du secteur halieutique au changement climatique et pour la résilience des océans.
- ▶ Dans le cadre de la Charte africaine du tourisme durable et responsable –signée par 24 pays africains–, le Maroc s'est engagé à contribuer à la promotion de la destination touristique Zambie et vice-versa (219). Ce cadre de référence pour le tourisme durable en Afrique est un outil, permettant la préservation de l'environnement et le respect des diversités culturelles de chaque pays (220).

L'Afrique en marche n°17

Le Maroc passe au "vert"

140

Bonnes pratiques (221)

- ▶ **GoEnergyless** : Créée par deux étudiants de l'Université de Mohammedia, la start-up commercialise "Fresh'lt", un système de refroidissement pour fruits et légumes, fonctionnant sans électricité, utilisant de la poterie artisanale et du sable. Deux autres systèmes sont en développement ; l'un pour les médicaments et l'autre pour la viande.
- ▶ **AveoEnergie** : la start-up donne une seconde vie aux déchets agricoles (biomasse), en leur faisant produire de l'énergie thermique. Elle accompagne la transition énergétique des entreprises.
- ▶ **Kilimanjaro Environnement** : la jeune entreprise développe un réseau de proximité de collecte des huiles alimentaires usagées et transforme celles-ci en bio-carburant ; son activité (70 employés) s'étend, aujourd'hui, à la collecte des déchets industriels banals.
- ▶ **Espace Bidaya de Casablanca** : ce premier incubateur Social GreenTech nord-africain du Comptoir de l'Innovation permet aux jeunes pousses de l'économie sociale et solidaire d'éclore. Il compte à son actif :
 - ❖ Cleanzy, une franchise de pressings écologiques,
 - ❖ Maroc Plastics Recycling, un écosystème de valorisation des déchets,
 - ❖ STEPMOBILE, première unité mobile de réduction des émissions de polluants dans l'eau qui permet une réduction "à la source" des émissions de gaz à effet de serre.
- ▶ **Solar E-Cycles** : cette société de création de véhicules solaires (11 différents créés en janvier 2018) propose des voiturettes à 4 ou 3 roues, alimentées par panneaux photovoltaïques, aux populations des zones rurales les plus reculées d'Afrique. Elle a été lauréate en 2016 (COP22) des trophées "Initiative Climat pour l'Afrique francophone" (222).

L'Afrique en marche n°18

Projet d'aménagement de la baie de Cocody

141

- ▶ Le projet d'envergure de sauvegarde et de valorisation de la baie de Cocody dans la capitale économique de Côte d'Ivoire, Abidjan se veut l'illustration d'un modèle de partenariat Sud-Sud réussi. Lancé, conjointement, par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le Président ivoirien, Alassane OUATTARA, début juin 2015, ce projet traduit la Vision Royale pour une Afrique qui compte sur ses propres potentialités pour un développement durable.
- ▶ Ce projet a pour objectif de promouvoir la protection de l'environnement et d'assurer la fluidité de la circulation sur les routes aux abords de la Baie, souvent embouteillées.
- ▶ Il prévoit la réalisation d'un viaduc, d'un port de plaisance, d'un parc urbain, d'espaces de loisirs et d'activités commerciales et d'infrastructures d'assainissement... Il aura des impacts positifs sur le plan environnemental, urbanistique et paysager ainsi que sur le plan socio-économique.

Projet de sauvegarde et de valorisation de la Baie de Cocody



Source : Agence Marocaine de Presse

A retenir

142

- ▶ Le Maroc s'investit pleinement dans le développement autonome du continent, soutenu par une Vision Royale forte et une ferme volonté de coopération Sud-Sud.
- ▶ La gouvernance du continent est une condition nécessaire, mais non suffisante, de son développement : le Maroc œuvre en faveur d'une unité plus active et solidaire.
- ▶ L'Agenda africain pour la migration, proposé par le Royaume à l'Union africaine, se veut le préalable à un renouvellement de la réflexion sur la question migratoire et un enjeu-clé pour assurer la libre-circulation des Africains sur leur continent.
- ▶ La transition économique du continent repose sur deux piliers majeurs auxquels le Maroc contribue : le développement du potentiel humain africain et la transition vers un modèle économique soutenable, adapté au changement climatique, circulaire et plus soucieux de l'environnement.



Bibliographie sélective (1)

143

- (1) SARR, Felwine et MBEMBE, Achille (2017). Ateliers de la pensée : "Pour une Afrique qui pense par elle-même et parle au reste du monde". Le Monde, [en ligne] 09 novembre 2017 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/09/ateliers-de-dakar-pour-une-afrique-qui-pense-par-elle-meme-et-parle-au-reste-du-monde_5212585_3212.html#EwHtMFPqxMXVX0Uu.99>
- (2) The Economist (2017). How the taxman slows the spread of technology in Africa. The Economist, [online] 9th November 2017: <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21731206-if-you-want-less-something-tax-it>>
- (3) ANNAN, Kofi (2017). Kofi Annan : "Nous devons accélérer la transition énergétique de l'Afrique !". Le Monde, [en ligne] 13 mars 2017 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/kofi-annan-nous-devons-accelerer-la-transition-energetique-de-l-afrique_5093776_3212.html#d5ZgZyaupt5234Sf.99>
- (4) IEA-ETSAP, IENA. *Hydropower*. Technology Brief. 2015
- (5) REVEILLARD, Marie-France (2017). Akon Lighting Africa : "Partout où se manifestera une volonté politique, nous interviendrons". *La Tribune Afrique*, [en ligne] 10 novembre 2017 : <<https://afrique.latribune.fr/think-tank/entretiens/2017-11-10/akon-lighting-africa-partout-ou-se-manifestera-une-volonte-politique-nous-interviendrons-757500.html>>
- (6) Site web officiel de Akon Lighting Africa : <<http://akonlightingafrica.com/?lang=fr>>
- (7) The Barefoot Approach: Women Barefoot Solar Engineers of Africa. 2012. Site web de Barefoot college: <<https://www.barefootcollege.org/women-barefoot-solar-engineers-a-community-solution/>>
- (8) WOLF, Martin (2016). Negative rates are a symptom of our ills. *Financial Times*, [en ligne] 13 avril 2016 : <<https://www.ft.com/content/9b1d8b04-0007-11e6-ac98-3c15a1aa2e62>>
- (9) Fondation Energies pour le Monde. La pérennité du service électrique, preuve de succès d'un projet, à quoi servent vos dons ? Entretien avec Jean-Louis Borloo. *Infos*, n° 40, novembre 2016.
- (10) BYENKYA, KIZITO and HUMPHREY, ALEX (2017). Freeing Africa's Internet. *Project Syndicate*, [en ligne] 06 novembre 2017 : <<https://www.project-syndicate.org/commentary/afrika-internet-censorship-resistance-by-kizito-byenkya-and-alex-humphrey-2017-11>>
- (11) Trend Micro, INTERPOL. Cybercrime in west Africa: poised for an underground market. 2017
- (12) *Internet World Stats*. Online database : <<https://www.internetworldstats.com/>>
- (13) Wa Are Social, Hootsuite. *Digital, social, mobile*. 2017.
- (14) SERIANU. Africa cyber security report 2016. Achieving cyber security resilience: enhancing visibility and increasing awareness. 2016
- (15) En Côte d'Ivoire, la startup du transport mTick relie Abidjan à la province en quelques clics. Site web de TechAfrique : <http://techafrique.startupbrics.com/cote-ivoire-startup-transport-mtick-abidjan/#.WoKpMnwwvcs>

Bibliographie sélective (2)

144

- (16) Site web officiel de la Société d'Exploitation des Eaux du Niger : <www.seen-niger.com/fr/activites/relation-clientele/nos-solutions-de-paiement>
- (17) FANUCCHI, Bruno (201). Faire de l'urbanisation de l'Afrique une opportunité. *Algérie ECO*, [en ligne] 24 septembre 2017 : <<https://www.algerie-eco.com/2017/09/24/faire-de-lurbanisation-de-lafrique-opportunit/>>
- (18) M-Pedigree : Une application pour lutter contre la contrefaçon des médicaments (2015). Site web Tech of Africa : <<https://www.techofafrica.com/m-pedigree-une-application-pour-lutter-contre-la-contrefacon-des-medicaments/>>
- (19) Site web officiel de Njorku: <www.njorku.com/welcome/about>
- (20) World Bank. *ICT in agriculture: Connecting smallholders to knowledge, networks and institutions*. 2011
- (21) Safaricom. Where will we go next ? Safaricom annual report and financial statements. 2017
- (22) BROULARD, Laure et ANDERSON, Mark (2017). Mobile banking : une success-story nommée M-Pesa. *Jeune Afrique*, [en ligne] 03 avril 2017 : <<http://www.jeuneafrique.com/mag/421063/economie/mobile-banking-success-story-nommee-m-pesa>>
- (23) VERRIÈRE, Patricia et QUENEDEY, Caroline. *L'industrie 4.0 : la 4^{ème} révolution industrielle sauvera-t-elle l'industrie française ?* 2017
- (24) Accenture, Gordon Institute of Business Science. *Industry X.0: Combine and conquer, unlocking the power of digital*. 2017
- (25) Aigroup Workforce Development. The emergence of the gig economy. Thought leader paper: education & training policy team. 2016
- (26) ASKWONDER. What is the global market-size (TAM) for the Gig - freelancer economy industry?
- (27) Site web Talent2Africa. Pensez aux alternatives au salariat en Afrique. 2017. URL : <<https://talent2africa.com/pensez-aux-alternatives-au-salariat-en-afrique/>>
- (28) GILES, Chris (2017). How a West African lab made a 3D printer from toxic e-waste. CNN, [online] 28th November 2017 : <edition.cnn.com/2017/11/28/africa/3d-printer-electronic-waste/index.html>
- (29) World Bank. *Africa's pulse*. 2017
- (30) Deloitte. *Prédictions TMT 2017 Afrique Francophone : Pensez à l'avenir*. 2017
- (31) World Bank. Exploring the relationship between broadband and economic growth. 2016
- (32) GSMA Intelligence. *The mobile economy Africa*. 2016
- (33) Eaglestone Securities. *Inside Africa, now is the time to invest in Africa*. 2017
- (34) UA, NEPAD et BAD. *Créer des emplois à travers le développement d'infrastructures régionales*. 2016

Bibliographie sélective (3)

145

(35) Site web officiel de la Banque africaine de développement. Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). URL: < <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/programme-for-infrastructure-development-in-africa-pida/> > et The Programme for Infrastructure Development in Africa: Transforming Africa through Modern Infrastructure

(36) The Programme for Infrastructure Development in Africa: Transforming Africa through Modern Infrastructure

(37) Site web officiel de la Commission économique pour l'Afrique. La loi type du PIDA pour le développement des infrastructures en Afrique a été approuvée, lors de la Semaine du PIDA 2017 en Namibie : <<https://www.uneca.org/fr/stories/la-loi-type-du-pida-pour-le-d%C3%A9veloppement-des-infrastructures-en-afrique-%C3%A9t%C3%A9-approuv%C3%A9e-lors>>

(38) BAD. *Perspectives économiques en Afrique*. 2018

(39) Base de données de la Banque mondiale. Base de données en ligne. < <https://donnees.banquemondiale.org/> >

(40) World Wide Web Foundation. *Artificial intelligence: starting the policy dialogue in Africa*. 2017

(41) Official website of IBM. Ethiopia Commodity Exchange. Case study : <http://ecc.ibm.com/case-study/us-en/ECCF-IMC14990USEN>

(42) Site officiel de SOPHIA GENETICS. L'adoption de l'intelligence artificielle SOPHIA par les hôpitaux africains promet un bond en avant dans la santé sur le continent. 2017. URL: <https://www.sophiagenetics.com/news/media-mix/details/news/ladoption-de-lintelligence-artificielle-sophia-par-les-hopitaux-africains-promet-un-bond-en-avant-dans-la-sante-sur-le-continent.html>

(43) Zipline. *Tanzania announces world's largest national drone delivery network*. 2017

(44) Université de Pretoria, Department of Mining Engineering. *SA GeoTech 2017. The use of immersive technology in mining: the mine of the future*. 2017

(45) World Telecommunication/ICT Indicators database. 2017. Online database. International Telecommunication Union. < <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/wtid.aspx>>

(46) Données de l'Observatoire de la santé mondiale. Base de données en ligne. Organisation mondiale de la santé. < <http://www.who.int/gho/database/fr/> >

(47) WAKEFIELD, Jane (2017). TEDGlobal: The computer that can smell explosives. BBC, [online] : 28th August 2017 : <<http://www.bbc.com/news/technology-40935771>>

(48) Banque mondiale. *Croissance en Afrique : le rebond après un net ralentissement*. Communiqué de presse. 2017

(49) *World Economic Outlook Database*. 2018. Online database. International Monetary Fund. <<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>>. Calcul IRES

(50) World Population Prospects database. Online database. United Nations. <https://esa.un.org/unpd/wpp/> . Calcul IRES

Bibliographie sélective (4)

146

- (51) BAD. Revue annuelle sur l'efficacité du développement. Accélérer le rythme du changement. 2016
- (52) PRAHALAD, C. K. *The Fortune at the bottom of the pyramid, revised and updated 5th anniversary edition: eradicating poverty through profits*. New Jersey: Pearson FT Press, Revised, Updated, 2009.
- (53) PAULI, Gunter. *L'économie bleue: 10 ans, 100 innovations, 100 millions d'emplois*. Lyon: Caillade Publishing, 2011
- (54) Official website of World resources institute. New restoration economy: <<http://www.wri.org/our-work/project/new-restoration-economy>>
- (55) Technology Adoption In Nigeria Dr. Angel Adelaja, Fresh Direct
- (56) Site officiel de Songhai : www.songhai.org/index.php/fr
- (57) Site web "Cyclifier.org" : <<https://www.cyclifier.org/project/tunweni-beer-brewery/>>
- (58) Site officiel de Green Pot Entreprises : <<http://greenpotenterprises.com/about-us/>>
- (59) Official website of UNDP. A legacy of private sector engagement in Africa. 2016: <www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2016/6/21/A-legacy-of-private-sector-engagement-in-Africa.html>
- (60) Site officiel de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte : <<http://www.grandemurailleverte.org/>>
- (61) Banque Mondiale. *L'agriculture climato-intelligente, succès en Afrique*. 2017
- (62) Royal Botanic Gardens KEW, ECFF. *Coffee farming and climate change in Ethiopia: impacts, forecasts, resilience and opportunities*. Summary report. 2017
- (63) Royal Botanic Gardens KEW. *State of the world's plants*. 2017
- (64) FRANKEL DAVIS, Kyle et al. Increased food production and reduced water use through optimized crop distribution. *Nature geoscience* 10, 2017. p. 919–924. URL: <<https://www.nature.com/articles/s41561-017-0004-5>>
- (65) FAO. *Regional overview of food insecurity: Africa*. 2015
- (66) World Future Council Foundation. Lutte contre la désertification et la dégradation des terres, les meilleures politiques au monde. 2017
- (67) Site web CommoAfrica. Le sud-africain Philafrica Foods à la conquête de l'Afrique sub-saharienne. 2017 : <<http://www.commodafrica.com/02-11-2017-le-sud-africain-philafira-foods-la-conquete-de-lafrique-sub-saharienne>>
- (68) African Development Bank. Feed Africa: strategy for agricultural transformation in Africa 2016-2025. 2016
- (69) World Cocoa Foundation. Cocoa market update. 2012

Bibliographie sélective (5)

147

- (70) Jeune Afrique. Maroc : plus de 420 tonnes de sacs plastique saisies en moins d'un an. *Jeune Afrique*, [en ligne] 26 avril 2017 : <http://www.jeuneafrique.com/432883/societe/maroc-plus-de-420-tonnes-de-sacs-plastique-saisies-dun-an/> ; KOUAGHEU, Josiane. Au Cameroun, on fabrique des pavés « écolos » à partir de déchets plastiques. *Le Monde*, [en ligne] 17 août 2016 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/08/17/au-cameroun-on-fabrique-des-paves-ecolos-a-partir-de-dechets-plastiques_4983897_3212.html#sfEPIHUesQvi2eii.99>
- (71) FILOU, Emilie. The African water companies serving the poorest and staying afloat. *The guardian*, [online] 4th October 2016: <<https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/oct/04/urban-africa-water-companies-poorest-profit>>
- (72) Banque africaine de développement. Africa tourism monitor : sustainable tourism through innovation, entrepreneurship, and technology. Volume 4, issue 1. 2016; Site web Sustainable tourism. Case studies: Africa : < <http://sustainabletourism.net/case-studies/austrailianz/africa/>
- (73) France24. Une tour en bambou transforme l'humidité en eau potable. [En ligne] : <<http://observers.france24.com/fr/20160425-ethiopie-tour-transforme-humidite-eau-potable-climat>>
- (74) RSE Maroc magazine. L'ONG Dar Si Hmad récompensée à Bonn pour son projet de récolte d'eau de rosée. [En ligne] : <<http://www.rsemarocmagazine.com/long-dar-hmad-recompensee-a-bonn-projet-de-recolte-deau-de-rose/>>
- (75) Site web Widoobiz. Crowdfunding : Liter of Light compte réduire la pauvreté énergétique en Afrique. 2016 : <<https://www.widoobiz.com/entrepreneurs-startups/crowdfunding-liter-of-light-lance-campagne-de-crowdfunding-indiegogo/71011>>
- (76) BBOX. *The solar revolution*. Product brochure. 2015
- (77) Site web MemoFin. Lexique : <<http://www.memofin.fr/glossary/terms/Gouvernance>>
- (78) Clean Gov Biz. *The rationale for fighting corruption*. Background brief. 2014
- (79) <https://www.africafintechforum.net/>
- (80) Site web Gro Intelligence. Planting Dollars: The Growing Pace of Global Investment in Agriculture, 2016. URL: <<https://gro-intelligence.com/insights/planting-dollars-the-growing-pace-of-global-investment-in-agriculture>>; Les clés de demain. Une levée de fonds d'1 million de dollars pour sponsoriser des agriculteurs au nigéria, [en ligne] 19 décembre 2017. URL:< http://lesclesdedemain.lemonde.fr/economie/une-levee-de-fonds-d-1-million-de-dollars-pour-sponsoriser-des-agriculteurs-au-nigeria_a-90-6468.html>
- (81) Site officiel de la société internationale islamique de financement : <<http://www.itfc-idb.org/en>>
- (82) Site officiel de la société OIKO Crédit : <<https://www.oikocredit.coop/what-we-do/partners/partner-detail/39705/zigoti-coffee-works-ltd>>

Bibliographie sélective (6)

148

- (83) Site web AfricaNews. Sénégal: E-Cover une start-up au service de l'environnement. 2017 <<http://fr.africanews.com/2017/01/23/senegal-e-cover-une-start-up-au-service-de-l-environnement/>>
- (84) African development bank. *Jobs for youth in Africa strategy for creating 25 million jobs and equipping 50 million youth, 2016-2025*. 2017
- (85) ILOSTAT. Base de données en ligne. Organisation internationale du travail. <<http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang--fr/index.htm> >
- (86) United Nations World Water Assessment Programme. *Water and jobs: facts and figures*. 2016
- (87) Results for Development, Skoll Foundation. *Pan African leadership and entrepreneurship development models: a rapid ecosystem analysis*. 2016
- (88) UNESCO Institute for Statistics. Online database. UNESCO. < <http://uis.unesco.org/> > ; World Population Prospects 2017. Online database. United Nations. < <https://esa.un.org/unpd/wpp/>>. Calculs IRES.
- (89) UNESCO Institute for Statistics. Online database. UNESCO. < <http://uis.unesco.org/> >
- (90) FETTEROLF, Janell. In many countries, at least four-in-ten in the labor force are women. 2017 **In** : Pew Research Center website.
- (91) ONE. *Accès des filles à l'éducation dans le monde : les mauvais élèves*. 2017
- (92) United Nations, Department of Economic and Social Affairs. *World population prospects: the 2017 revision*. 2017
- (93) Haut-Commissariat au Plan. *Recensement général de la population et de l'habitat*. 2014
- (94) MACHEL, Graça. Empowering the other half of Africa's economy. *Project Syndicate*, [online] 9th August 2017. URL: <<https://www.project-syndicate.org/commentary/african-growth-economic-opportunities-women-by-graca-machel-2017-08>>
- (95) Organisation internationale du travail. L'égalité au travail : relever les défis. 2017
- (96) UNFPA. The state of world population 2016. 2016 (97) Site web officiel de la Banque mondiale. Des femmes à la pointe de la lutte contre la déforestation et le changement climatique au Togo. 2018. URL : <<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/01/18/whatsapp-ening-with-forests-and-climate-in-togo>>
- (98) UNICEF. A profile of child marriage in Africa. 2015
- (99) UNICEF. Campagne nationale : tolérance zéro au mariage des enfants. 2017
- (100) UNICEF Data. Online database. UNICEF. <<https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/>>
- (101) Site web officiel CONCREE : <<http://www.concree.com/fr/aboutus>>

Bibliographie sélective (7)

149

- (102) WABERI, Abdourahman. Etes-vous « ubuntu » un peu, beaucoup, passionnément ? Le Monde, [en ligne] 03 août 2015. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement_4709614_3212.html#I5fdm0Pq6X7rK6Ls.99>
- (103) KLEES, Steven J. Financing universal education. Project Syndicate, [online] 3th august 2017. URL : <<https://www.project-syndicate.org/commentary/financing-universal-education-by-steven-j--klees-2017-08>>
- (104) Official website "Ubuntu Pathways": <<https://ubuntupathways.org/about>>
- (105) Official website "Global Oneness Project" : <<https://www.globalonenessproject.org/about-project>>
- (106) Site web "La fabrique". Le Centre ADAJA participe 4^{ème} Forum mondial de développement économique local à Praia. URL : <<https://www.lafabrique-bf.com/le-centre-adaja-participe-4eme-forum-mondial-de-developpement-economique-local-a-praia/>>
- (107) SCHWARZ, Fernand. Ubuntu, l'idéal d'humanité. Revue Acropolis, [en ligne] 28 janvier 2015. URL : < <http://www.revue-acropolis.fr/ubuntu-lideal-dhumanite/>>
- (108) Official website of the Nobel Prize. Nelson Mandela and the Rainbow of Culture. 2001. URL : <https://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1993/mandela-article.html>
- (109) SALADIN, Jean-Christophe. L'éloge funèbre de Mandela par Barack Obama: Ubuntu et tolérance humaniste. HuffPost, [en ligne] 05 octobre 2016. URL : <https://www.huffingtonpost.fr/jeanchristophe-saladin/ubuntu-nelson-mandela_b_4480121.html>
- (110) <http://www.un.org/africarenewal/magazine/may-2013/africa%E2%80%99s-youth-%E2%80%9Cticking-time-bomb%E2%80%9D-or-opportunity>
- (111) SALEH, Heba. Egypt's nascent tech scene could rescue a generation. *Financial time*, [online] 21 April 2017. *Youth employment*. Special report. URL: <https://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/FT-Youth-Employment_Special-Report_2016.pdf >
- (112) AGLIONBY, John. Joblessness is an 'existential threat' to Kenya's future. *Financial time*, [online] 21 April 2017. *Youth employment*. Special report. URL: <https://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/FT-Youth-Employment_Special-Report_2016.pdf>
- (113) http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/19/la-classe-africaine-notre-serie-consacree-a-l-education_5243976_3212.html#D0zQsyd4hDiwIYwt.99
- (114) Banque africaine de développement. Des emplois pour les jeunes en Afrique. 2017
- (115) KASISI, Robert. Les perspectives de la biodiversité en Afrique subsaharienne : repenser collectivement le modèle de gestion. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [en ligne], volume 12, n° 2, septembre 2012. URL : <<http://journals.openedition.org/vertigo/12263> ; DOI : 10.4000/vertigo.12263>
- (116) UNICEF. *Fiche thématique : Génération 2030*. Rapport sur l'Afrique. 2014
- (117) UNESCO Institute for Statistics. Online database. UNESCO. < <http://uis.unesco.org/> >. Calculs IRES

Bibliographie sélective (8)

150

(118) LE BELZIC, Sébastien. La Chine, nouvelle destination phare des étudiants africains. *Le Monde*, [en ligne] 18 septembre 2017. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/18/la-chine-nouvelle-destination-phare-des-etudiants-africains_5187402_3212.html>

(119) Site officiel de ASHESI Foundation: <<http://www.ashesi.org/blog/wise-prize-for-education-2017-presented-to-patrick-awuah/>>

(120) Official web site de Moringa: <https://moringaschool.com/>

(121) Official web site "We Think Code": <<https://www.wethinkcode.co.za/>>

(122) EL HASSANI, Jamal. Fred SWANIKER : Pour sortir de la pauvreté en Afrique, il faut investir dans nos cerveaux ! *Les clés de demain*, [en ligne] 05 avril 2016. URL : <http://lesclesdedemain.lemonde.fr/economie/fred-swaniker-pour-sortir-de-la-pauvrete-en-afrique-il-faut-investir-dans-nos-cerveaux-_a-90-5604.html>

(123) Official web site of the African Leadership Academy : <<http://www.africanleadershipacademy.org/about/our-model/>>

(124) Official web site of the African Leadership University: <<https://www.alueducation.com/about/our-leadership/>>

(125) CNN website. African innovations that could change the world. 2018. URL: <<https://edition.cnn.com/2017/11/16/afrika/gallery/afrika-innovations-that-could-change-the-world/index.html>>

(126) CHRISTENSEN, Clayton M. Afrique : une nouvelle génération d'innovateurs. *Harvard Business Review*, [en ligne] 13 juillet 2017. URL: <<http://www.hbrfrance.fr/magazine/2017/07/16159-afrique-nouvelle-generation-dinnovateurs/>>

(127) IFAD. *Remittances at the post office in Africa : serving the financial needs of migrants and their families in rural areas*. 2016

(128) KODJO-GRANDVAUX, Séverine. L'avenir du monde se joue en Afrique. Entretien entre Felwine Sarr et Achille Mbembe. *Le monde*, [en ligne], 21 octobre 2016. URL: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique_5017948_3212.html#krd8dGFhRLPc5AKU.99

(129) African development bank. *Africa Tourism Monitor, Sustainable Tourism through Innovation, Entrepreneurship, and Technology*

(130) African Development Bank. *Africa visa openness report 2017*. 2017

(131) EL-HOURY, Hassan (2018). Africans need the freedom to travel in their own continent. Here's why. [Online], 21th January 2018. Available at World economic forum website's. URL: <<https://www.weforum.org/agenda/2018/01/africans-need-the-freedom-to-travel-in-their-own-continent-heres-why>>

(132) EL-HOURY, Hassan (2018). Africans need the freedom to travel in their own continent. Here's why. [Online], 21th January 2018. Available at World economic forum website's. URL: <https://www.weforum.org/agenda/2018/01/africans-need-the-freedom-to-travel-in-their-own-continent-heres-why> ; Official website of the Economic Community of West African States. History. URL: <<http://www.ecowas.int/about-ecowas/history/>>

(133) Official website of the Economic Community of West African States. History. URL: <<http://www.ecowas.int/about-ecowas/history/>>

Bibliographie sélective (9)

151

- (134) Official website of the Economic Community of West African States. Travel. URL: <<http://www.ecowas.int/life-in-the-community/education-and-youth/>>
- (135) European union, CEDEAO. *The Common External Tariff (CET): structure, benefits, challenges and the way forward of the CET*. 2016
- (136) NTABONA, Adrien. *Itinéraire de la sagesse : les Bashingantahe hier, aujourd'hui et demain au Burundi*. Bujumbura : Editions du CRID, 1999.
- (137) IDEA. *Justice traditionnelle et réconciliation après un conflit violent : la richesse des expériences africaines*. 2009
- (138) THOMAS, Louis-Vincent, 1983. La vieillesse en Afrique noire. *Communications*, numéro thématique : Le continent gris. Vieillesse et vieillissement. p. 69-87.
- (139) *World Economic Outlook Database*. 2018. Online database. International Monetary Fund. <<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>>
- (140) BAD, OCDE, PNUD. *Perspectives économiques en Afrique 2017 : Entreprenariat et industrialisation*. 2017
- (141) NEPAD. *Les perspectives du mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) à la lumière de treize années d'expérience : relever les défis majeurs de la gouvernance dans le cadre de l'agenda 2063 de l'Union africaine*. Keynote address. 2015
- (142) Official website of the African union: <<https://au.int/en/financingau>>
- (143) APIKO, Philomena and AGGAD, Faten. *Analysis of the implementation of the African union's 0.2% levy progress and challenges*. Briefing note n° 98. 2018
- (144) Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement
- (145) *AFDB Socio Economic Database. 1960-2016*. Online database. African Development Bank. < [ttp://dataportal.opendataforafrica.org/bbkawjf/afdb-socio-economic-database-1960-2019](http://dataportal.opendataforafrica.org/bbkawjf/afdb-socio-economic-database-1960-2019) >
- (146) Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du Forum maroco-ivoirien en 2014
- (147) Discours du Président de la République de Guinée Alpha Condé à l'occasion de l'ouverture officielle des MEDays 2017
- (148) LE GROS, Julien, 28 juin 2016. Felwine Sarr : "Parler de développement, c'est mettre l'Afrique à la remorque". *The Dissident*. URL : <<http://the-dissident.eu/felwine-sarr-developpement-cest-mise-a-remorque-de-lafrique/>>
- (149) KODJO-GRANDVAUX, Séverine. Les Ateliers de la pensée #2 : "L'émancipation de l'Afrique passe par des idées neuves". Entretien entre Felwine Sarr et Achille Mbembe. *Le monde*, [en ligne], 31 octobre 2017. URL: <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/31/les-ateliers-de-la-pensee-2-l-emancipation-de-l-afrique-passe-par-des-idees-neuves_5208478_3212.html#qF2UyAokTbQeo4R5.99>
- (150) Déclaration du ministre en charge de la protection civile du Burkina Faso à l'occasion de la première rencontre africaine des directeurs de protection civile des pays membres de l'Organisation internationale de protection civile (OPIC) : <http://news.aouaga.com/h/17996.html>>

Bibliographie sélective (10)

152

- (151) FISHER, William and PONNIAH, Thomas. *Another world is possible: world social forum proposals for an alternate globalization*. Chicago. University of Chicago press. 2015. 365 p.
- (152) BENSIMON, Cyril. Alpha Condé : "La lutte contre le terrorisme en Afrique ne peut être faite que par des Africains". *Le monde*, [en ligne], 16 novembre 2017. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/16/nous-allons-trouver-une-solution-au-zimbabwe-dit-le-president-alpha-conde_5216089_3212.html#v1uuKWz0qQKjZbaS.99>
- (153) NDIAYE, Amadou. Corruption en Afrique, le grand défi. Entretien réalisé avec Abdul Tejan COLE, Directeur exécutif d'Open Society Initiative for West Africa. *Le monde*, [en ligne], 21 juillet 2016. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/21/corruption-le-grand-defi_4972893_3212.html#PsUBxGozGyxP9iy3.99>
- (154) Site web du Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels. La Cour africaine confirme les droits fonciers des Ogiek du Kenya (2017). URL: <<https://www.escri-net.org/fr/caselaw/2017/commission-africaine-droits-lhomme-et-peuples-c-republique-du-kenya-cafdhp-requete-no>>
- (155) MDLULI, Nokwanda Tina. Recalling African healing and the use of uMuti. *Vuka Darkie*, [online] 15th November 2017. URL: < <http://www.vukadarkie.com/recalling-african-healing-and-the-use-of-umuti/>>
- (156) Site web "Houzz". Architecture : 6 techniques ancestrales pour une maison fraîche en été. 2015. URL: <<https://www.houzz.fr/ideabooks/30202606/list/architecture-6-techniques-ancestrales-pour-une-maison-fraiche-en-ete>>
- (157) Site web du Programme des Nations Unies pour le développement. Promesse ou péril ? D'ici 2050, l'Afrique comptera 830 millions de jeunes. 2017. URL: <<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/8/12/Promesse-ou-p-ril-D-ici-2050-l-Afrique-comptera-830-millions-de-jeunes.html>>
- (158) Johannes Gottfried Kraus: <https://aeon.co/amp/essays/yacob-and-amo-africas-precursors-to-locke-hume-and-kant>
- (159) Central Intelligence Agency. World Factbook. URL : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2177.html>>. Calculs IRES
- (160) AUGUSTIN, Jean-Pierre. En Afrique aussi, le sport n'est pas qu'un jeu: Not just a game. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, [en ligne], n° 250, avril-juin 2010. URL: <<http://journals.openedition.org/com/5920#quotation>> ; AUGUSTIN, Jean-Pierre. Éléments géopolitiques du sport africain. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, [en ligne], n°250, avril-juin 2010. URL : <<http://journals.openedition.org/com/5922>>
- (161) Site web de TéléDakar. Le Top 10 Des Plus Grands Stades En Afrique, 2017. URL: <<https://www.teledakar.net/2017/11/28/top-10-plus-grands-stades-afrique/>>
- (162) Site web du Réseau Anthropologie des Epidémies Emergentes.: <<http://shsebola.hypotheses.org/>>
- (163) Site web Les observateurs. *Rendre hommage aux mythes africains, le pari d'un jeu vidéo camerounais, 2016*. URL: <<http://observers.france24.com/fr/20160426-jeu-video-cameroun-aurion-heritage-koriodan-mythes-africains-culture>>
- (164) Site web "Zamani Project" : <<http://www.zamaniproject.org/index.php/home.html>>
- (165) Ministère de l'environnement et des forêts (Madagascar). *Décret n° 2010-141 portant interdiction de coupe, d'exploitation et d'exportation de bois de rose et bois d'ébène à Madagascar*. 2010

Bibliographie sélective (11)

153

- (166) EKLUNATEY, Raphaël D. et al. *Pharmacopée africaine : Dictionnaire et monographies multilingues du potentiel médicinal des plantes africaines : Afrique de l'Ouest*. Genève : Ed. Traditions et médecine. Lausanne: Ed. d'en bas, 2012.
- (167) BAD. *Centre africain des ressources naturelles: catalyser la croissance et le développement par une gestion efficace des ressources naturelles*. 2016
- (168) U.S. Geological Survey. *BAUXITE AND ALUMINA*. 2018.
- (169) World Bank. *Commodity markets outlook*. 2017
- (170) EU Delegation to Somalia, 2016. EU and FAO extend support to long-term seed production in Somalia. The Nigerian Voice, [online] 25th March 2016. URL: <<https://www.thenigerianvoice.com/sports/210875/eu-and-fao-extend-support-to-long-term-seed-production-in-so.html>>
- (171) Site WEB officiel de Crop Wild Relatives : <<https://www.cwrdiversity.org/development-of-eggplant-materials-for-adaptation-to-climate-change/>>
- (172) FAO, Institute of Biodiversity Conservation. *Ethiopia: third country report on the state of plant genetic resources for food and agriculture*. 2012
- (173) Efficycle. *2013 en 365 initiatives pour réinventer notre monde*. 2013
- (174) Union européenne, Innovation ALCOTRA. *Les Living Labs : définitions, enjeux, comparaisons et premiers retours d'expériences*. 2013
- (175) European Network of Living Labs. 12th wave of membership. Brochure. URL: <<http://www.openlivinglabs.eu/sites/enoll.org/files/12th%20Wave%20Brochure.pdf>>
- (176) UMVELT. *Qu'est-ce qu'un Living Lab?* 2014
- (177) Site web la Dépêche.fr. Au Maroc, on "moissonne" le brouillard pour fournir de l'eau aux villageois, 2015. URL: <<https://www.ladepeche.fr/article/2015/06/16/2125734-maroc-moissonne-brouillard-fournir-eau-villageois.html>>
- (178) FAO. 2016. *Site web Aquastat*. FAO. URL: <<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/indexfra.stm> >
- (179) Institut de recherche pour le développement. *Les grands bassins fluviaux* (Exposition réalisée en partenariat avec : Aix-Marseille Université, l'IRSTEA, le CNRS et la Zone Atelier Bassin du Rhône). 2015
- (180) FALL, Abdou Salam. *L'Afrique, le continent de l'avenir : une économie en devenir*. Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales. 2016
- (181) LEFEVRE, Robert. Aspect de la pluviométrie dans la région du mont Cameroun. *Cahiers ORSTOM*. Série Hydrologie, 1967, 4 (4), p. 15-43.
- (182) FELBAB-BROWN, Vanda. *Water theft and water smuggling: growing problem or tempest in a teapot?*. Brookings, 2017
- (183) Commission économique pour l'Afrique. *L'économie bleue en Afrique : Guide pratique*. 2016
- (184) SENOUSSE A. et al. La Foggara : un système hydraulique multiséculaire en déclin. *Revue des bioressources*, volume 1, n°1, juin 2011.
- (185) Site officiel de WARKA Water : <http://www.warkawater.org/faq/>

Bibliographie sélective (12)

154

- (186) Web site of City of Cape Town : <http://coct.co/water-dashboard/?ca_source=Website&ca_medium=affiliate&ca_campaign=Home%20page%20trends%20-%20Day%20Zero%20Dashboard&ca_term=Day%20Zero%20Dashboard&ca_content=Day%20Zero%20Dashboard>
- (187) Site web "Medium.com". Using technology to transform African rural water supply, 2017. URL : <https://medium.com/frontier-technology-livestreaming/using-technology-to-transform-african-rural-water-supply-870eddf509>; Site web "ewater.org" : <<https://ewater.org.au/>>
- (188) Union africaine. *Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans - horizon 2050*. 2012
- (189) Site officiel de la Convention d'Abidjan: <<http://abidjanconvention.org/index.php>>
- (190) Institut Royal pour la Recherche sur l'Histoire du Maroc. *Chronologie de l'Histoire du Maroc : des temps préhistoriques à la fin du XX^{ème} siècle*. 2013
- (191) BALAFREJ, Ahmed, 1962. Le Maroc au seuil de l'indépendance économique : La charte de Casablanca et l'unité africaine. *Le Monde Diplomatique*, [en ligne] juin 1962, p.11-12. URL : <<https://www.monde-diplomatique.fr/1962/06/BALAFREJ/24768>>
- (192) SEBTI, Abdelahad. La conférence de Casablanca. *Zamane*, [en ligne], 30 novembre 2012. URL : <<http://zamane.ma/fr/la-conference-de-casablanca/>>
- (193) ZERBO, Yacouba. La problématique de l'unité africaine. (1958-1963). *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003/4 (n° 212), p. 113-127. URL : <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2003-4-page-113.htm>
- (194) Ministère des Habous et des Affaires Islamiques. Colloque sur le thème "Les Spécificités architecturales des Mosquées au Maroc" organisé le 18 juin 2007. Aperçu sur l'organisation spatiale des mosquées marocaines par MM. A. Touri, A. Tahiri et A. Elkhammar.
- (195) Données disponibles en ligne du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Agence Marocaine de Presse. Calculs IRES
- (196) Discours de M. Nasser BOURITA, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Maroc, Journée de l'Afrique célébrée le 08 juin 2017
- (197) Calculs IRES_ Données issues du site officiel de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc.
- (198) IRES. *Le retour du Maroc à l'Union africaine*. 2017
- (199) BARMA, Aboubacar Yacouba. Adhésion du Maroc à la CEDEAO : la véritable étude d'impact officiellement lancée. *La tribune Afrique*, [en ligne], 02 février 2018. URL: <https://afrique.latribune.fr/politique/integration-regionale/2018-02-02/adhesion-du-maroc-a-la-cedeao-la-veritable-etude-d-impact-officiellement-lancee-document-766990.html>
- (200) Données du Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration
- (201) Message de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 30^{ème} Sommet de l'Union africaine, Addis-Abeba, 29 janvier 2018
- (202) Extrait du Discours prononcé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à l'occasion de la cérémonie d'installation du Conseil supérieur de la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains, le 14 juin 2016 à Fès

Bibliographie sélective (13)

155

(203) World Economic Forum. *The global competitiveness report 2017–2018*. 2017

(204) Traitement IRES des données de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. (205) Casablanca Finance City. Newsletter. Novembre 2014. http://www.casablancafinancecity.com/wp-content/uploads/2016/files/newsletter_cfc_nov_2014.pdf

(206) Office des changes

(207) OUCHAGOUR, Leila. Al Omrane : Le programme "Villes sans bidonvilles" réalisé à hauteur de 83%. *Aujourd'hui le Maroc*, [en ligne], 07 février 2018. URL: <<http://aujourd'hui.ma/economie/immobilier/al-omrane-le-programme-villes-sans-bidonvilles-realise-a-hauteur-de-83>>

(208) IRES. Séminaire "Quels leviers de renforcement des opérateurs marocains en Afrique, à l'aune du retour du Royaume à l'Union africaine ?". 13 avril 2017

(209) Website of the U.S Geological survey : <<https://www.usgs.gov/>>

(210) Website of UNECA. Stakeholders make case for increased use of fertilizers in Africa, 2017. URL: < <https://www.uneca.org/stories/stakeholders-make-case-increased-use-fertilizers-africa>>

(211) Groupe OCP. *Rapport développement durable 2014*. 2014

(212) Royal Air Maroc. *RAM conforte sa métamorphose*. 2014

(213) Site web "Création Développement des Eco-Entreprises". *Les concepts de l'eco-transition*. URL: < <http://www.cd2e.com/concepts-eco-transition>>

(214) BENTAK, Mostafa. Développement du littoral : le premier plan national pour janvier 2018. *Les Eco.ma*, [en ligne] 22 avril 2017. URL: < <http://www.leseco.ma/economie/56718-developpement-du-littoral-le-premier-plan-national-pour-janvier-2018.html>>

(215) Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine aux changements climatiques : Faire face aux défis du changement climatique et de l'insécurité alimentaire (Livre Blanc). URL : <http://www.aaainitiative.org/sites/aaainitiative.org/files/AAA_livre_blanc_FRA.pdf>

(216) BARROUX, Rémi. A la COP22, les négociateurs échouent à sauver l'agriculture africaine. *Le Monde*, [en ligne], 19 novembre 2016. URL : <http://www.lemonde.fr/cop22/article/2016/11/19/a-la-cop22-les-negociateurs-echouent-a-sauver-l-agriculture-africaine_5034275_5025028.html>

(217) Site web officiel du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, DU Développement rural et des Eaux et Forêts. Initiative triple A, 2017. URL: <<http://www.agriculture.gov.ma/pages/actualites/initiative-triple-signature-dun-accord-avec-l%E2%80%99agence-francaise-de-developpement-afd>>

(218) L'Usine Nouvelle. "Déclaration de Marrakech" du patronat mondial : pas d'action climatique sans les entreprises privées. [En ligne], 17 novembre 2016. URL: <<https://www.usinenouvelle.com/article/declaration-de-marrakech-du-patronat-mondial-pas-d-action-climatique-sans-les-entreprises-privees.N465278>>

(219) Portail du Royaume du Maroc. Visite officielle de Sa Majesté Le Roi en République de Zambie, 2017. URL: <<http://www.maroc.ma/fr/actualites/visite-officielle-de-sm-le-roi-en-republique-de-zambie>>

Bibliographie sélective (14)

156

- (220) Site web officiel de la BAD. La charte africaine du tourisme durable et responsable voit le jour à la COP22, à Marrakech, 2016. URL: <<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/la-charte-africaine-du-tourisme-durable-et-responsable-voit-le-jour-a-la-cop22-a-marrakech-16562/>>
- (221) L'Usine Nouvelle. Comment le Maroc passe au vert (1/10): avec GoEnergyless, la poterie se mue en réfrigérateur du désert. [En ligne], 02 août 2016. URL: <https://www.usinenouvelle.com/article/comment-le-maroc-passe-au-vert-1-10-avec-goenergyless-la-poterie-se-mue-en-refrigerateur-du-desert.N398877>
- (222) L'info durable. Maroc : des tricycles alimentés à l'énergie solaire. [En ligne], 21 janvier 2018. URL <https://www.linfordurable.fr/technomedias/la-societe-solar-e-cycles-lance-un-tricycle-alimente-lenergie-solaire-1598>